



Services du matériel et des acquisitions
Tours Centennial
200, rue Kent
Pièce 081, 9^e étage
Ottawa (Ontario) K1A 0E6

January 7, 2015

Objet : **DEMANDE DE PROPOSITION : FP802-140238**
Élaboration d'un guide d'information destiné à expliquer le régime canadien de
préparation et d'intervention en cas de déversement d'hydrocarbures en milieu
marin au sud du 60^e parallèle.

Monsieur/Madame,

Le ministère des Pêches et des Océans, a besoin de faire exécuter le travail mentionné ci-dessous conformément à l'**énoncé des travaux** ci-joint à l'**appendice « C »**. Les services requis sont à effectuer au cours de la période commençant à attribuer le contrat et devront être achevés en 28 semaines, comme détaillé dans l'énoncé des travaux.

Si vous êtes intéressé(e) à réaliser ce projet, votre proposition électronique indiquant clairement le titre de l'œuvre et adressée au soussigné sera acceptée jusqu'à **le 17 février, 2015 @ 11:00 heures, Heure de l'Est (HE)**.

Propositions en réponse à cette demande de propositions seront composé de trois (3) volumes (sections) comme suit :

- a) **CONTENU : VOLUME 1 – PROPOSITION TECHNIQUE (OBLIGATOIRE) – une (1) copie électronique**
- b) **CONETNU : VOLUME 2 – PROPOSITION DE COUT OU DE PRIX (OBLIGATOIRE) – une (1) copie électronique**
- c) **CONETNU : VOLUME 3 – CERTIFICATIONS (CI-JOINT INTITULÉ C-1) (OBLIGATOIRE) – une (1) copie électronique**

Votre proposition doit être suffisamment détaillée pour constituer la base d'une entente contractuelle et porter sur les éléments énumérés ci-dessous.

Section I : Proposition technique

PROPOSITION – ANNEXE 2

Votre proposition doit comprendre :

1. Une indication selon laquelle vous comprenez les exigences et les objectifs du projet;

2. Une indication des projets antérieurs de nature semblable dont se sont acquittés avec succès l'entreprise et les employés de l'entreprise; il convient d'inclure les renseignements techniques, la liste et la description de ces projets, ainsi que les dépliants, brochures ou autres documents;
3. L'appellation (ou la dénomination) sous laquelle l'entreprise est légalement constituée en corporation (ou en personne morale) et une déclaration au sujet de la propriété canadienne et/ou étrangère de l'entreprise, le cas échéant;

Section II: Proposition de coût

1. Une ventilation des coûts présentés dans l'annexe B – Modalités de Paiement y compris une ventilation des services professionnels et des coûts associés, qui indique la catégorie de personnel affecté, le taux des indemnités journalières pour chaque personnel (y compris les frais généraux et but lucratif) et le nombre de jours affectés; les coûts associés, y compris, mais sans s'y limiter, Voyage et frais d'hébergement, des frais, frais de reproduction, les services de messagerie, etc.

Section III : Certifications

1. Certifications ci-joint intitulé appendice « C-1 », signé;

Les propositions seront évaluées conformément aux critères d'évaluation joints à la présente sous forme d'appendice D.

LES OFFRES QUI NE RENFERMERONT PAS LES DOCUMENTS SUSMENTIONNÉS OU QUI DÉROGERONT AU FORMAT D'ÉTABLISSEMENT DES COÛTS PRESCRIT SERONT JUGÉES INCOMPLÈTES ET NON CONFORMES ET RISQUENT D'ÊTRE REJETÉES EN ENTIER.

Si vous avez des questions ou avez besoin de plus d'information, n'hésitez pas à communiquer avec Beverly Shawana, par téléphone, au (613) 949-1490 ou, par télécopieur, au (613) 991-1297 ou par courriel au beverly.shawana@dfo-mpo.gc.ca,

NOTA : LES SOUMISSIONNAIRES DEVRAIENT NOTER QUE TOUTES LES QUESTIONS CONCERNANT LA PRÉSENTE DEMANDE DE PROPOSITIONS DOIVENT ÊTRE SOUMISES PAR ÉCRIT AU PLUS TARD **LE 09 FÉVRIER 2015 À 11:00 HEURES, Heure de l'Est (HE)** À L'AUTORITÉ CONTRACTANTE NOMMÉE. LE MINISTÈRE SERA INCAPABLE DE RÉPONDRE À DES QUESTIONS QUI SERONT SOUMISES APRÈS CETTE DATE.

Le Ministère n'acceptera pas nécessairement la proposition la moins-disante ni aucune des propositions qui seront présentées.

Veillez agréer, Monsieur/Madame, l'expression de mes sentiments les meilleurs.

Beverly Shawana
Agente principale des contrats
Services du matériel et des acquisitions

ANNEXES

DEMANDE DE PROPOSITIONS - Élaboration d'un guide d'information destiné à expliquer le régime canadien de préparation et d'intervention en cas de déversement d'hydrocarbures en milieu marin au sud du 60^e parallèle.

- | | | |
|------------|----------------------------|--|
| 1. | Lettre d'invitation | |
| 2. | Annexe 1 | Clauses du Contrat Subséquent |
| 3. | Appendice « A » | Conditions générales |
| 4. | Appendice « B » | Modalités de paiement |
| 5. | Appendice « B-1 » | Indemnités Maximales pour les voyages, L'hébergement les repas et les faux frais au Canada et au États-Unis |
| 6. | Appendice « C » | Énoncé des travaux |
| 7. | Appendice « C-1 » | Certifications |
| 8. | Appendice « D » | Critères d'évaluation |
| 9. | Appendice « E » | Instructions aux soumissionnaires |
| 10. | Appendice « F » | Formulaire d'identification du personnel |

Date et heure de clôture pour la remise des soumissions :
Le 17 février 2015 à 11:00 heures Heure de l'Est (HE).
DP numéro de dossier FP802-140238

ANNEXE 1 – CLAUSES DU CONTRAT SUBSÉQUENT

DEMANDE DE PROPOSITIONS POUR UNE

Élaboration d'un guide d'information destiné à expliquer le régime canadien de préparation et d'intervention en cas de déversement d'hydrocarbures en milieu marin au sud du 60^e parallèle.

1. DURÉE DU CONTRAT

Les services requis sont à effectuer au cours de la période commençant à attribuer le contrat et devront être achevés en 28 semaines, comme détaillé dans l'énoncé des travaux.

2. SÉCURITÉ

Ce contrat NE comporte PAS d'exigence en matière de sécurité.

L'entrepreneur et/ou son personnel **ne doivent pas** avoir accès à des renseignements ou des biens protégés et/ou classifiés.

L'entrepreneur et/ou son personnel **ne doivent pas** avoir accès sans escorte aux installations, navires et/ou zones d'accès restreintes du Ministre des pêches et océans.

L'entrepreneur et/ou son personnel **ne doivent pas** enlever des renseignements ou des biens protégés et/ou classifiés des endroits de travail désignés.

L'entrepreneur doit respecter les dispositions de la liste de vérification des exigences relatives à la sécurité élaboré pour ce contrat.

3. REMPLACEMENT DE PERSONNEL

3.1 Lorsque le contrat précise l'identité des personnes qui doivent exécuter les travaux, l'entrepreneur doit fournir les services de ces personnes, sauf s'il est incapable de le faire pour des raisons indépendantes de sa volonté.

3.2 S'il est incapable, à quelque moment que ce soit, de fournir les services d'une personne identifiée dans le contrat, l'entrepreneur doit fournir les services d'un remplaçant qui possède les mêmes compétences et connaissances.

3.3 Avant de remplacer toute personne identifiée dans le contrat, l'entrepreneur doit aviser

par écrit le ministre :

- a) du motif du remplacement de la personne identifiée dans le contrat;
- b) du nom, des qualités et de l'expérience du remplaçant proposé;
- c) que cette personne possède l'autorisation de sécurité exigée et qui a été accordée par le Canada, le cas échéant, en en fournissant la preuve.

3.4 L'entrepreneur ne doit jamais permettre l'exécution des travaux par des remplaçants non autorisés; l'acceptation d'un remplaçant par le responsable technique et par l'autorité contractante ne doit pas en outre relever l'entrepreneur de l'obligation de satisfaire aux exigences du contrat.

3.5 Le ministre peut ordonner qu'un remplaçant cesse d'exécuter les travaux; l'entrepreneur doit alors en plus se conformer sans délai à cet ordre et retenir les services d'un autre remplaçant conformément au paragraphe 2 et aux alinéas 3.b) et c).

3.6 Le fait que le ministre n'ordonne pas qu'un remplaçant cesse d'exécuter les travaux ne doit pas relever l'entrepreneur de son obligation de satisfaire aux exigences du contrat

4. CODE CRIMINEL DU CANADA

4.1 L'entrepreneur atteste que l'entreprise n'a jamais été reconnue coupable d'une infraction visée aux articles suivants du *Code criminel* du Canada :

article 121, Fraudes envers le gouvernement;
article 124, Achat ou vente d'une charge;
article 418, Vente d'approvisionnements défectueux à Sa Majesté.

4.2 Il est essentiel, en vertu du présent contrat, que l'entrepreneur et tout employé de l'entrepreneur affecté à l'exécution du contrat satisfasse aux exigences de l'article 748 du *Code criminel* du Canada qui interdit à quiconque a été déclaré coupable d'une infraction aux termes des articles suivants :

article 121, Fraudes envers le gouvernement,
article 124, Achat ou vente d'une charge,
article 418, Vente d'approvisionnements défectueux à Sa Majesté,

d'occuper une charge publique, de passer des contrats avec Sa Majesté ou de recevoir un avantage d'un marché auquel Sa Majesté est partie, à moins que le gouverneur en conseil n'ait rétabli (en tout ou en partie) la capacité de travailler de l'individu ou ne lui ait accordé un pardon.

5. INSPECTION ET ACCEPTATION

5.1 Tous les travaux exécutés dans le cadre du présent contrat sont inspectés par le représentant ministériel avant leur acceptation. Si les travaux ne satisfont pas, en totalité ou en partie, aux exigences prévues au contrat, le représentant ministériel peut les rejeter ou en exiger la correction.

6. RESPONSABLES

(a) Autorité contractante :

L'autorité contractante pour le contrat est :

Nom : Beverly Shawana
Titre : Agente principale des contrats
Organisation : Pêches et Océans
Adresse : 200 rue Kent, 9W081, Ottawa (Ontario) K1A 0E6
Téléphone : (613) 949-1490
Télécopieur : (613) 991-1297
Courriel : beverly.shawana@dfo-mpo.gc.ca

L'autorité contractante est responsable de la gestion du contrat, et toute modification doit être autorisée par écrit par l'autorité contractante. L'entrepreneur ne doit pas effectuer de travaux dépassant la portée du contrat ou des travaux qui n'y sont pas prévus suite à des demandes ou des instructions verbales ou écrites de toute personne autre que l'autorité contractante.

(b) Responsable technique (sera indiqué au moment de l'attribution du contrat)

Le responsable technique pour le contrat est :

Nom :
Titre :
Organisation :
Adresse :
Téléphone :
Télécopieur :
Courriel :

Le responsable technique représente le ministère ou l'organisme pour lequel les travaux sont exécutés en vertu du contrat. Il est responsable de toutes les questions liées au contenu technique des travaux prévus dans le contrat. On peut discuter des questions techniques avec le responsable technique; cependant, celui-ci ne peut pas autoriser les changements à apporter à l'énoncé des travaux. De tels changements peuvent être effectués uniquement au moyen d'une modification de contrat émise par l'autorité contractante.

(c) Représentant de l'entrepreneur (sera indiqué au moment de l'attribution du contrat)

Le représentant de l'entrepreneur pour le contrat est :

Nom :
Titre :
Organisation :
Adresse :
Téléphone :
Télécopieur :
Courriel :

7. EXÉCUTION DES TRAVAUX

7.1 L'entrepreneur déclare et atteste ce qui suit :

- a) il a la compétence pour exécuter les travaux;
- b) il dispose de tout ce qui est nécessaire pour exécuter les travaux, y compris les ressources, les installations, la main-d'œuvre, la technologie, l'équipement et les matériaux; et
- c) il a les qualifications nécessaires, incluant la connaissance, les aptitudes, le savoir faire et l'expérience, et l'habileté de les utiliser efficacement pour exécuter les travaux.

7.2 L'entrepreneur doit :

- a) exécuter les travaux de manière diligente et efficace;
- b) sauf pour les biens de l'État, fournir tout ce qui est nécessaire pour exécuter les travaux;
- c) au minimum, appliquer les procédures d'assurance de la qualité et effectuer les inspections et les contrôles généralement utilisés et reconnus dans l'industrie afin d'assurer le degré de qualité exigé en vertu du contrat;
- d) sélectionner et engage un nombre suffisant de personnes qualifiées;
- e) exécuter les travaux conformément aux normes de qualité jugées acceptables par le Canada et en pleine conformité avec les spécifications et toutes les exigences du contrat;
- f) surveiller la réalisation des travaux de façon efficiente et efficace en vue de s'assurer que la qualité de leur exécution est conforme à celle énoncée dans le contrat.

7.3 Les travaux ne doivent pas être exécutés par des personnes qui, de l'avis du Canada, sont incompetentes ou ne sont pas conduites convenablement.

7.4 Tous les services rendus en vertu du contrat devront, au moment de l'acceptation, libre de vices d'exécution et qu'ils satisfont aux exigences du présent contrat. Si l'entrepreneur doit corriger ou remplacer les travaux ou une partie de ceux-ci, il le fait à ses frais.

7.5 L'entrepreneur ne peut pas utiliser les installations, l'équipement ou le personnel du Canada pour exécuter les travaux à moins que le contrat le prévoit explicitement. L'entrepreneur doit le faire savoir d'avance à l'autorité contractante s'il doit avoir accès aux installations, à l'équipement ou au personnel du Canada pour exécuter les travaux. L'entrepreneur doit accepter de se conformer, et doit voir à ce que ses employés et ses sous-traitants se conforment, à tous les ordres permanents, mesures de sécurité, politiques et autres règles en vigueur à l'emplacement des travaux.

7.6 L'entrepreneur ne doit pas arrêter ou suspendre l'exécution des travaux ou d'une partie des travaux en attendant le règlement de toute dispute entre les parties concernant le contrat, sauf lorsque l'autorité contractante lui ordonne de le faire en vertu de l'article 27.

7.7 L'entrepreneur doit fournir tous les rapports exigés en vertu du contrat et toute autre information que le Canada peut raisonnablement exiger de temps à autre.

7.8 L'entrepreneur est entièrement responsable de l'exécution des travaux. Le Canada ne sera pas

responsable des effets négatifs ou des coûts supplémentaires si l'entrepreneur suit tout conseil donné par le Canada, sauf si l'autorité contractante fournit le conseil par écrit à l'entrepreneur incluant une déclaration dégageant expressément l'entrepreneur de toute responsabilité quant aux effets négatifs ou aux coûts supplémentaires pouvant découler de ces conseils.

8 SUSPENSION DES TRAVAUX

- 8.1** L'autorité contractante peut à tout moment, au moyen d'un avis écrit, ordonner à l'entrepreneur de suspendre ou arrêter les travaux ou une partie des travaux prévus au contrat et ce, pour une période d'au plus de cent quatre-vingts (180) jours. L'entrepreneur doit se conformer sans délai à l'ordre de suspension de manière à minimiser les frais liés à la suspension. Pendant la durée visée par l'ordre de suspension, l'entrepreneur ne peut enlever les travaux ou une partie des travaux des lieux où ils se trouvent sans avoir préalablement obtenu le consentement écrit de l'autorité contractante. Au cours de la période de cent quatre-vingts (180) jours, l'autorité contractante doit soit annuler l'ordre ou résilier le contrat, en totalité ou en partie, conformément à l'article 28, ou à l'article 29.
- 8.2** Lorsqu'un ordre est donné en vertu du paragraphe 1, l'entrepreneur a le droit d'être remboursé des coûts supplémentaires engagés en raison de la suspension des travaux, majorés d'un profit juste et raisonnable, à moins que l'autorité contractante ne résilie le contrat à cause d'un manquement de la part de l'entrepreneur ou que celui-ci ne renonce au contrat.
- 8.3** En cas d'annulation d'un ordre de suspension donné en vertu du paragraphe 1, l'entrepreneur doit reprendre dès que possible les travaux conformément au contrat. Si la suspension a empêché l'entrepreneur de respecter une date de livraison stipulée dans le contrat, la date d'exécution de la partie du contrat touchée par la suspension est reportée du nombre de jours équivalant à la période de suspension ainsi que du nombre de jours que l'autorité contractante estime nécessaire à l'entrepreneur, après consultation avec celui-ci, pour reprendre les travaux, le cas échéant. Les justes redressements seront apportés, au besoin, aux conditions du contrat qui sont touchées.

9 RÈGLEMENTS DES CONFLITS

- 9.1** Dans le cas d'un désaccord concernant un aspect quelconque des services ou d'une directive donnée en application de l'entente :
- a)** l'expert-conseil peut donner un avis de désaccord au représentant du Ministère. Cet avis doit être donné promptement et comprend les détails du désaccord, tout changement de temps ou sommes demandées ainsi que la référence aux clauses pertinentes de l'entente;
 - b)** l'expert-conseil doit continuer d'exécuter les services, conformément aux directives du représentant du Ministère; et
 - c)** l'expert-conseil et le représentant du Ministère essaient de résoudre le désaccord en négociant de bonne foi. Les négociations seront menées d'abord entre le représentant de l'expert-conseil responsable du projet et le représentant du Ministère et, ensuite, si nécessaire, entre un directeur de la firme d'expert-conseil et un gestionnaire senior du Ministère.
- 9.2** Le fait que l'expert-conseil continue d'exécuter les services conformément aux directives du représentant du Ministère ne compromet pas sa position sur le plan juridique advenant un

différend relativement à l'entente.

- 9.3** S'il s'avère par la suite que les directives étaient erronées ou allaient à l'encontre de l'entente, le Canada assumera les honoraires de l'expert-conseil pour la mise à exécution de ces directives, y compris les coûts raisonnables découlant de quelconque changement(s), les coûts ayant été préalablement autorisés par le représentant du Ministère.
- 9.4** Les honoraires, dont il est fait mention au paragraphe 3 seront calculés selon les Modalités de paiement de l'entente.
- 9.5** Si le désaccord n'est pas réglé, l'expert-conseil peut présenter au représentant du Ministère une demande de décision écrite et le représentant du Ministère avise l'expert-conseil de la décision du Ministère dans les quatorze (14) jours de la réception de la demande de décision, en donnant les détails de la réponse et en indiquant les clauses pertinentes de l'entente.
- 9.6** Dans les quatorze (14) jours suivant la réception de la décision écrite du Ministère, l'expert-conseil doit avertir le représentant du Ministère de son acceptation ou de son rejet de la décision.
- 9.7** Si l'expert-conseil n'est pas satisfait de la décision du Ministère, l'expert-conseil, par écrit, peut demander au représentant du Ministère que le désaccord soit renvoyé à la médiation.
- 9.8** Si le désaccord est renvoyé à la médiation, la médiation sera menée avec l'aide d'un médiateur compétent et expérimenté, choisi par l'expert-conseil, à partir d'une liste de médiateurs présentée par le ministre, et, sauf en cas d'entente alternative entre les parties, les procédures de médiation du Ministère seront utilisées.
- 9.9** Les négociations engagées en application de l'entente, y compris celles menées pendant une médiation, sont sous toutes réserves.

10.0 CONFIDENTIALITÉ

- 10.1** L'entrepreneur garde secrets les renseignements fournis par ou pour le Canada relativement aux travaux, ainsi que tous les renseignements conçus, élaborés ou produits par l'entrepreneur dans le cadre des travaux. Les renseignements fournis à l'entrepreneur par ou pour le Canada ne doivent être utilisés qu'aux seules fins du contrat et ces renseignements demeurent la propriété du Canada.
- 10.2** Sous réserve de la *Loi sur l'accès à l'information*, L.R.C. 1985, ch. A-1, et sous réserve des droits du Canada selon le contrat de communiquer ou de divulguer, le Canada ne pourra communiquer ou divulguer en dehors du gouvernement du Canada aucune information livrée au Canada en vertu du contrat et qui sont la propriété de l'entrepreneur ou un sous-traitant.
- 10.3** Les obligations des parties prévues au présent article ne s'étendent pas aux renseignements suivants:
- a) ceux mis à la disposition du public par une autre source que l'autre partie; ou
 - b) ceux communiqués à une partie par une autre source que l'autre partie, sauf lorsque la partie sait que la source s'est engagée envers le Canada à ne pas les communiquer; ou

c) ceux produits par une partie sans utiliser les renseignements de l'autre partie.

11. LOIS APPLICABLES

Le contrat découlant de la présente doit être régi et interprété conformément aux lois en vigueur dans la province de l'Ontario.

12. AUCUNE COLLABORATION EXPRESSE

L'entrepreneur garantit qu'il n'y a eu aucune collaboration expresse ou implicite, aucun acte concerté, aucune entente, aucun accord ou échange de renseignements privilégiés, qui, d'une façon ou d'une autre, nuirait aux objectifs du processus d'appel d'offres entre lui, ses dirigeants, employés ou mandataires et toute autre personne, relativement à la proposition ici présentée ou à la préparation de cette dernière, ainsi qu'aux calculs et aux éléments à considérer à partir desquels sa proposition a été préparée et présentée; l'entrepreneur convient en outre par la présente, aux fins exclusives du présent article, d'avoir une relation de fiduciaire avec Sa Majesté.

APPENDICE « A »

**CONDITIONS GÉNÉRALES
SERVICES PROFESSIONNELS**

1. LES DÉFINITIONS QUI SUIVENT S'APPLIQUENT AU PRÉSENT CONTRAT.

- 1.1 « Date d'attribution » - Date à laquelle le contrat a été attribué par le Ministère à l'entrepreneur.
- 1.2 « Contrat » - Entente écrite entre les parties, qui intègre les présentes conditions générales et tous les documents mentionnés dans le contrat et qui peut être modifiée de temps à autre par les parties.
- 1.3 « Entrepreneur » - Fournisseur et toute autre partie au contrat que la Couronne.
- 1.4 « Conditions générales » - Le présent document, modifié de temps à autre.
- 1.5 « Propriété intellectuelle » - Tout droit de propriété intellectuelle reconnu en droit, notamment la propriété intellectuelle protégée par les lois (qui régissent les brevets, le droit d'auteur, le dessin industriel, la topographie des circuits intégrés ou les droits des phytogénéticiens) ou découlant de la protection de l'information à titre de secret industriel ou de renseignements confidentiels.
- 1.6 « Invention » - Toute réalisation, tout procédé, toute machine, toute fabrication ou toute composition de matières qui est à la fois nouveau et utile et toutes les améliorations nouvelles et utiles apportées à ces derniers.
- 1.7 « Ministre » - Le ministre des Pêches et des Océans et toute autre personne habilitée à le représenter.
- 1.8 « Tarif quotidien » - Renvoie à une journée de 7,5 heures de travail effectif. Si le nombre d'heures de travail est inférieur à ce chiffre, les honoraires seront calculés au prorata du nombre d'heures réel.
- 1.9 « Personne » - Notamment, mais sans limiter le caractère général de ce qui précède : particulier, partenariat, entreprise, société, entreprise commune, consortium, organisation ou toute entité, quelle qu'elle soit, conçue ou constituée ou tout groupe, association ou agrégation de ceux ci.
- 1.10 « Prototypes » - Modèles, maquettes et échantillons.
- 1.11 « Documentation technique » - Plans, rapports, photographies, dessins, devis, spécifications, logiciels, levés, calculs et autres données, renseignements et documents recueillis, rassemblés, dessinés ou produits, y compris les imprimés d'ordinateur.
- 1.12 « Travaux » - À moins de stipulation contraire dans le contrat, tout ce qui doit être fait, fourni ou livré par l'entrepreneur pour s'acquitter de ses obligations aux termes du contrat.

- 1.13 Les rubriques qui introduisent les articles ne sont insérées que pour en faciliter la lecture et pour référence seulement. Elles ne visent pas à définir, limiter, interpréter ou décrire la portée ou l'intention de ces dispositions.
- 1.14 Tout renvoi à un numéro d'article vaut pour tous ses paragraphes.
- 1.15 Le singulier vaut pour le pluriel et vice versa.
- 1.16 Le masculin vaut pour le féminin et vice versa.

2. PRIORITÉ DES DOCUMENTS

- 2.1 En cas de contradictions ou de divergences entre les présentes conditions générales et le contenu de tout autre document faisant partie du contrat, les présentes prévalent, sauf s'il y a conflit entre ces conditions et les articles de convention, l'offre de services ou tout autre document analogue, auquel cas ce sont les articles de convention, l'offre de services ou tout autre document analogue qui prévalent.

3. SUCESSEURS ET AYANTS DROIT

- 3.1 Le contrat est au bénéfice des parties et de leurs héritiers légitimes, exécuteurs testamentaires, administrateurs, successeurs et ayants droit autorisés et les lie.

4. CESSION, NOVATION ET SOUS TRAITANCE

- 4.1 Le contrat ne peut être cédé sans l'autorisation écrite préalable du Ministre. Toute cession faite sans cette autorisation est nulle et non avenue.
- 4.2 La cession du contrat ne libère pas l'entrepreneur de ses obligations aux termes de celui-ci et n'en impose pas à la Couronne ou au Ministre.
- 4.3 Tout cession des droits de la Couronne effectuée par le Ministre doit inclure la novation du cessionnaire du Ministre à titre de partie au contrat. L'entrepreneur est contraint d'accepter la novation. Les parties signeront et remettront rapidement tous les documents raisonnablement exigibles pour exécuter la novation.
- 4.4 L'entrepreneur ne peut sous-traiter une partie ou la totalité des travaux sans l'autorisation écrite préalable du Ministre. Tous les sous-contrats doivent intégrer les conditions et modalités du contrat raisonnablement applicables.

5. DÉLAIS DE RIGUEUR

- 5.1 Dans le présent contrat, tous les délais sont de rigueur, à moins de stipulation contraire.

6. FORCE MAJEURE

- 6.1 Tout retard d'exécution de ses obligations par l'entrepreneur en raison uniquement d'un événement :
- 6.1.1 indépendant de sa volonté dans une mesure raisonnable,
 - 6.1.2 impossible à prévoir dans une mesure raisonnable,
 - 6.1.3 impossible à prévenir par des moyens raisonnablement accessibles,
 - 6.1.4 survenu sans qu'une faute ou une négligence lui soit imputable,
- peut, sous réserve des paragraphes 6.2, 6.3 et 6.4, constituer un « retard justifiable », pourvu que l'entrepreneur invoque cette disposition en donnant un avis en vertu du paragraphe 6.4.
- 6.2 Tout retard d'exécution de ses obligations par l'entrepreneur en raison du retard d'un sous traitant, peut être considéré comme un « retard justifiable » de l'entrepreneur pourvu que le retard du sous traitant satisfasse aux critères du « retard justifiable » de l'entrepreneur énoncés dans le présent article et seulement dans la mesure où l'entrepreneur n'a pas contribué au retard.
- 6.3 Nonobstant le paragraphe 6.1, tout retard causé par le manque de ressources financières de l'entrepreneur ou attribuable à un événement susceptible de donner lieu à la résiliation du contrat en vertu de l'article 9 ou tout retard de l'entrepreneur à remplir l'obligation de remettre un cautionnement, une garantie, une lettre de crédit ou toute autre sûreté concernant l'exécution des travaux ou le versement d'argent ne sera pas considéré comme un « retard justifiable ».
- 6.4 L'entrepreneur ne peut profiter d'un « retard justifiable » à moins :
- 6.4.1 qu'il ait fait de son mieux pour réduire le retard et pour rattraper le temps perdu;
 - 6.4.2 qu'il ait informé le Ministre du retard ou de la probabilité du retard dès qu'il en a eu connaissance,
 - 6.4.3 qu'il ait, dans les quinze (15) jours ouvrables suivant le moment où il a eu connaissance du retard ou de la probabilité de retard, informé entièrement le Ministre des faits ou des circonstances donnant lieu au retard et qu'il ait soumis à son approbation, laquelle ne doit pas être suspendue indûment, un plan de redressement clair indiquant toutes les mesures qu'il a l'intention de prendre pour atténuer les répercussions de l'événement causant le retard ou la probabilité de retard. Le plan de redressement doit comporter des sources d'approvisionnement et de main d'œuvre de rechange si le retard ou la probabilité de retard concerne ce type de ressources, et
 - 6.4.4 qu'il ait mis en œuvre le plan de redressement approuvé par le Ministre.
- 6.5 En cas de « retard justifiable », les dates de livraison et autres échéances directement compromises seront reportées d'une durée raisonnable ne pouvant dépassant la durée du « retard justifiable ». Les parties modifieront le contrat le cas échéant, compte tenu du nouvel échéancier.
- 6.6 Nonobstant le paragraphe 6.7, si un « retard justifiable » se prolonge durant quinze (15) jours ouvrables ou plus, le Ministre peut, à sa seule discrétion, résilier le contrat. Dans ce cas, les parties conviennent qu'aucune d'elles ne réclamera à l'autre une indemnisation au titre des dommages-intérêts, pertes, coûts, pertes de profits et autres pertes découlant de la résiliation du contrat ou de l'événement ayant donné lieu au « retard justifiable ». L'entrepreneur convient de rembourser immédiatement à la Couronne de la partie de toute avance qui n'aurait pas été déboursée avant la résiliation. Les paragraphes 9.4, 9.5 et 9.6 sont applicables à la résiliation du contrat en vertu de la présente disposition.

6.7 Sauf si c'est elle qui est responsable du retard parce qu'elle n'aurait pas rempli l'une de ses obligations en vertu du contrat, la Couronne ne sera tenue responsable des coûts ou frais de quelque nature que ce soit que l'entrepreneur ou l'un ou l'autre de ses sous traitants ou mandataires auraient assumés en raison d'un « retard justifiable ».

7. INDEMNISATION

7.1 L'entrepreneur garantira et protégera la Couronne et le Ministre contre toute demande d'indemnisation à l'égard de dommages, réclamations, pertes, coûts ou dépenses et contre toute action ou autre poursuite engagées ou dont ils seraient menacés, quel qu'en soit l'auteur et de quelque manière fondées sur, occasionnées par ou attribuables à :

7.1.1 tout accident ou décès d'une personne ou toute détérioration ou perte d'un bien attribuables à un acte volontaire ou une négligence, à une omission ou à un retard de la part de l'entrepreneur, de ses employés ou de ses mandataires dans le cadre de l'exécution des travaux ou par suite de leur exécution;

7.1.2 tout privilège, réclamation, charge ou servitude visant des biens dévolus à la Couronne en vertu du présent contrat; et

7.1.3 l'utilisation de l'invention revendiquée dans un brevet ou la contrefaçon ou présumée contrefaçon d'un brevet ou d'un dessin industriel enregistré ou d'un droit d'auteur résultant de l'exécution des obligations de l'entrepreneur en vertu du contrat et concernant l'utilisation ou de l'aliénation, par la Couronne, de toute chose fournie en vertu du contrat.

7.2 L'obligation de l'entrepreneur d'indemniser ou de rembourser la Couronne en vertu du contrat n'interdit pas à celle-ci d'exercer tout autre droit que lui confère la loi.

8. AVIS

- 8.1 Les avis, demandes, directives ou autres communications devant être donnés en vertu du contrat doivent être adressés par écrit et sont valables s'ils sont transmis par courrier recommandé, par télécopieur ou par tout autre moyen électronique fournissant une version sur papier du texte et permettant d'obtenir une confirmation de sa réception par le destinataire, à l'adresse stipulée dans le contrat. Les avis, demandes, directives ou autres communications seront réputés avoir été adressés le jour où le récépissé postal a été signé par le destinataire (dans le cas de courrier recommandé), le jour où le document a été effectivement expédié (dans le cas de transmission par télécopieur ou par un autre moyen électronique) ou le jour de la livraison (dans le cas de remise en mains propres).

9. RÉSILIATION POUR RAISONS DE COMMODITÉ

- 9.1 Nonobstant les dispositions du contrat, le Ministre peut, en tout temps avant l'achèvement des travaux, en adressant un avis à l'entrepreneur (avis de résiliation), mettre fin à une partie ou à la totalité des travaux. Sur réception de cet avis, l'entrepreneur doit cesser les travaux dans la mesure exacte qui y est indiquée, mais il doit terminer la partie ou les parties des travaux qui ne sont pas visées par l'avis de résiliation. Le Ministre peut, en tout temps ou de temps à autre, adresser un ou plusieurs avis de résiliation supplémentaires visant une partie ou l'ensemble des travaux qui n'auront pas été interrompus par un avis de résiliation antérieur.
- 9.2 Si un avis de résiliation est signifié conformément au paragraphe 9.1, l'entrepreneur a droit, dans la mesure où les coûts auront été engagés à juste titre et en bonne et due forme pour permettre d'exécuter le contrat et dans la mesure où il n'a pas déjà été rémunéré ou remboursé par le Canada :
- 9.2.1 au paiement d'une somme établie d'après le prix du contrat pour l'ensemble des travaux achevés qui sont inspectés et acceptés conformément au contrat, qu'ils aient été terminés avant ou après l'avis de résiliation, conformément aux instructions qui y sont fournies;
- 9.2.2 à ses frais, majorés d'une marge bénéficiaire juste et raisonnable, pour l'ensemble des travaux interrompus par l'avis de résiliation avant l'achèvement des travaux, ces frais étant calculés conformément aux modalités du contrat; et
- 9.2.3 au paiement de l'ensemble des coûts et des frais accessoires relatifs à l'interruption de la totalité ou d'une partie des travaux, compte non tenu des indemnités de cessation d'emploi ou des dommages à verser aux employés dont les services ne seront plus nécessaires du fait de cette résiliation, sauf les salaires que l'entrepreneur doit leur verser en vertu d'une loi et sauf les indemnités de cessation d'emploi ou les dommages raisonnables à verser aux employés embauchés pour exécuter le contrat, si leur embauche était expressément prévue dans le contrat ou a été approuvée par écrit par le Ministre pour les besoins du contrat.
- 9.3 Le Ministre peut réduire les sommes à verser à l'égard de n'importe quelle partie des travaux, si, après inspection, on constate que les conditions du contrat ne sont pas remplies.
- 9.4 Nonobstant le paragraphe 9.2, tous les montants auxquels l'entrepreneur a droit aux termes des paragraphes 9.2.1 et 9.2.2, ainsi que les montants versés, dus ou à valoir à l'entrepreneur aux termes d'autres dispositions du contrat, ne doivent pas dépasser le prix du contrat ou la partie de ce

prix qui s'applique à la partie des travaux qui est interrompue.

- 9.5 Dans l'achat des matériaux et des pièces nécessaires à l'exécution du contrat et dans la sous-traitance des travaux, l'entrepreneur doit, à moins d'autorisation contraire du Ministre, passer des commandes et attribuer des contrats de sous-traitance selon des modalités qui lui permettront de les résilier en application de conditions et modalités comparables à celles qui sont prévues dans la présente disposition; et, en règle générale, l'entrepreneur doit collaborer avec le Ministre et ne négliger aucun effort, en tout temps, pour réduire la somme des obligations du Canada dans l'éventualité où le contrat serait résilié en vertu de la présente disposition.
- 9.6 L'entrepreneur ne peut pas réclamer de dommages-intérêts, d'indemnisation, d'indemnités pour perte de bénéfices, ou autre en raison ou découlant directement ou indirectement de toute mesure prise ou de tout avis de résiliation donné par le Ministre en vertu de la présente disposition, sauf dans la mesure prévue dans la présente disposition.

10. RÉSILIATION EN RAISON D'UN MANQUEMENT DE L'ENTREPRENEUR

- 10.1 Le Ministre peut, par avis adressé à l'entrepreneur, interrompre une partie ou la totalité des travaux :

10.1.1 si l'entrepreneur fait faillite, devient insolvable ou fait l'objet d'une ordonnance de mise sous séquestre en faveur de ses créanciers, si une ordonnance est établie ou une résolution adoptée pour la liquidation de son entreprise ou s'il se prévaut d'une loi concernant les débiteurs en faillite ou insolvable, ou

10.1.2 si l'entrepreneur ne remplit pas l'une des obligations que lui impose le contrat ou si le Ministre estime que la lenteur des travaux compromet l'exécution du contrat dans les délais prévus.

- 10.2 Si le Ministre interrompt une partie ou la totalité des travaux en vertu de la présente disposition, il peut prendre les mesures qu'il juge utiles pour que les travaux interrompus soient achevés, et l'entrepreneur doit alors rembourser au Ministre tous les frais supplémentaires associés pour l'achèvement des travaux.
- 10.3 Si les travaux sont interrompus en vertu du paragraphe 10.1, le Ministre peut exiger, selon les modalités et dans la mesure qu'il jugera nécessaires, que l'entrepreneur remette et transfère à la Couronne le titre de propriété de tout travail exécuté qui n'a pas été remis et accepté avant la résiliation ainsi que les matériaux et les travaux en cours que l'entrepreneur a acquis ou produits expressément en vue d'exécuter le contrat. Le Ministre paiera à l'entrepreneur tout travail livré à la suite de cette directive et que le Ministre aura accepté, les frais que l'entrepreneur a engagé pour ce travail, plus une somme proportionnelle des honoraires fixés dans le contrat; elle paiera ou remboursera aussi les coûts justes et raisonnables qu'il a dû assumer au titre des matériaux ou des travaux en cours qui ont été remis à la suite de la directive en question. Le Ministre peut retenir, sur la somme due à l'entrepreneur, le montant que le Ministre estime nécessaire pour protéger le Ministre contre les frais supplémentaires que pourra nécessiter l'achèvement des travaux.
- 10.4 L'entrepreneur n'a droit à aucun remboursement qui, avec les sommes qui lui ont été versées ou qui lui sont dues, résulterait en un total supérieur au prix du contrat pour l'ensemble ou une partie des travaux.

10.5 Si, après avoir donné un avis d'interruption des travaux en vertu du paragraphe 10.1, le Ministre découvre que des causes indépendantes de la volonté de l'entrepreneur ont empêché celui-ci de s'acquitter de ses obligations, l'avis sera considéré comme ayant été adressé en vertu du paragraphe 9.1, et les droits et les obligations des contractants seront régis par l'article 9.

11. REGISTRES DE L'ENTREPRENEUR

- 11.1 L'entrepreneur doit tenir à jour des registres et conserver des factures, des reçus, des pièces justificatives et tous les documents utiles concernant le coût des travaux et toutes les dépenses ou engagements financiers dans la mesure et de la façon qui permettront de procéder à des vérifications à la satisfaction du Ministre. Ces comptes, factures, reçus, pièces justificatives et autres documents doivent être accessibles aux vérificateurs et aux inspecteurs du Ministre, qui peut en tirer des copies ou des extraits.
- 11.2 L'entrepreneur doit mettre des locaux à la disposition des vérificateurs et des inspecteurs et il doit fournir au Ministre les renseignements que celui-ci lui demande aux fins de la vérification et de l'inspection.
- 11.3 L'entrepreneur ne doit pas se défaire de ces comptes, factures, reçus, pièces justificatives et autres documents sans l'autorisation écrite préalable du Ministre et il doit les conserver et les mettre à la disposition des vérificateurs et des inspecteurs du Ministre pendant une période de six (6) ans, en plus de l'année en cours, après l'achèvement, l'interruption ou la suspension des travaux.
- 11.4 L'attribution du présent contrat ne confère pas à l'entrepreneur le pouvoir de conserver des renseignements confidentiels dans ses locaux. Ces renseignements doivent rester dans les locaux du Ministère, à moins d'avis contraire permettant de les y enlever.

12. CODE RÉGISSANT LES CONFLITS D'INTÉRÊTS ET L'APRÈS-MANDAT

- 12.1 Il est entendu que quiconque à qui s'applique les dispositions relatives à l'après-mandat du Code régissant la conduite des titulaires de charge publique en ce qui concerne les conflits d'intérêts et l'après-mandat (1994) ou du Code de valeurs et d'éthique de la fonction publique (2003) ne peut bénéficier directement du présent contrat, à moins qu'il se conforme aux dispositions applicables concernant l'après-mandat.
- 12.2 Il est entendu que quiconque, au cours de la durée du contrat, participe à l'exécution des travaux doit se conduire conformément aux principes énoncés dans le Code régissant la conduite des titulaires de charge publique en ce qui concerne les conflits d'intérêts et l'après-mandat (1994), qui sont identiques à ceux du Code régissant les conflits d'intérêts et l'après-mandat s'appliquant à la fonction publique (1985), outre le fait que les décisions seront prises dans l'intérêt public et en fonction de chaque situation. Tout avantage obtenu au cours de la durée du contrat qui entraînerait un conflit d'intérêts ou semblerait contredire ces principes doit être immédiatement signalé par l'entrepreneur au Ministre.
- 12.3 Il est entendu que quiconque, au cours de la durée du contrat ou par la suite, participe à l'exécution des travaux doit se conduire de telle sorte qu'il n'y ait pas conflit en raison d'intérêts contradictoires ou opposés avec d'autres clients de l'entrepreneur. Tout avantage obtenu au cours de la durée du contrat qui entraînerait un conflit d'intérêts doit être immédiatement signalé par

l'entrepreneur au Ministre.

13. STATUT DE L'ENTREPRENEUR

- 13.1 Le présent contrat est une entente de services, et l'entrepreneur est retenu à titre d'entrepreneur indépendant à la seule fin de fournir les services prévus au contrat. Ni l'entrepreneur ni son personnel, y compris, sans s'y limiter, ses fonctionnaires, mandataires, employés ou sous-traitants, ne sont des employés, des préposés ou des mandataires de la Couronne, et la conclusion du contrat n'a pas pour effet de nommer ou d'embaucher l'entrepreneur ou son personnel à titre de fonctionnaires, de mandataires ou d'employés de la Couronne.
- 13.2 L'entrepreneur n'aura droit qu'aux avantages et paiements précisés dans le contrat.
- 13.3 L'entrepreneur doit respecter toutes les lois fédérales et provinciales et tous les règlements municipaux applicables aux travaux.
- 13.4 C'est à l'entrepreneur qu'il incombe d'effectuer les paiements et/ou retenues nécessaires et de présenter les demandes, rapports, paiements ou cotisations exigés par la loi, notamment, mais non exclusivement, ceux qu'imposent le Régime de pensions du Canada ou le Régime des rentes du Québec, l'Assurance emploi, la Commission des accidents du travail, l'impôt sur le revenu, la taxe sur les produits et les services et la taxe de vente harmonisée. L'entrepreneur ne facturera pas au Ministre de frais qu'il doit assumer en s'acquittant de ses obligations en vertu de la présente disposition, ces frais ayant été pris en compte et ayant été inclus dans les paiements versés à l'entrepreneur précisés dans le contrat.
- 13.5 Les parties reconnaissent que l'ombudsman de l'approvisionnement nommé en vertu de paragraphe 22.1 (1) de la *Loi sur le ministère des Travaux publics et des Services gouvernementaux* examinera une plainte déposée par [insérer le fournisseur ou l'entrepreneur ou le nom de l'entité auquel le contrat sera attribué] concernant l'administration du contrat si les exigences du paragraphe 22.1 (1) de la *Loi sur le ministère des Travaux publics et des Services gouvernementaux* et les articles 15 et 16 du *Règlement concernant l'ombudsman de l'approvisionnement* ont été respectées, et si l'interprétation et l'application des modalités ainsi que de la portée du contrat ne sont pas contestées. Le Bureau de l'ombudsman de l'approvisionnement peut être joint par téléphone, au 1-866-734-5169 ou par courriel, à l'adresse suivante : boa.opo@boa.opo.gc.ca.

14. GARANTIE DONNÉE PAR L'ENTREPRENEUR

- 14.1 L'entrepreneur garantit qu'il a la compétence nécessaire pour exécuter les travaux et qu'il possède les qualifications, les connaissances et les aptitudes nécessaires à cet égard.
- 14.2 L'entrepreneur garantit qu'il fournira des services d'une qualité au moins égale aux normes industrielles généralement applicables à un entrepreneur compétent dans une situation semblable.

15. DÉPUTÉS

- 15.1 Aucun membre de la Chambre des Communes n'est autorisé à être partie à ce contrat ou à en tirer un bénéfice quelconque.

16. MODIFICATIONS ET DISPENSE

- 16.1 Aucune modification du contrat ou dispense de l'une de ses conditions ne sera valide à moins qu'elle fasse l'objet d'une entente écrite signée par toutes les parties.
- 16.2 Aucune augmentation de la responsabilité générale du Ministre ou du prix des travaux découlant d'un changement, d'une modification ou d'une interprétation quelconque du contrat ne sera autorisée ou accordée à l'entrepreneur, à moins que ce changement, cette modification ou cette interprétation n'ait préalablement été approuvé par écrit par le Ministre.

17. HARCÈLEMENT EN MILIEU DE TRAVAIL

- 17.1 L'entrepreneur reconnaît qu'il incombe au Ministre de garantir à ses employés un milieu de travail sain, exempt de harcèlement. Un exemplaire de la politique du Conseil du trésor intitulée « Politique sur la prévention et le règlement du harcèlement en milieu de travail » est disponible à l'adresse suivante: http://www.tbs-sct.gc.ca/pubs_pol/hrpubs/hw-hmt/hara_f.asp.
- 17.2 L'entrepreneur doit s'abstenir, personnellement ou en tant qu'entité avec ou sans personnalité morale, par l'entremise de ses employés ou de ses sous-traitants, de harceler, de maltraiter, de menacer ou d'intimider tout employé, entrepreneur ou autre préposé employé par le ministère des Pêches et des Océans ou nommé par le Ministre ou d'abuser de son autorité ou d'agir de façon discriminatoire envers ces personnes.
- 17.3 L'entrepreneur accepte, en signant le présent contrat, que chaque personne visée à l'article 17.2 a le droit d'être traitée avec respect et dignité et l'obligation de traiter autrui de la même manière.
- 17.4 L'entrepreneur doit accéder à toutes les demandes du ministère des Pêches et des Océans l'invitant à participer à une procédure interne d'examen des plaintes, y compris au règlement des conflits, s'il y a lieu de régler, de façon informelle ou formelle, des plaintes relatives aux dispositions du paragraphe 17.2.
- 17.5 L'entrepreneur sera informé par écrit de toute plainte en vertu du paragraphe 17.2 et pourra y répondre par écrit.
- 17.6 Si une plainte est déposée contre l'entrepreneur, le chargé de projet doit l'informer de la procédure suivie par le Ministère.
- 17.7 Si la plainte est jugée fondée selon le paragraphe 17.2, il y a manquement aux engagements justifiant la résiliation aux termes de l'article 9.
- 17.8 Si la procédure de règlement des conflits ou une enquête est engagée, le Ministère peut décider de suspendre l'application du contrat et de rembourser l'entrepreneur conformément à l'article 9.
- 17.9 L'obligation de l'entrepreneur en vertu du paragraphe 17.2 est censée faire partie de l'exécution des travaux décrits dans l'énoncé de travail du contrat.
- 17.10 L'entrepreneur doit se conformer à toutes les lois applicables à l'exécution des travaux ou à une partie de ceux-ci selon les dispositions du paragraphe 17.2.

18. PROPRIÉTÉ INTELLECTUELLE

Reportez-vous à l'annexe "F"

19. PAIEMENT PAR LE MINISTRE

19.1 Disposition applicable lorsque les conditions de paiement prévoient des paiements ÉCHELONNÉS.

19.1.1 Le Ministre paiera l'entrepreneur au titre des travaux effectués :

- i) dans le cas d'un versement autre que le paiement final, dans les trente (30) jours civils suivant la date de réception de la demande de paiement dûment remplie, ou
- ii) dans le cas d'un paiement final, dans les trente (30) jours civils suivant la date de réception de la demande de paiement final dûment remplie ou dans les trente (30) jours civils suivant la date d'achèvement des travaux,

La date la plus tardive étant celle retenue.

19.1.2 Le Ministre doit informer l'entrepreneur de toute objection au formulaire de demande de paiement dans les quinze (15) jours civils suivant sa réception. Le « formulaire de demande de paiement » s'entend d'une demande contenant la documentation d'appui ou accompagnée de la documentation d'appui exigée par le Ministre. Si le Ministre n'informe pas l'entrepreneur de son objection dans un délai de quinze (15) jours, cela aura pour seul effet que la date prévue au paragraphe 19.1.1 ne sera applicable qu'au calcul des intérêts courus sur les comptes en souffrance.

19.2 Disposition applicable lorsque les conditions de paiement prévoient un paiement À L'ACHÈVEMENT DES TRAVAUX.

19.2.1 Le Ministre paiera l'entrepreneur au titre des travaux effectués :

- i) dans les trente (30) jours civils suivant la date à laquelle les travaux ont été complétés et livrés conformément au contrat, ou
- ii) dans les trente (30) jours suivant la date à laquelle il aura reçu une facture et de la documentation d'appui conformément au contrat,

La date la plus tardive étant celle retenue.

19.2.2 Le Ministre doit informer l'entrepreneur de toute objection au formulaire de facture dans les quinze (15) jours civils suivant sa réception. « Formulaire de facture » s'entend d'une facture contenant la documentation d'appui exigée par le Ministre ou accompagnée par cette documentation. Si le Ministre n'informe pas l'entrepreneur de son objection dans un délai de quinze (15) jours, cela aura pour seul effet que la date prévue au paragraphe 19.2.1 ne sera applicable qu'au calcul des intérêts courus sur les comptes en souffrance.

20. PAIEMENT D'INTÉRÊTS SUR LES COMPTES EN SOUFFRANCE

20.1 Les définitions qui suivent s'appliquent au présent article.

« Taux moyen » - Moyenne arithmétique simple du taux d'intérêt bancaire en vigueur à 16 h (heure normale de l'Est) chaque journée du mois civil qui précède immédiatement le mois civil au cours duquel le paiement est effectué.

« Taux d'intérêt bancaire » - Taux d'intérêt établi de temps à autre par la Banque du Canada à titre de taux minimum des avances à court terme qu'elle consent aux membres de l'Association canadienne des paiements.

« Date de paiement » - Date du titre négociable tiré par le Receveur général du Canada en vue du paiement d'un montant dû et exigible.

« Dû et exigible » - Montant dû et exigible en vertu du contrat.

« Compte en souffrance » - Montant impayé le lendemain du jour où il devient dû et exigible.

20.2 Le Ministre est tenu de verser à l'entrepreneur des intérêts simples au taux moyen plus 3 pour cent par an sur tout compte en souffrance à partir de la date à laquelle le compte devient en souffrance et jusqu'à la veille du jour où le paiement est effectué, inclusivement. Les intérêts courus sur les comptes en souffrance ne seront pas exigibles ou payés si le paiement reste en souffrance moins de quinze (15) jours, à moins que l'entrepreneur ne les réclame.

20.3 Le Ministre ne sera pas tenu de verser des intérêts s'il n'est pas responsable du retard de paiement.

20.4 Le Ministre ne sera pas tenu de verser des intérêts sur les versements d'avance en souffrance.

21. HORAIRE ET LIEU DE TRAVAIL

21.1 Si les travaux sont exécutés dans les bureaux du ministère des Pêches et des Océans (MPO), l'entrepreneur doit, pour faciliter la coordination avec les activités opérationnelles du Ministère, respecter l'horaire de travail des employés du Ministère.

21.2 Si les travaux sont exécutés en dehors des bureaux du MPO, l'horaire et le lieu de travail seront tels que le prévoit le contrat.

22. RESPONSABILITÉS DU MINISTRE

22.1 Le Ministre doit fournir un soutien, des instructions, des directives, des approbations, des décisions et des renseignements selon les dispositions du contrat.

23. ATTESTATION – HONORAIRES CONDITIONNELS

23.1 L'entrepreneur atteste qu'il n'a pas, directement ou indirectement, versé et il convient qu'il ne

versera pas, directement ou indirectement, d'honoraires conditionnels pour la sollicitation, la négociation ou l'obtention du contrat à quiconque en dehors d'une personne qui, dans l'exercice normal de ses fonctions, est censée recevoir des honoraires conditionnels.

- 23.2 Tous les comptes et registres relatifs au paiement d'honoraires conditionnels sont assujettis aux dispositions de cet article.
- 23.3 Si l'entrepreneur fait une déclaration fautive ou trompeuse ou s'il ne tient pas l'engagement pris en vertu de cette disposition, le Ministre peut, à sa discrétion, résilier le contrat pour manquement aux engagements en vertu de l'article 9 ou récupérer le montant complet d'honoraires conditionnels en les soustrayant du prix du contrat ou en les déduisant d'autres montants que la Couronne doit à l'entrepreneur en vertu du contrat.
- 23.4 Les définitions qui suivent s'appliquent au présent article.
- 23.4.1 « Honoraires conditionnels » - Tout paiement ou autre rémunération calculé en fonction du degré de succès obtenu dans la sollicitation ou l'obtention d'un contrat du gouvernement fédéral ou dans la négociation de la totalité ou d'une partie de ses modalités.
- 23.4.2 « Personne » - Inclut, sans s'y limiter, un employé, un mandataire ou un cessionnaire de l'entrepreneur, un particulier ou un groupe, une entreprise, un partenariat, une organisation ou une association et, sans limiter le caractère général de ce qui précède, toute personne qui est tenue de s'inscrire auprès du registraire en vertu de l'article 5 de la Loi sur le lobbying, L.C. (1985), ch. 44 (4e supplément) (modifiée).

24. ATTESTATION DU PRIX

- 24.1 L'entrepreneur certifie que le prix/tarif indiqué dans le contrat a été établi conformément aux principes comptables généralement reconnus applicables à des produits/services semblables vendus par l'entrepreneur, que ce prix/tarif n'est pas supérieur au prix/tarif le plus bas demandé à tout autre client, y compris le meilleur client de l'entrepreneur, pour une qualité et une quantité semblables de produits/services et qu'il ne comprend pas un rabais ou des commissions à des agents de vente.

La section 24 est applicable seulement dans des situations contractuelles de source unique.

25. PAIEMENT FORFAITAIRE – PROGRAMMES DE RÉDUCTION DES EFFECTIFS

- 25.1 Il est entendu :
- 25.1.1 que l'entrepreneur a déclaré au ministre tout paiement forfaitaire qu'il a reçu au titre d'un programme de réduction des effectifs, notamment, mais non exclusivement, de la Politique de transition dans la carrière pour les cadres de direction, qui a pour objet de réduire la fonction publique;
- 25.1.2 que l'entrepreneur a informé le Ministre des conditions et modalités du programme de réduction des effectifs aux termes duquel il a reçu un paiement forfaitaire et du taux en fonction duquel le paiement a été calculé.

26. SANCTIONS INTERNATIONALES

- 26.1 Les particuliers et les entreprises du Canada sont liées par les sanctions économiques que le Canada impose aux termes de règlements adoptés en vertu de la Loi sur les Nations Unies, L.R.C. (1985), ch. U-2, de la Loi sur les mesures économiques spéciales, L.C. 1992, ch. 17 ou de la Loi sur les licences d'exportation et d'importation, L.R.C. (1985), ch. E-19. Il s'ensuit que le Canada ne peut accepter de biens et services en provenance, directement ou indirectement, de pays assujettis à des sanctions économiques. À la signature du contrat, les sanctions économiques applicables sont celles qui sont décrites à l'adresse suivante : <http://www.dfait-maeci.gc.ca/trade/sanctions-fr.asp>.
- 26.2 Il est entendu que l'entrepreneur ne doit pas fournir au Canada de biens et de services assujettis à des sanctions économiques telles que le décrit le paragraphe 26.1.
- 26.3 Si, au cours de l'exécution des travaux, un pays ou des biens et services sont ajoutés à la liste des pays et biens et services sanctionnés et que cela empêche l'entrepreneur de remplir son contrat, la situation sera considérée par les parties comme un retard justifiable. L'entrepreneur informera aussitôt le Ministre de la situation, sur quoi les procédures prévues à l'article 6 deviendront applicables.

27. LANGUES OFFICIELLES

- 27.1 Les services fournis et communications adressées par l'entrepreneur dans le cadre de l'exécution des travaux doivent l'être dans les deux langues officielles, comme le prévoit la Partie IV de la Loi sur les langues officielles (modifiée de temps à autre).

28. INTÉGRALITÉ DE L'ENTENTE

- 28.1 Le présent contrat constitue l'intégralité de l'entente conclue entre les parties concernant l'objet du contrat et il a préséance sur toutes les négociations, communications et autres ententes antérieures s'y rattachant, à moins qu'elles soient expressément signalées par renvoi dans le contrat.

29. CONSIDÉRATIONS ENVIRONNEMENTALES

- 29.1 Dans la mesure où cela est possible et économique, les soumissions, les rapports prévus au contrat et les autres communications écrites seront présentés recto-verso sur du papier recyclé ou sur disquette.
- 29.2 La préférence sera accordée aux biens et services considérés comme étant écologiquement supérieurs dans le cadre des capacités techniques et économiques existantes. Le choix des biens et des services sera fonction de leur utilisation efficace de l'énergie et des ressources naturelles, de leur capacité d'être réutilisés ou recyclés et des moyens de s'en défaire sans danger.
- 29.3 Il convient de tout mettre en œuvre pour acheter des produits qui portent une certification environnementale ou faire preuve de discernement pour obtenir des produits qui nuisent le moins possible à l'environnement.

- 29.4 L'entrepreneur qui exécute les travaux en vertu du présent contrat doit se conformer intégralement aux dispositions de la Loi canadienne sur la protection de l'environnement (1999), la Loi canadienne sur l'évaluation environnementale, la Loi sur les pêches et de règlements comme le Règlement sur la prévention de la pollution des eaux arctiques, ainsi qu'aux ordres permanents, politiques et procédures du ministère des Pêches et des Océans concernant la protection environnementale.
- 29.5 L'entrepreneur doit être conscient de ses obligations découlant de la Loi canadienne sur la protection de l'environnement (1999), qui prévoit que toute personne doit prendre les mesures concrètes et raisonnables qui conviennent pour prévenir ou réduire au minimum les dommages à l'environnement ou les nuisances que ses activités causent ou sont susceptibles de causer.
- 29.6 Tout ce qui est fait ou omis d'être fait par l'entrepreneur ou ses employés et qui compromet le ministère des Pêches et des Océans dans ses obligations en vertu des lois environnementales peut donner lieu à la résiliation immédiate du contrat. Les amendes, frais ou dépenses imposés au Ministre en raison d'infractions à la Loi canadienne sur la protection de l'environnement commises par l'entrepreneur seront intégralement déduits des paiements à verser à l'entrepreneur.

30. SANTÉ ET SÉCURITÉ

- 30.1 L'entrepreneur est responsable de la santé et de la sécurité de toutes les personnes qui participent à l'exécution des travaux et il doit se conformer aux exigences les plus strictes en matière de santé et de sécurité parmi celles que prévoient les lois, politiques et procédures fédérales ou provinciales ou les règlements municipaux, qui s'appliquent à l'exécution des travaux.

31. CONFIDENTIALITÉ – SÉCURITÉ ET PROTECTION DES TRAVAUX

- 31.1 L'entrepreneur doit garantir la confidentialité de tous les renseignements qui lui sont fournis par le Canada ou en son nom dans le cadre de l'exécution des travaux, notamment les renseignements qui appartiennent à des tiers et toutes les données élaborées ou produites par lui dans le cadre de l'exécution des travaux si la propriété intellectuelle de ces données (sauf licence) appartient au Canada aux termes du contrat. L'entrepreneur ne doit pas communiquer ces renseignements à qui que ce soit sans l'autorisation écrite du Ministre, excepté qu'il peut communiquer à un sous-traitant autorisé en vertu de l'article 4 les renseignements dont celui-ci a besoin pour exécuter sa partie des travaux, à la condition que le sous-traitant s'engage à ne les utiliser que pour les fins du sous-contrat. Les renseignements fournis à l'entrepreneur par le Canada ou en son nom ne doivent servir qu'aux fins du contrat et restent la propriété du Canada ou de la tierce partie intéressée, selon le cas. À moins d'avis contraire dans le contrat, l'entrepreneur doit communiquer tous ces renseignements au Canada ainsi que toutes les copies, versions provisoires, documents de travail et notes s'y rattachant à l'achèvement ou à la résiliation du contrat ou lorsque le Ministre les demandera.
- 31.2 Sous réserve des dispositions de la Loi sur l'accès à l'information et de tout droit qu'il aurait à cet égard aux termes du présent contrat, le Canada ne divulguera pas à l'extérieur du gouvernement les renseignements qui lui sont fournis dans le cadre de l'exécution du contrat et qui appartiennent à l'entrepreneur ou à l'un de ses sous-traitants.
- 31.3 Les obligations des parties énoncées ici ne s'appliquent pas aux renseignements a) qui sont

accessibles au public par d'autres sources que l'autre partie, ou b) qui deviennent connus de l'une des parties par une autre source que l'autre partie, sauf si les sources en question sont censées s'être engagées auprès de l'autre partie à ne pas divulguer ces renseignements, ou c) qui sont créés par l'une des parties sans utiliser les renseignements de l'autre partie.

- 31.4 Autant que possible, l'entrepreneur doit marquer ou identifier tout renseignement exclusif communiqué au Canada aux termes du contrat en indiquant « Propriété de (nom de l'entrepreneur) dont l'usage par le gouvernement est autorisé et défini en vertu des dispositions du contrat no (indiquer le numéro de contrat) conclu avec le ministère des Pêches et des Océans », et le Canada ne sera pas tenu responsable des usages ou communications non autorisés de renseignements qui auraient pu être identifiés comme tels, mais ne l'étaient pas.
- 31.5 Lorsque le contrat, les travaux ou des renseignements du Canada relevant du paragraphe 31.1 portent la mention TRÈS SECRET, SECRET, CONFIDENTIEL ou PROTÉGÉ, l'entrepreneur doit en tout temps prendre toutes les mesures qui s'imposent pour protéger la documentation ainsi marquée, dont les renseignements énoncés dans des politiques de TPSGC concernant la sécurité et les autres instructions publiées par le Ministre.
- 31.6 Sans limiter le caractère général des paragraphes 31.1 et 31.2, il est entendu que, si le contrat, les travaux ou des renseignements du Canada relevant du paragraphe 1 portent la mention TRÈS SECRET, SECRET, CONFIDENTIEL ou PROTÉGÉ, le Ministre a le droit, en tout temps pendant la durée du contrat, d'inspecter les locaux de l'entrepreneur et ceux des sous-traitants, à n'importe quel niveau, pour en vérifier le degré de sécurité, et l'entrepreneur doit se conformer, et veiller à ce que les sous-traitants se conforment, à toutes les instructions écrites publiées par le Ministre concernant les documents ainsi identifiés, notamment à la condition que les employés de l'entrepreneur et de ses sous-traitants doivent signer et remettre des déclarations concernant la vérification de la fiabilité, les cotes de sécurité et d'autres procédures.
- 31.7 Tout changement proposé aux conditions de sécurité après la date d'entrée en vigueur du contrat qui supposerait une augmentation importante des coûts pour l'entrepreneur devra passer par une modification du contrat aux termes de l'article 16.

32. LE CODE DE CONDUITE POUR L'APPROVISIONNEMENT

32.1 L'entrepreneur atteste qu'il a lu le Code de conduite pour l'approvisionnement et qu'il accepte de s'y conformer.

32.2 Les parties reconnaissent que l'ombudsman de l'approvisionnement nommé en vertu du paragraphe 22.1(1) de la *Loi sur le ministère des Travaux publics et des Services gouvernementaux* veillera à proposer aux parties concernées un processus de règlement de leurs différences, sur demande et consentement des parties à participer à un tel processus de règlement extrajudiciaire en vue de résoudre une différence entre elles au sujet de l'interprétation ou de l'application d'une modalité du présent contrat, et obtiendra leur consentement à en assumer les coûts. Le Bureau de l'ombudsman de l'approvisionnement peut être joint par téléphone, au 1-866-734-5169 ou par courriel, à l'adresse boa.opo@boa.opo.gc.ca.

32.2 Pour plus d'informations, l'entrepreneur peut se référer au site de TPSGC suivant :

<http://www.tpsgc-pwgsc.gc.ca/app-acq/cndt-cndct/contexte-context-eng.html>

APPENDICE « B »
MODALITÉS DE PAIEMENT

1. SERVICES PROFESSIONNELS

L'entrepreneur sera payé selon les modalités de paiement énoncées à la présente annexe « B » pour les travaux effectués en vertu du contrat.

2. OFFRE IRRÉVOCABLE

L'entrepreneur soumissionne le prix estimatif total indiqué et comprend absolument qu'il s'agit d'une offre irrévocable. De plus, l'entrepreneur atteste par les présentes que les prix soumissionnés sont fondés sur ses taux les plus préférentiels.

3. DÉFINITION DE JOURNÉE DE TRAVAIL / PRORATA

Une journée de travail correspond à 7,5 heures, excluant les pauses repas. Les paiements sont effectués pour les journées travaillées; il n'y a pas de dispositions concernant les congés annuels, les congés fériés et les congés de maladie. Les heures travaillées qui représentent plus ou moins une journée seront calculées au prorata, pour indiquer les heures réellement travaillées, conformément à la formule suivante :

$$\frac{\text{Heures travaillées} \times \text{Tarif quotidien ferme applicable}}{7,5 \text{ heures}}$$

4. TPS/TVH

- i.** Sauf indication contraire, tous les prix et toutes les sommes stipulés dans le présent contrat excluent la taxe sur les produits et services (TPS) ou la taxe de vente harmonisée (TVH), selon le cas. La TPS et la TVH, dans la mesure où elles s'appliquent, s'ajoutent au prix stipulé dans les présentes et doivent être payés au Canada.
- ii.** Dans la mesure du possible, la TPS et la TVH estimées seront intégrées à toutes les factures et demandes de paiement partiel et elles y seront indiquées dans une rubrique distincte. Tous les articles détaxés, exonérés de la TPS ou de la TVH ou auxquels ces taxes ne s'appliquent pas, doivent être mentionnés comme tels dans toutes les factures. L'entrepreneur convient de remettre à l'Agence du revenu du Canada (ARC) tous les montants de TPS ou de TVH payés ou dus.

5. L'État ne pourra pas accepter les frais de déplacement et de subsistance engagés par l'entrepreneur comme la conséquence d'un déplacement requis pour satisfaire aux termes du contrat.

6. PRIX DE SOUMISSION

Élaboration d'un guide d'information destiné à expliquer le régime canadien de préparation et d'intervention en cas de déversement d'hydrocarbures en milieu marin au sud du 60° parallèle.

Pour la fourniture de tous les services professionnels, le prix cité comprend toutes les dépenses pouvant être engagées dans la prestation des services, telles que les bénéfices, les frais généraux, les frais d'administration, de l'équipement et du matériel. Le prix ne comprend pas autorisé leurs frais de voyage et d'hébergement.

6.1 Services professionnels et les coûts associés à

l'entrepreneur une adjudication ouverte à tous prix fixe pour la conduite de tous les travaux décrits dans l'énoncé des travaux. En outre, l'entrepreneur doit fournir une ventilation des offres tout compris prix fixe, conformément aux exigences définies dans l'annexe ci-jointe "B2".

6.2 Un all-inclusive prix fixe de : _____ \$ (TVH en sus)

6.3 Frais de déplacement

sous réserve de l'autorisation préalable du représentant du Ministère, les frais de déplacement et de séjour engagés dans l'exécution des travaux sera remboursé, sans aucune indemnité supplémentaire pour les frais généraux et/ou de profit et dans les limites permises par l'actuelle directive sur les voyages du Conseil du Trésor en vigueur au moment du voyage. Indemnités actuellement en vigueur sont fournies dans l'annexe ci-jointe "B1".

6.3 Frais de déplacement

Sous réserve de l'autorisation préalable du représentant du Ministère, les frais de déplacement et de séjour encourus dans l'exécution des travaux sera remboursé, sans aucune indemnité supplémentaire pour les frais généraux et/ou de profit et dans les limites permises par l'actuelle directive sur les voyages du Conseil du Trésor en vigueur au moment du voyage. Indemnités actuellement en vigueur sont fournies dans l'annexe ci-jointe "B1".

Le contrat adjugé à la suite de cette demande de propositions comprendront un coût provisoire Indemnité pour couvrir les voyages autorisés et les frais de subsistance, si nécessaire.

7. CALENDRIER DES PAIEMENTS

7.1 L'entrepreneur doit proposer un calendrier de paiement basé sur l'atteinte des jalons et réalisations identifiées dans la déclaration de travaux L'Article A. 2.1. Le calendrier de paiement du contrat doit être fournie dans le cadre de la proposition du soumissionnaire conformément l'appendice "B3" joint en annexe.

Demandes de Remboursement de frais de déplacement, d'hébergement et autres dépenses peuvent être présentées comme les coûts sont encourus. En cas de besoin, ces derniers doivent être étayées par des reçus. Les frais seront remboursés au coût réel, sans aucune indemnité supplémentaire pour les frais généraux et/ou à but lucratif, dans la mesure permise

par l'actuelle du Secrétariat du Conseil du Trésor Directive sur les voyages.

- 7.2 Le paiement des services rendus sera fait par Sa Majesté à l'entrepreneur, conformément à l'échéancier de paiement à l'appendice "B3" et à la réception d'une facture détaillée exposant dans le détail les travaux réalisés, les progrès accomplis dans la réalisation des tâches/livrables identifiés dans le contrat et le nombre de jours-personne dépensés, et le certificat du représentant du ministère, le paiement de la facture est vraie et exacte et que l'entrepreneur a, au cours de la période couverte par la facture procède à l'exécution des travaux.
- 7.3 Les paiements de Sa Majesté à l'intention de l'entrepreneur seront versés dans un délai de trente (30) jours suivant la date de réception d'une facture finale dûment remplie, ou dans un délai de trente (30) jours suivant la date à laquelle tous les travaux sont acceptés, selon la date la plus éloignée.

8. MODE DE PRÉSENTATION DE LA FACTURE

L'expression « mode de présentation de la facture » s'entend d'une facture qui renferme les informations ou pièces justificatives exigées par Sa Majesté ou qui est accompagnée de celles-ci.

8.1 Les paiements seront effectués à la condition que :

8.1.1 l'entrepreneur remette au représentant ministériel l'original et une (1) copie de la facture;

8.1.2 chaque facture porte :

- a) le numéro de référence du contrat et le code financier figurant à la première page du contrat;
- b) le montant de la TPS ou de la TVH payable comme poste distinct;
- c) le numéro d'inscription de l'entrepreneur aux fins de la TPS/TVH ou, s'il n'est pas inscrit, une attestation en ce sens;
- d) tous les renseignements énumérés au paragraphe D4.2;
- e) une retenue de 10 %, le cas échéant;

8.1.3 chaque facture soit accompagnée des pièces justificatives (factures originales, comptes payés à l'avance, feuilles de temps, etc., selon le cas);

8.1.4 la facture et les pièces justificatives, s'il y a lieu, soient remplies avec exactitude.

8.2 Conformément à l'alinéa 221 (1) d) de la *Loi de l'impôt sur le revenu*, les ministères et organismes sont tenus de déclarer, à l'aide de feuillets T4A supplémentaires, les paiements contractuels versés en vertu de marchés de services (y compris les marchés composés de biens et de services). Afin de se conformer à cette exigence, les entrepreneurs sont tenus de fournir les renseignements suivants sur chacune de leurs factures :

- a) l'appellation légale de l'entité ou du particulier, c'est-à-dire le nom associé au numéro d'assurance sociale (NAS) ou au numéro d'entreprise, ainsi que l'adresse et le code postal;

- b) le statut juridique de l'entrepreneur, c'est-à-dire particulier, entreprise non constituée en société, ou société;
- c) dans le cas d'un particulier ou d'une entreprise non constituée, le NAS de l'entrepreneur, et le cas échéant, le numéro de l'entreprise;
- d) dans le cas d'une société, le numéro de l'entreprise. À défaut des numéros d'entreprise ou de TPS/TVH, comme à l'alinéa D4.1.2c), le numéro d'impôt de la société du feuillet T2 doit apparaître;
- e) l'attestation suivante, signée par l'entrepreneur ou son représentant autorisé :

« Nous certifions par la présente que nous avons examiné tous les renseignements fournis dans la présente facture, y compris l'appellation légale, l'adresse, et le numéro identificateur de l'Agence du revenu du Canada, qu'ils sont corrects et complets et qu'ils divulguent clairement l'identité du présent entrepreneur. »

8.3 Si l'entrepreneur soumet des factures qui ne satisfont pas aux modalités des paragraphes D4.1 et D4.2, celles-ci lui seront retournées pour qu'il les corrige et les soumette de nouveau.

8.4 Dans les quinze (15) jours qui suivent la réception d'une facture, le représentant ministériel doit aviser l'entrepreneur de toute opposition au mode de présentation de la facture en lui exposant les motifs. Si Sa Majesté n'intervient pas dans ce délai de quinze (15) jours, les dates précisées au paragraphe D3.2 s'appliqueront aux seules fins du calcul des intérêts sur les comptes en souffrance.

9. INTÉRÊT SUR LES COMPTES EN SOUFFRANCE

9.1 Les définitions suivantes s'appliquent au présent article:

- a) « **taux moyen** » La moyenne arithmétique simple du taux d'escompte en vigueur chaque mardi, à 16 h, heure normale de l'est, pour le mois civil précédant la date de paiement, le « **taux d'escompte** » s'entendant du taux d'intérêt fixé de temps en temps par la Banque du Canada qui représente le taux minimum auquel elle consent des avances à court terme aux membres de l'Association canadienne des paiements.
- b) « **date de paiement** » La date que porte le titre négociable tiré par le Receveur général du Canada et remis à titre de paiement d'une somme exigible.
- c) « **exigible** » S'entend de la somme due à l'entrepreneur par Sa Majesté aux termes du contrat.
- d) « **en souffrance** » S'entend de la somme qui demeure impayée le lendemain du jour où elle est devenue exigible.

9.2 Sa Majesté verse à l'entrepreneur des intérêts simples, au taux moyen majoré de 3 p 100 par année, sur toute somme en souffrance, à partir du premier jour où la somme est en souffrance jusqu'au jour qui précède la date de paiement. L'intérêt est payable sans avis de l'entrepreneur

pour une somme en souffrance pour plus de quinze (15) jours. Un intérêt est payé pour une somme en souffrance pour moins de quinze (15) jours si l'entrepreneur en fait la demande.

9.3 Sa Majesté ne verse pas d'intérêts en application du présent article lorsqu'elle n'est pas responsable du retard à payer l'entrepreneur.

9.4 Sa Majesté ne verse pas d'intérêts sur les paiements anticipés qui sont en souffrance.

10. RENSEIGNEMENTS SUPPLÉMENTAIRES SUR L'ENTREPRENEUR

Suivant l'alinéa 221(1)d) de la Loi de l'impôt sur le revenu, les paiements effectués par les ministères et les organismes aux termes des marchés de services pertinents (y compris des contrats englobant une combinaison de produits et de services) doivent être déclarés sur un feuillet T4-A supplémentaire.

Pour permettre au ministère des Pêches et des Océans de se conformer à la présente exigence, l'entrepreneur convient ici de fournir les renseignements suivants qu'il atteste être exacts et complets et qui divulguent entièrement son identité :

10.1 le nom du particulier ou la raison sociale de l'entité, selon le cas (le nom associé au numéro d'assurance sociale (NAS) ou la raison sociale associée au numéro d'entreprise (NE)), de même que son adresse et son code postal :

10.2 le statut de l'entrepreneur (particulier, entreprise non constituée en corporation, corporation ou société en nom collectif) :

10.3 pour les particuliers et les entreprises non constituées en corporation, le NAS de l'entrepreneur et, s'il y a lieu, le NE ou, le cas échéant, le numéro d'inscription aux fins de la taxe sur les produits et services (TPS)/la taxe de vente harmonisée (TVH) :

10.4 pour les corporations, le NE ou, s'il n'est pas disponible, le numéro d'inscription aux fins de la TPS/TVH. S'il n'y a pas de NE ou de numéro d'inscription aux fins de la TPS/TVH, il faut fournir le numéro indiqué sur le formulaire de déclaration de revenus des sociétés T2 :

L'attestation suivante doit être signée par l'entrepreneur ou un dirigeant autorisé de l'entrepreneur :

« J'atteste que j'ai examiné les renseignements fournis ci-dessus et qu'ils sont exacts et complets. »

Signature

Nom du signataire en caractères d'imprimerie

APPENDICE «B-1 »
INDEMNITÉS MAXIMALES POUR LES VOYAGES, L'HÉBERGEMENT
LES REPAS ET LES FAUX FRAIS AU CANADA ET AUX ÉTATS-UNIS

En vigueur le 1^{er} octobre 2014

1. Les points suivants fixent le montant maximal payable pour les frais engagés au cours de voyages à l'égard des transports, de l'hébergement, des repas et des faux frais autorisés, au Canada et aux États-Unis.
2. Les montants indiqués aux sections 6 et 7 comprennent la TPS. Le Fournisseur doit demander le remboursement des frais de voyage DONT IL AURA DÉDUIT TOUT CRÉDIT DE TAXE SUR INTRANTS obtenu de Agence des douanes et du revenu du Canada (ADRC).
3. La TPS ne s'applique pas aux taux journaliers pour les voyages aux États-Unis.
4. Le Fournisseur verra ses coûts réels et raisonnables remboursés sur présentation de la preuve de paiement décrite ci-dessous.
5. Définitions
 - 5.1. Les coûts "raisonnables" pour les voyages et l'hébergement désignent:
 - 5.1.1. Voyages: les frais de transport commercial courant à un niveau de classe économique plein tarif. (Les coûts additionnels engagés pour voyage en classe "affaires" ou en première classe ne seront pas remboursés.)
 - 5.1.2. Hébergement: les frais d'hébergement commercial courant. (Les coûts additionnels engagés pour un hébergement de luxe ne seront pas remboursés.)
 - 5.1.3. Longues périodes en voyage: périodes dépassant deux mois soit à un endroit soit à plusieurs successivement.
6. Les taux payables en sous par kilomètre pour utilisation autorisée d'avance de véhicules privés:

| <u>Provinces</u> | <u>Cents/Km</u> |
|--------------------------|-----------------|
| Ontario | 57.5 |
| Manitoba | 48.5 |
| Colombie-Britannique | 49.5 |
| Saskatchewan | 47.5 |
| Territoire du Nord-Ouest | 63.0 |

| | |
|-------------------------|------|
| Québec | 52,0 |
| Nouveau-Brunswick | 51,0 |
| Nunavut | 61,0 |
| Nouvelle-Écosse | 51,5 |
| Terre-Neuve et Labrador | 53,5 |
| Ile-du-Prince-Édouard | 50,5 |
| Alberta | 45,5 |
| Yukon | 64,0 |

7. Repas et indemnités – CANADA

\$ Canadien (taxes incluses)

| | Canada & É.-U. | Yukon & Alaska | T.N.O. | Nunavut |
|---|-------------------|-------------------|--------|---------|
| 7.1 Indemnité pour logements particuliers non commerciaux | 50,00 | 50,00 | 50,00 | 50,00 |
| 7.2 Indemnités de repas | | | | |
| - petit déjeuner – 100% | 15,75 | 15,95 | 22,00 | 22,00 |
| petit déjeuner – 75% (à partir du 31 ^{ième} jour) | 11,80 | 11,95 | 16,50 | 16,50 |
| - déjeuner – 100% | 16,35 | 18,95 | 23,45 | 33,40 |
| Déjeuner – 75% (à partir du 31 ^{ième} jour) | 12,25 | 14,20 | 17,60 | 25,05 |
| - dîner – 100% | 42,20 | 52,20 | 56,65 | 74,05 |
| dîner – 75% (à partir du 31 ^{ième} jour) | 31,65 | 39,15 | 42,50 | 55,55 |
| 7.3 Indemnité de faux frais – 100% | 17,30 | 17,30 | 17,30 | 17,30 |
| Indemnité de faux frais – 75% (à partir du 31 ^{ième} jour) | 13,00 | 13,00 | 13,00 | 13,00 |
| 7.4 Indemnités de transport - voyages de fin de semaine au foyer | | | | |
| - fin de semaine de deux jours | 283,20 | 306,80 | 338,80 | 393,50 |
| - fin de semaine de trois jours | 424,80 | 463,20 | 508,20 | 590,25 |
| - fin de semaine de quatre jours | 566,40 | 617,60 | 677,60 | 787,00 |

8. Repas et indemnités – États-Unis

Les indemnités applicables aux É.-U. sont identiques à celles au Canada, mais elles sont versées en devises américaines.

9. Les dépenses suivantes doivent être appuyées de pièces de journal, de reçus ou d'autres documents appropriés et originaux:

- 9.1. frais de transport commercial;
- 9.2. frais d'hébergement commercial au-dessus de 50,00 \$ (par nuit);
- 9.3. frais de bagages excédentaires;
- 9.4. frais de taxis supérieurs à 10,00 \$;
- 9.5. frais de stationnement;
- 9.6. dépenses pour téléphone interurbain, télégraphe, télex, câblogramme et exprès qui sont reliées aux affaires;
- 9.7. frais de change de devises.

**L'appendice "B2"
BASE DE PAIEMENT**

VENTILATION DES PRIX POUR FP802-140238

Les soumissionnaires doivent fournir une ventilation du prix fixe citée dans l'Article 6.1 de l'appendice " B " conformément aux prescriptions suivantes.

1. Services professionnels (taux de frais généraux incluent, G&A, bénéfiques, etc.)

| <u>catégorie de personnel</u> | <u>tarifs journaliers</u> | <u>n° de joursaffectés</u> | <u>Montant Total</u> |
|-------------------------------|---------------------------|----------------------------|----------------------|
|-------------------------------|---------------------------|----------------------------|----------------------|

2. Coûts associés (téléphoniques à longue distance, les frais de reproduction, etc.)

REMARQUE : Le coût ci-dessus ventilation est requise afin de fournir une indication du niveau d'effort et d'autres activités proposées par le soumissionnaire, et peut être utilisé pour faciliter l'évaluation de la proposition. La ventilation est fournie uniquement à l'appui des offres tout compris prix fixe pour les Services professionnels et les coûts associés. Les offres tout compris prix fixe qui prévaudra dans le cas de toute divergence entre les deux.'

L'appendice "B3"
Base de paiement

proposées CALENDRIER DE PAIEMENT DU CONTRAT, L'entrepreneur

doit indiquer ci-dessous un progrès proposés calendrier de paiement basé sur la réalisation des étapes ou des produits livrables identifiés dans son plan de travail.

Le ministère se réserve le droit de négocier un calendrier de paiement avant l'attribution de tout contrat conclu à la suite de l'acceptation de cette offre.

**APPENDICE « C »
ÉNONCÉ DES TRAVAUX**

A.1.0 PORTÉE DU PROJET

A.1.1 Titre : Élaboration d'un guide d'information destiné à expliquer le régime canadien de préparation et d'intervention en cas de déversement d'hydrocarbures en milieu marin au sud du 60° parallèle.

A.1.2. Contexte et objectifs

À l'automne 2009, le Commissaire à l'environnement et au développement durable (CEDD) a mené une vérification des déversements d'hydrocarbures provenant de navires. L'objectif consistait à déterminer lors de l'octroi du contrat si la Garde côtière canadienne (GCC), Transports Canada (TC) et Environnement Canada (EC) étaient préparés à intervenir en cas de déversement d'hydrocarbures et de produits chimiques provenant de navires. La vérification, dont le rapport a été déposé devant le Parlement en décembre 2010, constituait le premier chapitre du rapport du CEDD établi en 2010.

D'après ce rapport, même si TC et la GCC ont réalisé des évaluations des risques causés par les déversements d'hydrocarbures provenant de navires, on n'avait pas appliqué, par le passé, une approche cohérente ou systématique, et on n'avait pas mis en place de processus officiels pour faire en sorte que les risques fassent l'objet de réévaluations continues. Le rapport énonce que, par conséquent, la connaissance des risques causés par les déversements provenant de navires au Canada, qui est importante si l'on veut planifier efficacement l'intervention environnementale, n'est pas exhaustive ou à jour.

Dans sa recommandation 1.32, le CEDD énonce que :

« En s'appuyant sur les évaluations des risques réalisées à ce jour, TC et la GCC devraient procéder à une évaluation des risques causés par les déversements d'hydrocarbures provenant de navires en bordure des trois côtes canadiennes. L'évaluation des risques devrait être réalisée de concert avec Environnement Canada et l'industrie du transport maritime. TC et la GCC devraient mettre en place des processus prévoyant l'examen continu des risques et la mise à jour des évaluations, tel que requis. » [traduction]

Le 18 mars 2013, le gouvernement du Canada a annoncé le lancement d'une stratégie pluriannuelle visant à instaurer un système de sécurité de classe mondiale pour les navires-citernes afin de préserver le milieu marin du Canada et de protéger les collectivités des effets dommageables de la pollution causée par les déversements d'hydrocarbures provenant de navires. Cette stratégie repose sur les trois piliers suivants : la prévention, la préparation et l'intervention et les responsabilités et les mesures compensatoires.

On a également annoncé au même moment la mise sur pied d'un Comité d'experts sur la sécurité des navires-citernes chargé d'examiner les systèmes de sécurité actuellement utilisés au Canada pour ces navires et de proposer d'autres mesures afin de renforcer le régime.

En réponse aux recommandations du CEDD et pour aider le Comité d'experts sur la sécurité des navires-citernes à réaliser ses examens, en mai 2013, TC a demandé que l'on effectue une évaluation pancanadienne des risques causés par les déversements provenant de navires dans les eaux canadiennes. La première phase du projet d'évaluation pancanadienne des risques a été achevée en novembre 2013, et un résumé des principaux résultats obtenus a été publié sur le site Web de TC le 3 décembre 2013. Les principaux résultats de ce premier rapport d'évaluation des risques indiquent que les risques causés par d'importants déversements d'hydrocarbures provenant de navires sont généralement faibles au Canada. Cependant, il établit dans quels secteurs des eaux canadiennes les risques sont relativement élevés.

En novembre 2013, le Comité d'experts sur la sécurité des navires-citernes a publié son premier rapport, intitulé *A Review of Canada's Ship-source Oil Spill Preparedness Response Regime – Setting the Course for the Future*, dont les recommandations portaient sur l'intégration d'analyses axées sur les risques au régime canadien de préparation et d'intervention en cas de déversement d'hydrocarbures en milieu marin. Pour consulter le rapport, cliquer sur le lien suivant :

http://www.tc.gc.ca/media/documents/mospr/transport_canada_tanker_report_accessible_fra.pdf

Aux fins du présent projet, la recommandation la plus pertinente formulée par le Comité d'experts sur la sécurité des navires-citernes est la suivante :

« Recommandation 34 : Dans l'optique de renforcer la confiance du public envers le régime, TC et la GCC mèneront régulièrement des activités de sensibilisation auprès du public pour l'informer du degré de risque auquel fait face le Canada. TC devra également expliquer comment les différents éléments du système fonctionnent, y compris la prévention, la préparation, l'intervention, les responsabilités et les mesures compensatoires. » [traduction]

En mai 2014, le gouvernement du Canada a annoncé de nouvelles mesures pour renforcer encore davantage le système de sécurité du Canada pour les navires-citernes. Conformément à la principale recommandation du Comité d'experts sur la sécurité des navires-citernes, le gouvernement du Canada s'est engagé à collaborer avec chacun des quatre organismes d'intervention (OI) accrédités du Canada et d'autres intervenants clés pour élaborer et mettre en œuvre des plans d'intervention locaux axés sur les risques, en commençant par les quatre secteurs où la circulation maritime est la plus dense :

- la partie sud de la Colombie-Britannique;
- Saint John et la baie de Fundy, au Nouveau-Brunswick;
- Port Hawkesbury, en Nouvelle-Écosse;
- le golfe du Saint-Laurent, au Québec.

Les résultats de ce projet pilote appuieront la mise en œuvre de plans d'interventions nationaux.

Comme le souligne le premier rapport du Comité d'experts sur la sécurité des navires-citernes, le régime canadien de préparation et d'intervention en cas de déversement d'hydrocarbures en milieu marin constitue un cadre pour la prévention, la préparation et l'intervention en cas de déversement d'hydrocarbures provenant de navires dans le milieu marin du Canada au sud du

60° parallèle. Le régime est administré conjointement par trois ministères fédéraux : Transports Canada, Pêches et Océans Canada (MPO) et Environnement Canada (voir l'annexe A – Contexte).

Dans leur rapport, les experts indiquent qu'il n'y a pas eu de déversement important dans les eaux canadiennes au cours des dernières décennies, et que le risque global d'un tel déversement est faible. Cependant, pour faire en sorte que le régime soit plus efficace et efficient, les experts proposent que l'on adopte un modèle axé sur les risques pour des régions particulières du Canada, de pair avec des mesures supplémentaires visant à renforcer encore davantage un régime qui est déjà solide.

Dans son rapport de novembre 2013, le Comité d'experts sur la sécurité des navires-citernes indique que « le public manque de connaissances sur les principes fondamentaux du régime et sur les structures globales qui sont déjà en place, y compris les rôles et responsabilités » [traduction]. En conséquence, certains Canadiens entretiennent des préoccupations quant à la capacité du pays de prévenir des déversements d'hydrocarbures, de s'y préparer et d'intervenir, notamment lorsqu'on regroupe tous les modes de transport des hydrocarbures (chemin de fer, oléoduc) et que l'on considère les déversements potentiels, quelle qu'en soit la source. Durant le processus de consultation mis en place par le Comité d'experts sur la sécurité des navires-citernes, des Autochtones et d'autres collectivités locales, notamment en Colombie-Britannique, ont précisé qu'ils ne connaissaient pas les processus et procédures en place pour intervenir en cas de déversement d'hydrocarbures. Ils souhaitent vivement mieux comprendre les principaux rôles et responsabilités des parties concernées et participer au processus de planification.

En réponse aux commentaires qui ont été formulés, le gouvernement du Canada s'est engagé à mener des activités de sensibilisation auprès du public (y compris les communautés et organismes autochtones) pour que celui-ci comprenne mieux la portée et l'ampleur des risques causés par les déversements d'hydrocarbures provenant de navires et pour renforcer sa confiance envers la sûreté du transport maritime d'hydrocarbures au Canada. Le gouvernement s'est également engagé à faire participer au processus de planification les communautés autochtones, notamment les communautés côtières concernées par la circulation maritime, et d'autres intervenants qui s'intéressent au milieu marin.

TC et la GCC, de concert avec d'autres ministères fédéraux concernés (EC, autres secteurs du MPO, etc.), se sont donc engagés à élaborer un guide d'information sur le régime canadien de préparation et d'intervention en cas de déversement d'hydrocarbures en milieu marin (voir l'annexe A pour de plus amples renseignements sur le contexte).

OBJECTIF

L'objectif du projet est d'élaborer un guide d'information pour expliquer le régime canadien de préparation et d'intervention en cas de déversement d'hydrocarbures en milieu marin (le « régime ») au sud du 60° parallèle. Le guide sera utilisé en tant qu'outil de communication destiné à renseigner les communautés autochtones et côtières et le grand public sur le régime. Le guide décrira les objectifs généraux du régime, les principaux volets de celui-ci, le degré de risque réel, les améliorations proposées ainsi que les rôles et responsabilités.

Pour que l'on puisse atteindre cet objectif, la GCC doit retenir les services d'un entrepreneur qui contribuera à l'élaboration du guide. De façon plus précise, le guide servira à :

- informer les communautés autochtones et côtières ainsi que le grand public (ici appelés « clientèle cible ») des risques réels plutôt que perçus qui pèsent sur le public, y compris les

Autochtones et d'autres collectivités, et sur le milieu marin et qui sont causés par les déversements d'hydrocarbures provenant de navires dans les eaux canadiennes;

- informer la clientèle cible à propos du régime canadien de préparation et d'intervention en cas de déversement d'hydrocarbures en milieu marin, y compris la prévention, les responsabilités et les mesures compensatoires que le gouvernement du Canada a mises en place en vertu du système de sécurité de classe mondiale pour les navires-citernes qui vise à renforcer encore davantage le régime;
- contribuer à l'instauration et au maintien de la confiance, chez la clientèle cible, dans le fait que des mesures solides sont actuellement en place pour protéger les communautés autochtones, les autres collectivités et le milieu marin contre la pollution provenant de navires et pour sensibiliser à l'égard des initiatives importantes lancées par le gouvernement (p. ex. plans d'intervention, Programme national de surveillance aérienne);
- témoigner de l'engagement du gouvernement du Canada, dans le cadre de son plan plus général de Développement responsable des ressources, à l'égard de la protection du public, y compris des communautés autochtones, et de l'environnement contre les risques potentiels de déversement d'hydrocarbures provenant de navires dans les eaux canadiennes;
- traiter de tout autre enjeu important qui pourrait être relevé par l'autorité responsable du projet au sein de la GCC durant l'élaboration du guide.

A.1.3. Principales hypothèses et considérations

- a. Il faut préciser que le régime concerne les déversements potentiels provenant de navires en transit dans les eaux canadiennes et les installations de manutention des hydrocarbures au Canada (par rapport aux déversements de toutes sources, comme le chemin de fer, les oléoducs, etc.).
- b. D'après les différents rapports d'évaluation des risques qui ont été demandés par TC (des exemplaires devant être fournis à l'entrepreneur), il faut également souligner le faible degré de risque associé aux déversements provenant de navires dans les eaux canadiennes.
- c. Le Canada a adopté une approche exhaustive pour traiter la pollution aux hydrocarbures provenant de navires, laquelle approche comprend trois grands volets. La structure du guide permettra de présenter les trois grands volets du régime de façon séquentielle et exhaustive (prévention; préparation et intervention; responsabilités et mesures compensatoires). Cependant, aux fins de l'élaboration du guide, il y aura deux sections distinctes portant sur la préparation et l'intervention, ainsi qu'une section portant sur la surveillance, pour un nombre total de cinq volets, comme suit :
 - i) Prévention
 - o Série de cadres législatifs et réglementaires qui régissent la sécurité des navires-citernes et des navires, y compris les normes de construction, la certification des équipages, les inspections, la gestion de la circulation des navires, le pilotage ainsi que la surveillance des navires au moyen, par exemple, du Programme national de surveillance aérienne.

- ii) Préparation et iii) Intervention
 - Outils législatifs et réglementaires qui permettent d'établir l'existence d'un déversement d'hydrocarbures et de circonscrire la capacité canadienne de préparation et d'intervention, y compris :
 - mise en place de règles pour les navires, les installations de manutention d'hydrocarbures et les organismes d'intervention;
 - processus d'accréditation de TC;
 - supervision et surveillance de la conformité de l'industrie avec ces règles;
 - rôles et responsabilités, et capacité des ministères et organismes fédéraux à superviser l'intervention de l'industrie ou à diriger l'intervention lorsque le pollueur est inconnu ou ne veut ou ne peut pas s'acquitter de cette tâche.
 - iv) Responsabilités et mesures compensatoires
 - Cadre multidimensionnel, international et intérieur pour établir les responsabilités et mettre en place des mesures compensatoires en cas de déversement d'hydrocarbures, y compris la responsabilité stricte du propriétaire du navire et la contribution financière d'un propriétaire de cargo à la Caisse d'indemnisation des dommages dus à la pollution par les hydrocarbures causée par les navires et aux Fonds internationaux d'indemnisation pour les dommages dus à la pollution par les hydrocarbures (FIPOL) liés aux déversements provenant de navires.
 - v) Surveillance (les mesures qui sont prises après un nettoyage par toutes les autorités responsables [par exemple la réhabilitation]).
- d. Pour chacun des cinq volets énumérés précédemment, on peut utiliser les gabarits suivants (fournis à titre d'exemple seulement) :
 - Prévention :
 - définir ce qu'est la prévention;
 - souligner les lois et règlements applicables;
 - déterminer qui sont les principaux acteurs et décrire de façon claire leurs rôles et responsabilités;
 - établir des mesures préventives de niveau élevé compte tenu des risques et possibilités éventuels (p. ex. risques environnementaux, sociaux et économiques; possibilités d'emploi et de retombées économiques);
 - établir comment la clientèle cible (c.-à-d. communautés autochtones et côtières, grand public, etc.) peut participer à la prévention;
 - consigner les renseignements pertinents sur les personnes-ressources (gouvernement du Canada, organismes d'intervention, autres);
 - traiter tout autre enjeu important qui pourrait être relevé par l'autorité responsable du projet au sein de la GCC durant l'élaboration du guide.
- e. Le guide doit également :

- contenir une section présentant les principaux messages à communiquer à la clientèle cible pour chacun des principaux volets du régime (conformément à ce qui est décrit au paragraphe d. ci-dessus);
 - être concis et convivial du point de vue de la clientèle cible et comprendre des faits importants, des figures, des graphiques, des illustrations et des images (qui doivent être fournis par l'autorité responsable du projet au sein de la GCC ou élaborés ou obtenus par l'entrepreneur);
 - comprendre des exemples de pratiques exemplaires ou d'études de cas, au besoin;
 - comprendre un glossaire ou faire état de la terminologie clé;
 - indiquer les ressources connexes (p. ex. sites Web, documents, principales personnes-ressources).
- f. L'autorité responsable du projet au sein de la GCC, avec l'aide des ministères partenaires, fournira à l'entrepreneur ou à ses ressources le contexte et le contenu qu'il doit connaître.
- g. L'entrepreneur mettra à l'essai l'ébauche du guide (ou la maquette) auprès d'environ deux (2) groupes de test d'utilisabilité en Colombie-Britannique, deux (2) au Nouveau-Brunswick et deux (2) au Québec (pour un nombre total de six groupes de tests d'utilisabilité dans ces régions). L'entrepreneur ou ses ressources devront présenter l'ébauche du guide aux groupes de tests d'utilisabilité et y apporter les modifications nécessaires, le cas échéant.
- h. L'entrepreneur devra participer à ses frais aux réunions avec les groupes de tests d'utilisabilité. L'autorité responsable du projet au sein de la GCC devra organiser les réunions et assumer tous les coûts associés à la location des installations et de l'équipement, à la traduction du guide en français, au besoin, et à la mise à l'essai du guide.
- i. Après les réunions des groupes de discussion, l'entrepreneur fournira l'ébauche finale du guide (maquette) à l'autorité responsable du projet au sein de la GCC aux fins d'approbation.
- j. L'entrepreneur devra tenir compte du fait que, même si le guide doit d'abord être distribué aux communautés autochtones et côtières du nord de la Colombie-Britannique, il devra être de portée nationale et destiné à être diffusé partout au Canada.

A.2.0 EXIGENCES DU PROJET

A.2.1. Tâches et produits à livrer

Le contrat devrait s'étendre sur une période de vingt-huit (28) semaines. En raison du calendrier serré du projet, l'entrepreneur pourrait devoir entreprendre certaines phases ou accomplir certaines tâches simultanément pour faire en sorte que les étapes du projet soient achevées à temps. Le projet comprend les phases de travail suivantes:

| Tâches de l'entrepreneur | Produits livrables de l'entrepreneur | Délai d'achèvement prévu (après l'attribution du contrat) |
|--|---|---|
| <p>Phase I – Parachèvement du calendrier et du plan</p> <p>L'entrepreneur réalise un examen préliminaire des renseignements de base fournis par l'autorité responsable du projet au sein de la GCC.</p> <p>L'entrepreneur participe aux réunions préliminaires avec l'autorité responsable du projet au sein de la GCC et avec le groupe consultatif d'experts en la matière (ici appelé le GCEM).</p> <p>L'entrepreneur soumet un calendrier et un plan proposés à l'autorité responsable du projet au sein de la GCC.</p> <p>Dans les cinq (5) jours suivant les réunions préliminaires, l'entrepreneur soumet le plan et le calendrier de projet révisés (finaux) à l'autorité responsable du projet au sein de la GCC aux fins d'approbation.</p> <p>L'entrepreneur établit les mesures des résultats et les critères d'évaluation qu'il propose d'utiliser pour établir l'efficacité du guide.</p> | <p>À déterminer</p> <p>À déterminer</p> <p>À déterminer lors de l'octroi du contrat(ébauche du calendrier et du plan)</p> <p>À déterminer</p> <p>À déterminer</p> | <p>2 semaines</p> <p>2 semaines</p> <p>3 semaines</p> <p>3 semaines</p> <p>3 semaines</p> |
| <p>Phase II – Revue de la documentation</p> <p>L'entrepreneur réalise un examen complet des renseignements de base fournis par l'autorité responsable du projet au sein de la GCC et par le GCEM.</p> <p>L'entrepreneur participe (en</p> | <p>À déterminer</p> | <p>5 semaines</p> <p>5 semaines</p> |

| Tâches de l'entrepreneur | Produits livrables de l'entrepreneur | Délai d'achèvement prévu (après l'attribution du contrat) |
|--|---|--|
| <p>personne ou par téléconférence) aux réunions avec l'autorité responsable du projet au sein de la GCC ou avec le GCEM, le cas échéant, pour discuter des renseignements de base et demander des clarifications, au besoin.</p> | | |
| <p>Phase III – Conception préliminaire</p> <p>L'entrepreneur produit une ébauche de table des matières générique pour le guide, incluant un aperçu des figures, graphiques, etc. principaux.</p> <p>L'entrepreneur soumet l'ébauche de table des matières générique à l'autorité responsable du projet au sein de la GCC et au GCEM aux fins d'examen et d'approbation.</p> <p>L'entrepreneur révisé la table des matières, au besoin, et soumet la table des matières révisée à l'autorité responsable du projet au sein de la GCC aux fins d'approbation finale (en consultation avec le GCEM).</p> | <p>À déterminer lors de l'octroi du contrat(ébauche de table des matières générique)</p> <p>À déterminer lors de l'octroi du contrat(ébauche finale de la table des matières générique)</p> | <p>6 semaines</p> <p>7 semaines</p> <p>8 semaines</p> |
| <p>Phase IV – Élaboration de l'ébauche du guide (maquette)</p> <p>L'entrepreneur élabore les sections du guide conformément aux renseignements figurant à la section A.1.3 du présent ET, qui est intitulée « Principales hypothèses et considérations ».</p> <p>L'entrepreneur participe aux réunions avec l'autorité</p> | <p>À déterminer</p> <p>À déterminer</p> | <p>10-12 semaines</p> <p>10-12 semaines</p> |

| Tâches de l'entrepreneur | Produits livrables de l'entrepreneur | Délai d'achèvement prévu (après l'attribution du contrat) |
|---|---|--|
| <p>responsable du projet au sein de la GCC et avec le GCEM au cours desquelles le contenu provisoire de chaque section ou chapitre du guide est présenté et examiné tel qu'élaboré.</p> | | |
| <p>Phase V – Première version du guide</p> <p>L'entrepreneur élabore une première version de l'ébauche du guide aux fins d'examen et d'approbation par l'autorité responsable du projet au sein de la GCC et par le GCEM, conformément aux renseignements figurant à la section A.1.3 du présent ET, qui est intitulée « Principales hypothèses et considérations ».</p> <p>L'entrepreneur participe à une réunion avec le comité directeur chargé des plans d'intervention locaux et/ou le comité des directeurs généraux sur le système de sécurité de classe mondiale pour les navires-citernes et présente l'ébauche du guide (la maquette) afin de solliciter des commentaires.</p> <p>Au besoin, l'entrepreneur peut participer à d'autres réunions avec la haute direction de la GCC et de TC et présente l'ébauche du guide afin de solliciter des commentaires et d'obtenir une approbation.</p> <p>L'entrepreneur achève la première</p> | <p>À déterminer lors de l'octroi du contrat (première ébauche du guide)</p> <p>À déterminer lors de l'octroi du contrat (ébauche du guide/maquette)</p> | <p>13 à 14 semaines</p> <p>14 semaines</p> <p>16 semaines</p> |

| Tâches de l'entrepreneur | Produits livrables de l'entrepreneur | Délai d'achèvement prévu (après l'attribution du contrat) |
|--|--|---|
| version du guide, y compris sa conception (maquette). | | |
| <p>Phase VI – Mise à l'essai</p> <p>L'entrepreneur met à l'essai l'ébauche du guide (maquette) grâce à des groupes de tests d'utilisabilité dans les régions suivantes :</p> <ol style="list-style-type: none"> 1) Colombie-Britannique (Victoria ou Vancouver); 2) Nouvelle-Écosse (Dartmouth); 3) Québec (ville de Québec). <p>L'autorité responsable du projet au sein de la GCC et le GCEMP désignent les participants à chaque groupe de tests d'utilisabilité, en collaboration avec les bureaux régionaux de TC et de la GCC, et retiennent les installations qui seront utilisées pour les réunions de ces groupes.</p> <p>L'entrepreneur présente l'ébauche du guide et sollicite les commentaires des participants aux groupes de tests d'utilisabilité. Approximativement, on prévoit tenir une séance d'une demi-journée avec chaque groupe de tests d'utilisabilité. En prévision des réunions du groupe de tests d'utilisabilité qui se tiendront au Québec, l'ébauche du guide sera traduite en français, et les coûts de la traduction seront assumés par l'autorité responsable du projet au sein de la GCC.</p> <p><i>Nota</i> : L'entrepreneur NE devra</p> | <p>À déterminer lors de l'octroi du contrat (groupes de tests d'utilisabilité – séances de mise à l'essai)</p> <p>À déterminer</p> <p>À déterminer</p> | <p>19-20 semaines</p> |

| Tâches de l'entrepreneur | Produits livrables de l'entrepreneur | Délai d'achèvement prévu (après l'attribution du contrat) |
|--|--|--|
| PAS apporter des modifications à l'ébauche du guide après chaque réunion d'un groupe de tests d'utilisabilité. | | |
| <p>Phase VII – Examen final</p> <p>L'entrepreneur présente, dans un rapport sommaire, les résultats des réunions des groupes de tests d'utilisabilité à l'autorité responsable du projet au sein de la GCC et au GCEM qui devront l'examiner, en discuter et décider de son inclusion éventuelle dans la version finale proposée du guide.</p> <p>D'après la rétroaction reçue de la part de l'autorité responsable du projet au sein de la GCC et du GCEM, l'entrepreneur devra réviser le guide et présenter la version finale de celui-ci au comité directeur chargé des plans d'intervention locaux et/ou au comité des directeurs généraux sur le système de sécurité de classe mondiale pour les navires-citernes aux fins d'examen final et d'approbation. Après la réunion, l'entrepreneur apportera toutes les modifications nécessaires au guide.</p> | <p>À déterminer lors de l'octroi du contrat (rapport sommaire des résultats des séances)</p> <p>À déterminer</p> | <p>21-22 semaines</p> <p>23-24 semaines</p> |
| <p>Phase VIII – Version finale</p> <p>L'entrepreneur livre la version finale du guide (maquette) à l'autorité responsable du projet au sein de la GCC.</p> | Version finale du guide (maquette) | 26-28 semaines |

A.2.2 Environnement technique, opérationnel et organisationnel

Des renseignements généraux seront fournis à l'entrepreneur au début du contrat. Si l'entrepreneur a besoin de précisions supplémentaires relatives à l'environnement technique, opérationnel et organisationnel pour les présents travaux, l'autorité responsable du projet au sein de la GCC et le groupe consultatif d'experts en la matière les fourniront à l'entrepreneur aux dates convenues mutuellement.

A.2.3 Méthode et source de l'acceptation

Tous les produits livrables et services offerts en vertu du présent contrat peuvent faire l'objet d'une inspection de la part de l'autorité responsable du projet au sein de la GCC. L'autorité responsable du projet au sein de la GCC dispose des pouvoirs nécessaires pour rejeter tout produit livrable qu'elle ne juge pas satisfaisant ou d'exiger sa correction avant l'autorisation du paiement.

A.2.4 Procédures de contrôle de la gestion du projet

L'autorité responsable du projet doit veiller à ce que le calendrier, le budget et les exigences en matière de qualité (c.-à-d., présentation de rapports d'étape, analyse des options, etc.) stipulés dans le contrat soient respectés. L'entrepreneur doit participer aux réunions, conformément à ce qui est indiqué au paragraphe A.2.1 ou selon les besoins, et signaler les problèmes pouvant avoir une incidence sur le calendrier, le budget ou la qualité.

A.2.5 Procédures de gestion des modifications

Aucune augmentation de la responsabilité totale de l'État ou du prix des travaux découlant de tout changement aux dessins, ou de toute modification ou interprétation des devis, apportés par l'entrepreneur, ne sera autorisée ou payée à l'entrepreneur, à moins que ces changements, modifications ou interprétations n'aient été approuvés, par écrit, par l'autorité contractante avant d'être intégrés aux travaux. L'entrepreneur n'est pas tenu d'exécuter un travail ou de fournir un service qui aurait pour effet de porter l'obligation globale du Canada au-delà de la somme prévue, à moins qu'une augmentation ne soit autorisée, par écrit, par l'autorité contractante.

A.3.0 AUTRES MODALITÉS ET CONDITIONS DE L'ÉNONCÉ DE TRAVAIL

A.3.1 Pouvoirs et gouvernance

L'autorité responsable du projet au sein de la GCC (ou le représentant ministériel délégué) est responsable de toutes les questions touchant le contenu technique des travaux entrepris dans le cadre du contrat. Aux fins du présent contrat, l'autorité responsable du projet au sein de la GCC ou son remplaçant seront nommés dès que le contrat sera attribué.

(À fournir dès que le contrat sera attribué.)

On s'attend à ce que l'autorité responsable du projet au sein de la GCC soit appuyée par le Groupe consultatif interministériel d'experts en la matière pour l'examen de l'ensemble des

produits livrables, la présentation de renseignements généraux sur les collectivités visées et l'élaboration de contenu précis relatif au guide qui sera élaboré par l'entrepreneur.

A.3.2 Obligations de la GCC

L'autorité responsable du projet au sein de la GCC doit fournir ou rendre disponibles les éléments suivants pour la durée du présent contrat :

- l'accès à la bibliothèque ministérielle et, entre autres, aux politiques et procédures, aux publications, aux rapports et aux études du gouvernement et du Ministère;
- l'accès à un membre du personnel disponible pour coordonner les activités;
- l'aide et le soutien supplémentaires convenables, au besoin.

A.3.3 Lieu de travail, emplacement des travaux et lieu de livraison

La plupart des travaux seront réalisés dans les locaux de l'entrepreneur. Toutefois, la personne-ressource principale de l'entrepreneur affectée aux travaux devra participer à des téléconférences bimensuelles avec l'autorité responsable du projet au sein de la GCC et à un certain nombre de présentations en personne, tel qu'il est indiqué au paragraphe A.2.1. Ils peuvent également être invités à participer à des réunions (soit en personne ou par téléconférence) à Ottawa, au besoin (et dans les trois régions des groupes de tests d'utilisabilité, le cas échéant).

A.3.4 Expertise requise

Le soumissionnaire retenu doit affecter au présent projet une équipe formée de membres qualifiés, bien renseignés et expérimentés et démontrer les aptitudes suivantes au moyen d'un énoncé des capacités.

A.3.5 Ressources de l'entrepreneur

- L'entrepreneur doit veiller à ce que les ressources proposées soient affectées pour la durée de l'entente et qu'elles ne soient pas remplacées sans motif légitime.
- Si une ressource doit être remplacée, il incombe à l'entrepreneur de veiller à ce que ce remplacement n'ait aucune incidence négative sur les travaux en cours.
- Si, pour quelque raison que ce soit, les ressources désignées ne sont pas disponibles, l'entrepreneur doit immédiatement fournir des ressources de rechange pleinement qualifiées détenant au moins les mêmes compétences.
- Les ressources de rechange seront évaluées conformément aux critères établis dans le présent appel de propositions.
- L'autorité responsable du projet se réserve le droit de refuser les ressources de rechange proposées, auquel cas l'entrepreneur doit proposer d'autres ressources suppléantes dans un délai raisonnable.
- L'entrepreneur doit aviser par écrit l'autorité responsable du projet de la raison de la non-disponibilité des ressources figurant dans la proposition.
- L'incapacité de l'entrepreneur de fournir des ressources satisfaisantes peut entraîner l'annulation de tout contrat subséquent.

- En aucun cas, l'entrepreneur ne doit permettre la prestation des services par une ressource de rechange n'ayant pas été autorisée par l'autorité responsable du projet au sein de la GCC.

A.3.6. Continuité et remplacement des ressources

Les propositions doivent contenir un plan d'urgence dans lequel figure le plan d'action qui sera mis en œuvre si, pendant l'affectation, l'entrepreneur ou toute ressource désignée devait s'absenter en raison de circonstances inévitables. Il incombe à l'entrepreneur de veiller à ce que ces mesures n'aient aucune incidence négative sur les travaux en cours.

Si, pour quelque raison que ce soit, le soumissionnaire ou la ressource désignée n'est plus disponible, le soumissionnaire retenu doit immédiatement fournir une ressource de rechange pleinement qualifiée détenant au moins les mêmes compétences. Il convient de noter que le personnel de rechange sera évalué conformément aux critères relatifs à la catégorie de la ressource remplacée établis dans l'appel de propositions. L'autorité responsable du projet se réserve le droit de refuser les ressources de remplacement proposées, auquel cas l'entrepreneur doit proposer d'autres ressources suppléantes dans un délai raisonnable. Si l'entrepreneur n'est pas en mesure de fournir des ressources de remplacement convenables, l'autorité responsable du projet peut choisir de mettre fin au contrat.

A.3.7 Exigences relatives à la proposition

Les propositions relatives au présent cadre de référence doivent être présentées à la GCC d'ici la date figurant dans la lettre d'accompagnement. Les soumissionnaires doivent fournir une proposition complète présentant la manière dont ils répondront à l'ensemble des exigences obligatoires décrites à l'appendice D – Critères d'évaluation.

On encourage les soumissionnaires à rédiger leur soumission selon le format suggéré :

I. Résumé

Courte description écrite résumant le contenu de la proposition.

II. Compréhension des travaux

Les soumissionnaires doivent confirmer qu'ils comprennent la portée des travaux devant être réalisés.

III. Plan de travail et calendrier

Les soumissionnaires doivent présenter un plan de travail et un calendrier indiquant la manière dont ils entendent réaliser les travaux devant être achevés sur une période de vingt-huit (28) semaines. Il n'est pas nécessaire que des dates précises figurent dans le plan de travail et dans le calendrier. Le plan de travail et le calendrier doivent simplement indiquer les tâches et les délais d'exécution connexes.

IV. Expérience professionnelle

Les soumissionnaires doivent faire la preuve de leur expérience professionnelle et de leurs compétences en fournissant un résumé d'au moins deux (2) projets semblables comprenant les éléments suivants :

- a) une courte description du projet, y compris la portée des travaux réalisés par le soumissionnaire dans le cadre du projet polyvalent;
- b) le calendrier d'exécution des travaux;

c) la valeur du projet.

V. Membres de l'équipe

Les soumissionnaires doivent fournir le curriculum vitae de chaque membre de l'équipe accompagnée d'une courte description des éléments suivants:

- a) compétences et expérience;
- b) leur rôle et leurs responsabilités liés à la portée des travaux;
- c) leur rôle et leurs responsabilités dans le cadre des projets figurant sous Expérience professionnelle (le cas échéant).

Les soumissionnaires doivent confirmer, dans la présente proposition, que les membres de l'équipe proposée seront ceux qui exécuteront les travaux. Les soumissionnaires doivent convenir et reconnaître qu'il sera interdit de remplacer les membres de l'équipe proposée sans le consentement de la GCC.

VI. Gestion de projet

Les soumissionnaires doivent indiquer qui sera le gestionnaire de projet, décrire les liens hiérarchiques et fournir un diagramme présentant la structure de l'équipe. Les soumissionnaires doivent décrire la manière dont ils entendent assurer la gestion du projet au sein de l'équipe, avec la GCC ainsi qu'avec les conseillers, les experts-conseils et les sous-experts-conseils qui ont été retenus ou qui seront retenus pour mener d'autres études.

VII. Références

Les soumissionnaires doivent fournir au moins trois références pouvant attester de leur expérience et de leur expertise. Les soumissionnaires doivent fournir l'adresse de courriel et le numéro de téléphone de chaque référence.

VIII. Tarification

Les soumissionnaires doivent fournir une proposition à prix fixe pour l'exécution des travaux, tel qu'ils sont décrits dans l'énoncé de travail.

A.3.8 Langue de travail

Les travaux doivent être menés en anglais, et tous les produits livrables doivent être fournis en anglais uniquement. La GCC traduira le contenu de tous les produits livrables une fois que les documents auront été achevés et acceptés. Toutefois, on prévoit que les séances des groupes de tests d'utilisabilité du Québec se dérouleront en français, et que celles du Nouveau-Brunswick se dérouleront en français et en anglais. Les ressources proposées doivent maîtriser le français et l'anglais pour les séances des groupes de tests d'utilisabilité du Québec et du Nouveau-Brunswick. La maîtrise se définit par l'écriture, la communication verbale et la compréhension à un niveau avancé. Veuillez consulter la légende ci-dessous.

| Légende | Communication verbale | Compréhension | Communication écrite |
|-----------------------|---|--|--|
| De base | <p>Une personne s'exprimant verbalement à ce niveau peut :</p> <ul style="list-style-type: none"> poser des questions simples et répondre à de telles questions; donner des instructions simples; donner des directives peu compliquées se rapportant à des situations courantes liées au travail. | <p>Un lecteur à ce niveau peut :</p> <ul style="list-style-type: none"> bien comprendre des textes très simples; saisir le thème principal de textes portant sur des sujets qui lui sont familiers; lire et comprendre des éléments d'information simples, tels que les dates, les chiffres ou les noms tirés de textes beaucoup plus complexes afin d'exécuter les tâches habituelles de l'emploi. | <p>Une personne s'exprimant par écrit à ce niveau peut :</p> <ul style="list-style-type: none"> écrire des mots isolés, des phrases, des questions ou des énoncés simples portant sur des sujets très courants en utilisant des mots relatifs au temps, aux lieux ou aux personnes. |
| Intermédiaires | <p>Une personne s'exprimant verbalement à ce niveau peut :</p> <ul style="list-style-type: none"> soutenir une conversation sur des sujets concrets; décrire des mesures prises; donner des instructions précises aux employés; donner des descriptions et des explications factuelles. | <p>Un lecteur à ce niveau peut :</p> <ul style="list-style-type: none"> saisir le sens général de la plupart des textes liés au travail; en dégager des éléments d'information précis; distinguer les idées principales des idées secondaires. | <p>Une personne s'exprimant par écrit à ce niveau :</p> <ul style="list-style-type: none"> maîtrise suffisamment la grammaire et le vocabulaire pour pouvoir comprendre et utiliser de l'information explicite sur des sujets liés au travail. |
| Avancé | <p>Une personne s'exprimant verbalement à ce niveau peut :</p> <ul style="list-style-type: none"> appuyer une opinion, et exprimer et comprendre des idées hypothétiques et conditionnelles. | <p>Un lecteur à ce niveau peut :</p> <ul style="list-style-type: none"> saisir la plupart des détails complexes et reconnaître les allusions et les sous-entendus; bien comprendre les textes portant sur des questions spécialisées ou moins familières. | <p>Une personne s'exprimant par écrit à ce niveau peut :</p> <ul style="list-style-type: none"> rédigier des textes élaborés et structurés de manière cohérente. |

**A.3.
9**

Sécurité

Tout es les resso urces affect ées aux prése nts trava ux doiv ent déten ir une cote de sécur ité de nivea u Fiabi lité appr ofon die, pour la durée du contr at.

**A.3.
10**

Exigences en matière d'assurance

Il appartient à l'entrepreneur de déterminer s'il doit contracter une assurance afin d'assurer sa propre protection ou pour s'acquitter de ses obligations en vertu du contrat et pour se conformer aux lois fédérales, provinciales ou municipales. Toute assurance supplémentaire de ce genre doit

être contractée et maintenue par l'entrepreneur, aux frais de ce dernier.

L'assurance constitue un avantage et une protection pour l'entrepreneur, mais elle ne doit pas permettre à ce dernier de se dégager de ses responsabilités ou de les réduire de quelque façon que ce soit, y compris les responsabilités auxquelles peuvent renvoyer les dispositions du présent contrat.

A.3.11 Droit de propriété intellectuelle

L'État conserve les droits de propriété intellectuelle découlant des présents travaux conformément à la dérogation 6.4.1 (voir ci-après) lorsque les éléments originaux ne peuvent appartenir à l'entrepreneur aux termes d'une loi, d'un règlement, ou d'une obligation antérieure contractée par l'État envers des tiers.

6.4.1 – Renseignements devant être diffusés au public Cette dérogation s'applique lorsque le contrat vise à produire des connaissances et des renseignements qui seront diffusés au public.

A.3.12 Déplacements

Pour appuyer les séances des groupes de tests d'utilisabilité (dans le cadre de la phase VI), on demandera à l'entrepreneur de se rendre aux endroits où se tiennent les séances des groupes de tests d'utilisabilité (c.-à-d. Colombie-Britannique [Victoria ou Vancouver], Nouvelle-Écosse [Dartmouth] et Québec [Québec]). On prévoit que les coûts de déplacement seront inférieurs à 10 000 \$, et tous les déplacements doivent être préapprouvés par l'autorité responsable du projet au sein de la GCC et remboursés conformément à la *Directive sur les voyages* du Conseil du Trésor.

4.0 DURÉE DU CONTRAT

La durée du contrat s'étend de la date d'attribution et le contrat doit être complété dans une période de vingt-huit (28) semaines, en fonction des produits livrables figurant au paragraphe A.2.1 de l'énoncé de travail.

ANNEXE A – CONTEXTE

Le gouvernement fédéral fournit des cadres législatifs, réglementaires et stratégiques concernant le régime canadien de préparation et d'intervention en cas de déversement d'hydrocarbures par des navires. Il assure également la supervision des activités de planification, de préparation et d'intervention de l'industrie qui seraient mises en œuvre en cas de déversement. Le régime est administré conjointement par **trois ministères fédéraux** : **Transports Canada** (TC), **Pêches et Océans Canada** (MPO) et **Environnement Canada** (EC).

TC est responsable de la gestion globale de la mise en œuvre de la stratégie de classe mondiale. **TC** est le ministère fédéral responsable de la réglementation du transport maritime et gère un cadre juridique exhaustif en vertu de plusieurs lois. TC assure la certification des quatre organismes d'intervention du

Canada, en fonction de leur état de préparation et de leur plan d'intervention. Le ministère est également chargé de l'administration des éléments du régime liés à la responsabilité et à l'indemnisation en cas d'incidents touchant les navires.

Le **MPO** est responsable de l'administration de la *Loi sur les océans* et de la *Loi sur les pêches*. La **Garde côtière canadienne** (GCC) du **MPO** dirige et facilite l'élaboration et la mise en œuvre de plans visant la gestion intégrée des activités et des mesures qui touchent les écosystèmes côtiers, marins et estuariens du Canada. La GCC est l'organisme fédéral responsable d'assurer une intervention appropriée en cas de déversements d'hydrocarbures par des navires dans les eaux canadiennes. Le rôle de la GCC peut varier si le pollueur est inconnu ou s'il refuse ou est incapable de réaliser une intervention efficace en cas de déversement d'hydrocarbures par des navires. La GCC appuie également la navigation maritime sécuritaire et efficace grâce à quatre programmes de prévention.

Le mandat d'EC consiste à préserver et à améliorer la qualité de l'environnement naturel. **EC** contribue à la prévention, à la préparation et à l'intervention en cas d'urgences environnementales, y compris les déversements d'hydrocarbures par des navires.

D'autres ministères pertinents du gouvernement fédéral jouent également un rôle dans la mise en œuvre du régime, notamment, le mandat de **Ressources naturelles Canada** comprend des responsabilités dans le continuum de gestion des urgences liées aux dangers naturels, soit : l'atténuation, la préparation, la surveillance et l'alerte, l'intervention et le rétablissement.

En plus des ministères pertinents du gouvernement fédéral, d'autres paliers de gouvernement, industries et parties intéressées jouent un rôle dans la préparation et l'intervention en cas de déversements d'hydrocarbures en milieux marins. Par exemple, l'industrie du transport maritime, en tant que source des risques, a la responsabilité d'intervenir en cas d'incident maritime en eaux canadiennes en vertu du principe du « pollueur-payeur ». Ainsi, les éléments opérationnels du régime lui sont attribués. Le rôle opérationnel de l'industrie est exercé par l'entremise de quatre organismes d'intervention financés par l'industrie et certifiés par le gouvernement (mentionnés ci-dessus), lesquels maintiennent un niveau de préparation à l'intervention en cas de déversements conformément aux règlements et normes du gouvernement du Canada. Comme il est décrit dans la *Loi sur la marine marchande du Canada*, TC certifie les organismes d'intervention pour l'exercice de ce rôle et des responsabilités connexes en fonction d'un examen des plans de préparation et d'intervention proposés par ces derniers.

APPENDICE « C-1 »
ATTESTATIONS

1. **Attestation d'études et d'expérience :**

« Nous attestons par la présente que tous les renseignements communiqués au sujet des études et de l'expérience des gens proposés pour effectuer les travaux en question sont exacts et factuels. Nous sommes en outre conscients que le ministère des Pêches et des Océans se réserve le droit de vérifier toute information fournie à ce sujet et qu'on déclarera la proposition non conforme et/ou qu'on prendra d'autres mesures que le ministre pourra juger appropriées en cas de communication de faux renseignements. »

Signature

Date

2. **Attestation de la disponibilité et du statut du personnel**

Disponibilité du personnel :

« Le soumissionnaire atteste que, s'il devait être autorisé à fournir des services aux termes d'un contrat découlant de la présente DP, les personnes proposées dans son offre seront disponibles pour entreprendre l'exécution des travaux dans les deux (2) semaines qui suivront l'adjudication du contrat et le resteront pour exécuter les travaux prévus au marché. Toute substitution proposée après la soumission de la proposition et avant l'adjudication du contrat risque d'entraîner la réévaluation de la proposition. Une fois le contrat adjugé, les remplaçants proposés devront obtenir la même note (ou une note plus élevée) pour ce qui est des qualités cotées que celle obtenue par les personnes proposées à l'origine, et ce, à un taux qui ne dépassera pas celui fixé pour les personnes prévues à l'origine qui seront remplacées et leur candidature sera soumise pour approbation au responsable du projet. »

Signature

Date

3. **Statut du personnel :**

« Le soumissionnaire, s'il a proposé une personne pour l'exécution des travaux qui n'est pas son employé, atteste par la présente qu'il a la permission écrite de cette personne (ou de l'employeur de cette dernière) de proposer les services de la personne pour les travaux à effectuer afin de respecter la présente exigence et de soumettre le curriculum vitae de cette personne à l'autorité contractante. Durant la période d'évaluation des propositions, le soumissionnaire doit à la demande de l'autorité contractante fournir une copie de cette permission écrite pour l'une ou la totalité des personnes proposées qui ne sont pas ses employés. Si le soumissionnaire ne se conforme pas à cette demande, sa proposition sera jugée non conforme. »

Signature

Date

4. Attestation d'absence de collusion dans l'établissement de soumission:

Je soussigné, en présentant la soumission ou offre ci-jointe (ci-après la «soumission») à :

(Nom du destinataire de la soumission)

pour:

(Nom et numéro du projet de la soumission)

suite à l'appel d'offres (ci-après l'«appel d'offres») lancé par :

(Nom de l'autorité adjudicative)

déclare ce qui suit et certifie que ces déclarations sont vraies et complètes à tous les égards.

Je déclare au nom de:

(Nom du soumissionnaire [ci-après le «soumissionnaire»])

que:

- i) j'ai lu et je comprends le contenu de la présente attestation;
- ii) je sais que la soumission ci-jointe sera disqualifiée si les déclarations contenues à la présente attestation ne sont pas vraies ou complètes à tous les égards;
- iii) je suis autorisé par le soumissionnaire à signer la présente attestation et à présenter, en son nom, la soumission qui y est jointe;
- iv) toutes les personnes dont le nom apparaît sur la soumission ci-jointe ont été autorisées par le soumissionnaire à fixer les modalités qui y sont prévues et à signer la soumission en son nom;
- v) aux fins de la présente attestation et de la soumission ci-jointe, je comprends que le mot «concurrent» s'entend de tout organisme ou personne, autre que le soumissionnaire, affilié ou non au soumissionnaire :
 - (a) qui a été invité par l'appel d'offres à présenter une soumission;
 - (b) qui pourrait éventuellement présenter une soumission suite à l'appel d'offres compte tenu de ses qualifications, ses habiletés ou son expérience;
- vi) le soumissionnaire déclare (cocher l'une ou l'autre des déclarations suivantes) :
 - (a) qu'il a établi la présente soumission sans collusion et sans avoir communiqué ou établi d'entente ou d'arrangement avec un concurrent;

(b) qu'il a établi la présente soumission après avoir communiqué ou établi une entente ou un arrangement avec un ou plusieurs concurrents et qu'il divulgue, dans le document ci-joint, tous les détails s'y rapportant, y compris le nom des concurrents et les raisons de ces communications, ententes ou arrangements;

vii) sans limiter la généralité de ce qui précède aux alinéas 6(a) ou (b), le soumissionnaire déclare qu'il n'y a pas eu de communication, d'entente ou d'arrangement avec un concurrent relativement :

(a) aux prix;

(b) aux méthodes, aux facteurs ou aux formules pour établir les prix;

(c) à la décision de présenter ou de ne pas présenter une soumission;

(d) à la présentation d'une soumission qui ne répond pas aux spécifications de l'appel d'offres;

à l'exception de ce qui est spécifiquement divulgué conformément à l'alinéa 6(b) ci-dessus;

viii) en plus, il n'y a pas eu de communication, d'entente ou d'arrangement avec un concurrent en ce qui concerne les détails liés à la qualité, à la quantité, aux spécifications ou à la livraison des biens ou des services visés par le présent appel d'offres, sauf ceux qui ont été spécifiquement autorisés par l'autorité adjudicative ou spécifiquement divulgués conformément à l'alinéa 6(b) ci-dessus;

ix) les modalités de la soumission ci-jointe n'ont pas été et ne seront pas intentionnellement divulguées par le soumissionnaire, directement ou indirectement, à un concurrent avant la première des dates suivantes, soit l'heure de l'ouverture officielle des soumissions, soit l'adjudication du marché, à moins d'être requis de le faire par la loi ou d'être requis de le divulguer conformément à l'alinéa 6(b).

(Nom et signature de la personne autorisée par le soumissionnaire)

(Titre)

(Date)

**APPENDICE « D »
CRITÈRES D'ÉVALUATION**

Critères d'évaluation et méthode de sélection

Acceptation des modalités et conditions de la demande de proposition

En soumettant une proposition dans le cadre de la présente demande de proposition, le soumissionnaire déclare avoir lu, compris et accepté l'intégralité des modalités et conditions de la demande de proposition, et notamment l'énoncé de travail, les critères d'évaluation, la méthode de sélection et tous les documents annexes afférents.

Évaluation des propositions

Les propositions soumises en réponse à cette demande doivent clairement démontrer que le soumissionnaire répond à tous les critères obligatoires. Dans le cas contraire, la proposition sera déclarée NON CONFORME et sera rejetée sans autre forme d'examen.

Les soumissionnaires doivent noter que le fait d'énumérer l'expérience sans fournir de renseignements à l'appui pour décrire où et comment cette expérience a été acquise ne sera pas considéré comme la démonstration claire d'une expérience aux fins de la présente évaluation. Des renseignements à l'appui peuvent comprendre des curriculum vitae et tout autre document nécessaire pour démontrer l'expérience et les connaissances acquises. Il ne suffit pas de répéter ce qui est stipulé dans l'énoncé de travail (EDT).

Afin de déterminer le nombre d'années d'expérience acquise, la proposition doit indiquer, au moins, le mois et l'année de début et de fin de l'expérience. L'omission de ces renseignements jouera en la défaveur du soumissionnaire. Si cette information n'est pas fournie en réponse à un critère obligatoire pour lequel le nombre d'années d'expérience est nécessaire pour calculer l'expérience acquise, la proposition sera déclarée NON CONFORME.

Les soumissionnaires doivent également noter que les mois d'expérience correspondant à un projet dont le calendrier recoupe celui d'un autre projet référencé ne seront pris en compte qu'une seule fois. Exemple : la durée du projet 1 va de juillet 2003 à décembre 2003 et celle du projet 2 d'octobre 2003 à janvier 2004; le nombre de mois d'expérience total pour ces deux projets est de sept (7) mois.

La proposition sera évaluée uniquement en fonction de son contenu et de la documentation fournie dans la proposition du soumissionnaire, à moins d'indications contraires dans le présent appel d'offres. Les renseignements ou les personnes proposés à titre d'option ou d'ajout NE SERONT PAS évalués.

Il est recommandé aux soumissionnaires d'inclure une grille dans leur proposition afin d'établir les recoupements entre les éléments de l'énoncé de travail, les critères d'évaluation et les énoncés de conformité, et de mentionner des renseignements à l'appui ou des éléments de leur curriculum vitae qu'ils ont fournis dans leur proposition. Toute fausse déclaration découverte pendant la vérification aura pour effet d'exclure l'ensemble de la proposition et celle-ci ne sera pas évaluée.

Remarque : La grille de conformité NE constitue PAS en soi une preuve claire de l'expérience. En

revanche, comme le stipulent les paragraphes précédents, les documents à l'appui ou les curriculum vitæ sont reconnus comme tels.

Une équipe d'évaluation composée de représentants du gouvernement de Pêches et Océans Canada et de l'Autorité technique de la GCC est chargée d'évaluer les propositions techniques au nom du Canada. Par ailleurs, le Canada se réserve le droit de faire appel, en tant que membres de l'équipe d'évaluation, à des employés non gouvernementaux dont la participation ne crée pas un conflit d'intérêt réel ou perçu. Les membres de l'équipe d'évaluation sont soumis aux lignes directrices relatives aux conflits d'intérêts.

1. EXIGENCES OBLIGATOIRES

Les propositions seront évaluées selon les critères d'évaluation obligatoires détaillés aux présentes. Pour que leur proposition soit retenue aux fins d'une évaluation subséquente, les soumissionnaires doivent démontrer clairement qu'elle répond à toutes les exigences obligatoires. Les propositions qui ne répondent pas aux critères obligatoires ne seront pas retenues.

Le soumissionnaire doit inclure le tableau suivant dans sa proposition, en indiquant que celle-ci respecte les critères obligatoires, et indiquer à quelle page ou à quel article de la proposition se trouvent les renseignements permettant de vérifier que les critères sont respectés.

Chaque fois que de l'expérience est requise selon les critères énoncés, les renseignements suivants doivent figurer dans le curriculum vitæ de la ressource proposée :

- i) le nom de l'organisme client auquel les services ont été fournis;
- ii) le nom, le numéro de téléphone et l'adresse électronique (le cas échéant) d'un représentant du client;
- iii) une brève description du type et de la portée des services fournis par la ressource qui satisfont aux critères établis;
- iv) les dates et la durée des travaux (y compris les années/mois de participation et les dates de début et de fin des travaux).

| Critères obligatoires | Conforme (Oui/Non) | Référence à la proposition du soumissionnaire |
|--|--|---|
| <p>O1. Expérience professionnelle dans la conception d'instruments d'information ou d'outils de communication ciblant les Canadiens pour des clients du secteur public</p> <p>L'entreprise soumissionnaire doit justifier d'une expérience d'au moins trois (3) ans au cours des dix (10) dernières années dans l'élaboration et la conception d'instruments d'information destinés à des clients du secteur public. Le soumissionnaire doit notamment avoir de l'expérience dans la vulgarisation de renseignements politiques, réglementaires et scientifiques auprès du grand public.</p> <p>Le soumissionnaire doit fournir deux (2) résumés de projets</p> | <input type="checkbox"/> Oui <input type="checkbox"/> Non | |

| Critères obligatoires | Conforme (Oui/Non) | Référence à la proposition du soumissionnaire |
|---|--|--|
| <p>menés par l'entreprise décrivant en détail son expérience actuelle ou passée dans l'élaboration et la conception réussies d'instruments d'information pour un ou plusieurs clients du secteur public au cours des dix (10) dernières années. Chacune des ressources proposées par le soumissionnaire doit avoir participé activement à au moins un (1) des projets cités dans les résumés.</p> | | |
| <p>O2. Expérience professionnelle dans l'élaboration d'outils/d'instruments d'information ciblant des clientèles variées pour des clients du secteur privé</p> <p>L'entreprise soumissionnaire doit justifier d'une expérience d'au moins trois (3) ans au cours des dix (10) dernières années dans l'élaboration et la conception d'outils/d'instruments d'information destinés à des clients du secteur privé (p.ex. des communautés et des organisations autochtones, des organisations non gouvernementales de l'environnement).</p> <p>Le soumissionnaire doit fournir deux (2) résumés de projets menés par l'entreprise décrivant en détail son expérience actuelle ou passée dans la conception réussie d'outils/d'instruments d'information pour un ou plusieurs clients du secteur privé au cours des dix (10) dernières années. Chacune des ressources proposées par le soumissionnaire doit avoir participé activement à au moins un (1) des projets cités dans les résumés.</p> | <input type="checkbox"/> Oui <input type="checkbox"/> Non | |
| <p>O3. Expérience du gestionnaire de projet dans l'élaboration et la conception d'instruments d'information ciblant les Canadiens pour le secteur public (ou des clients du secteur privé)</p> <p>Le gestionnaire de projet proposé par le soumissionnaire doit justifier d'une expérience d'au moins trois (3) ans au cours des dix (10) dernières années dans l'élaboration et la conception d'instruments d'information pour des clients du secteur public ciblant les Canadiens, et notamment les communautés et les organisations autochtones, les organisations non gouvernementales de l'environnement ou le grand public. Le gestionnaire de projet doit avoir de l'expérience dans la vulgarisation de renseignements politiques, réglementaires et scientifiques auprès du grand public.</p> | <input type="checkbox"/> Oui <input type="checkbox"/> Non | |

| Critères obligatoires | Conforme (Oui/Non) | Référence à la proposition du soumissionnaire |
|--|--|--|
| <p>Les soumissionnaires doivent joindre à leur proposition un curriculum vitae (CV) détaillé du gestionnaire de projet cité dans la soumission. Le CV doit être chronologique, décrire l'expérience professionnelle de la ressource (durée en années et en mois) et comprendre une liste détaillée de ses antécédents et titres professionnels et en éducation, ainsi que toute autre attestation d'études. Les soumissionnaires doivent indiquer le rôle attribué à chaque ressource proposée dans le cadre du projet.</p> | | |
| <p>O4. Expérience des autres ressources dans l'élaboration de stratégies de communication et la conception d'outils/d'instruments d'information pour le secteur public ciblant les Canadiens (y compris les communautés et les organisations autochtones, ainsi que les organisations non gouvernementales de l'environnement).</p> <p>Toutes les autres ressources proposées par le soumissionnaire doivent justifier d'une expérience d'au moins un (1) an au cours des dix (10) dernières années dans l'élaboration de stratégies de communications et la conception d'outils/d'instruments d'information pour des clients du secteur public ciblant les Canadiens (notamment les communautés et les organisations autochtones, ainsi que les organisations non gouvernementales de l'environnement).</p> <p>Les soumissionnaires doivent joindre à leur proposition un curriculum vitae (CV) détaillé de toutes les autres ressources citées dans la soumission. Le CV doit être chronologique, décrire l'expérience professionnelle des ressources (durée en années et en mois) et comprendre une liste détaillée de leurs antécédents et titres professionnels et en éducation, ainsi que toute autre attestation d'études. Les soumissionnaires doivent indiquer le rôle attribué à chaque ressource proposée dans le cadre du projet.</p> | <input type="checkbox"/> Oui <input type="checkbox"/> Non | |
| <p>O5. Démarche, méthode et calendrier proposés</p> <p>Le soumissionnaire doit présenter dans sa proposition technique une démarche, une méthode et un calendrier suffisamment détaillés décrivant la relation entre les phases, les tâches, les produits livrables et les échéanciers mentionnés au</p> | <input type="checkbox"/> Oui <input type="checkbox"/> Non | |

| Critères obligatoires | Conforme (Oui/Non) | Référence à la proposition du soumissionnaire |
|--|---------------------------|--|
| paragraphe A.2.1 de l'EDT. La proposition doit par ailleurs inclure : a) la démarche qui sera suivie pendant les travaux; b) la méthode proposée pour mener les travaux et si elle a été utilisée par le soumissionnaire lors d'un projet précédent; c) le plan de travail et le calendrier du projet en fonction des tâches de l'EDT; d) la démarche en matière de rendement et d'assurance de la qualité qui sera adoptée. | | |

*** Les propositions qui **ne satisfont pas** aux **critères obligatoires** susmentionnés seront jugées NON CONFORMES et ne seront pas retenues.***

2. EXIGENCES COTÉES

Les propositions qui satisfont à TOUS les critères obligatoires seront évaluées et cotées en fonction des critères cotés qui suivent, en utilisant les facteurs d'évaluation précisés pour chaque critère. Il est impératif que ces critères soient traités suffisamment en profondeur dans la proposition pour bien décrire la réponse du soumissionnaire et pour permettre à l'équipe d'évaluation de coter les propositions.

Afin d'être jugées valables sur le plan technique, les soumissions DOIVENT se voir attribuer une cote totale d'au moins 70 % pour les exigences cotées (21 points sur les 30 possibles). Les propositions qui n'obtiendront pas une cote totale d'au moins 70 % pour les exigences cotées seront considérées comme étant non valables sur le plan technique et ne feront l'objet d'aucune autre évaluation.

Lorsque plus d'une ressource est proposée pour la même catégorie et le même niveau de ressource, CHACUNE des ressources doit être évaluée individuellement. La moyenne des deux cotes sera utilisée aux fins d'évaluation en fonction des critères d'une catégorie et d'un niveau de ressource donnés.

Chaque fois que de l'expérience est requise selon les critères énoncés, les renseignements suivants doivent figurer dans le curriculum vitae de la ressource proposée :

- i) le nom de l'organisme client auquel les services ont été fournis;
- ii) le nom, le numéro de téléphone et l'adresse électronique (le cas échéant) d'un représentant du client;
- iii) une brève description du type et de la portée des services fournis par la ressource qui satisfont aux critères établis;
- iv) les dates et la durée des travaux (y compris les dates de début et de fin des travaux).

| Exigences cotées | Nombre maximal de points | Conformité démontrée, renvoi au curriculum vitæ |
|---|--------------------------|---|
| <p>EC1. Expérience de travail relative à la Norme sur l'accessibilité du gouvernement du Canada</p> <p>À titre de société, le soumissionnaire doit posséder de l'expérience acquise au cours des cinq (5) dernières années de la production d'instruments/de produits d'information ou de communication qui sont conformes et qui répondent à la Norme sur l'accessibilité des sites Web du gouvernement du Canada et à la Norme sur la facilité d'emploi des sites Web.</p> <p><i>10 points pour chaque année d'expérience pertinente jusqu'à un maximum de cinquante (50) points</i></p> | 50 | |
| <p>EC2. Expérience à titre de gestionnaire de projets de l'élaboration et de la conception d'instruments/de produits/de guides d'information à l'intention de clients du secteur public visant le public canadien (p. ex., les communautés et organisations autochtones, les organisations non gouvernementales de l'environnement et le grand public)</p> <p>Au-delà du minimum de trois (3) années d'expérience cité pour le critère obligatoire O3, le gestionnaire de projet proposé par le soumissionnaire doit avoir acquis au cours des dix (10) dernières une expérience additionnelle de l'élaboration et de la conception d'instruments d'information à l'intention de clients du secteur public visant le public canadien, y compris les communautés et organisations autochtones, ainsi que les organisations non gouvernementales de l'environnement</p> <p><i>10 points pour chaque année d'expérience pertinente jusqu'à un maximum de trente (30) points</i></p> | 30 | |
| <p>EC3. Expérience de la synthèse de renseignements stratégiques, scientifiques et réglementaires à l'intention du grand public</p> | 50 | |

| Exigences cotées | Nombre maximal de points | Conformité démontrée, renvoi au curriculum vitæ |
|---|--------------------------|---|
| <p>La ressource proposée à titre de gestionnaire de projet doit posséder de l'expérience acquise au cours des dix (10) dernières années de la synthèse de renseignements stratégiques, scientifiques et réglementaires à l'intention du grand public.</p> <p><i>5 points pour chaque année d'expérience pertinente jusqu'à un maximum de cinquante (50) points</i></p> | | |
| <p>EC4. Expérience de l'organisation de séances de groupes de discussion auprès de divers clients (p. ex., grand public, communautés/groupes autochtones, autres groupes d'intérêt) concernant la validation des instruments/produits d'information</p> <p>La ressource proposée par le soumissionnaire sera appelée à élaborer et animer des séances de groupes de discussion afin de valider l'ébauche du guide d'information. Les soumissionnaires doivent posséder de l'expérience acquise au cours des cinq (5) dernières années de l'animation de groupes de discussion. L'animation de groupes de discussion auprès de communautés/groupes autochtones pourrait constituer un atout.</p> <p><i>10 points pour chaque année d'expérience pertinente jusqu'à un maximum de cinquante (50) points.</i></p> | 50 | |
| <p>EC5. Approche, méthodologie et calendrier proposés</p> <p>L'approche et la méthodologie proposées doivent répondre aux objectifs et aux tâches décrites dans l'énoncé de travail.</p> <p><i>Une cote de cent (100) points sera accordée pour une réponse du soumissionnaire approfondie et au-delà des exigences en ce qui concerne ce critère. Les connaissances, l'expérience ou l'approche démontrée devraient assurer un rendement hautement efficace relativement à cet aspect du travail. Répond aux exigences décrites dans l'énoncé de travail et les dépasse.</i></p> <p><i>Une cote de soixante-dix (70) points sera accordée pour une réponse du soumissionnaire qui répond bien aux exigences de ce critère. Les connaissances, l'expérience ou l'approche</i></p> | 100 | |

| Exigences cotées | Nombre maximal de points | Conformité démontrée, renvoi au curriculum vitæ |
|---|--------------------------|---|
| <p><i>démontrée devraient assurer un rendement plus qu'adéquat relativement à cet aspect du travail. Répond à l'ensemble des exigences décrites dans l'énoncé de travail.</i></p> <p><i>Une cote de cinquante (50) points sera accordée pour une réponse du soumissionnaire qui satisfait aux exigences de ce critère. Les connaissances, l'expérience ou l'approche démontrée devraient répondre aux exigences minimales requises pour assurer un rendement adéquat relativement à cet aspect du travail. Satisfait à la plupart des éléments décrits dans l'énoncé de travail.</i></p> <p><i>Une cote de trente (30) points sera accordée pour une réponse du soumissionnaire qui satisfait à peine aux exigences de ce critère. Les connaissances, l'expérience ou l'approche démontrée sont insuffisantes pour le rendement efficace du travail. Satisfait à certains éléments décrits dans l'énoncé de travail.</i></p> <p><i>Une cote de zéro (0) point sera accordée pour une réponse du soumissionnaire qui ne répond pas aux exigences du critère. Ne satisfait à aucun élément décrit dans l'énoncé de travail.</i></p> | | |
| Cote minimale | 196 | |
| Cote totale maximale | 280 | |

3. MÉTHODE DE SÉLECTION

1. Méthode de sélection

Le contrat subséquent sera attribué au soumissionnaire dont la **proposition offre le meilleur rapport qualité-prix**.

La proposition techniquement recevable qui obtiendra la cote combinée la plus élevée pour le mérite technique et la proposition de prix (c.-à-d. la cote totale résultant de la somme de la cote technique et de la cote financière) sera recommandée pour l'attribution d'un contrat. Le meilleur rapport qualité-prix est défini comme étant la cote totale la plus élevée.

Si deux propositions ou plus atteignent la même cote maximale en combinant la cote technique (70 %) et la cote financière (30 %), la proposition offrant le **prix total le plus bas** sera recommandée pour l'attribution d'un contrat d'autorité technique.

Dans le cas de chaque proposition :

Calcul de la cote technique : on obtient la cote technique en calculant la cote technique de la proposition au prorata de la cote maximale possible de 30.

$$\text{COTE TECHNIQUE} = \frac{\text{cote technique DU SOUMISSIONNAIRE}}{\text{Cote technique MAXIMALE}} \times 70$$

Calcul de la cote financière : On obtient la cote financière en attribuant la cote maximale possible (30) à la proposition recevable présentant le prix le plus bas (selon le **coût estimatif total** indiqué dans la proposition), puis en calculant au prorata de cette proposition les cotes financières de toutes les autres propositions recevables.

La cote à attribuer à chacun des soumissionnaires (autres que celui ayant soumis la proposition recevable présentant le prix le plus bas) sera calculée en divisant le COUT ESTIMATIF TOTAL le plus bas (en \$) par le COUT ESTIMATIF TOTAL du soumissionnaire, puis en multipliant le résultat obtenu par 30, selon la formule suivante :

$$\text{COTE FINANCIÈRE} = \frac{\text{COUT ESTIMATIF TOTAL le plus bas (en \$)}}{\text{COUT ESTIMATIF TOTAL du soumissionnaire (en \$)}} \times 30$$

CALCUL DE LA COTE TOTALE :

[COTE TECHNIQUE du soumissionnaire (70 %)] + [COTE FINANCIÈRE du soumissionnaire (30 %)] = COTE TOTALE du soumissionnaire (100 %)

Un seul contrat sera attribué.

Détermination de la meilleure valeur globale

Un exemple du calcul de la meilleure valeur est présenté au tableau 1 ci-dessous.

Tableau 1:

| | Soumissionnaire 1 | Soumissionnaire 2 | Soumissionnaire 3 |
|---|-------------------------------|----------------------------------|--------------------------|
| Points attribués aux critères cotés | 8 | 9 | 10 |
| Tarif quotidien | 600 \$ | 700 \$ | 800 \$ |
| Calcul | | | |
| | Points techniques | Points attribués au prix | Total des points |
| Soumissionnaire 1 | $8/10 \times 70 \% = 56$ | $600^{**}/600 \times 30 \% = 30$ | $56 + 30 = 86$ |
| Soumissionnaire 2 | $9/10 \times 70 \% = 63$ | $600^{**}/700 \times 30 \% = 26$ | $63 + 26 = 89.$ |
| Soumissionnaire 3 | $10^{*}/10 \times 70 \% = 70$ | $600^{**}/800 \times 30 \% = 23$ | $60 + 23 = 93$ |
| * Représente la cote technique la plus élevée | | | |
| ** Représente le prix proposé le plus bas | | | |
| Hypothèse : La cote technique la plus élevée et le prix proposé le plus bas reçoivent le pourcentage total et les autres propositions sont calculées au prorata. | | | |
| L'adjudicataire est celui qui obtient la cote la plus élevée, laquelle correspond à la somme des points techniques et des points attribués au prix. | | | |
| D'après les calculs ci-dessus, le contrat serait attribué au soumissionnaire 3. | | | |

ADMINISTRATION DES CONTRATS :

Coût total: Moins de 90 000 \$ (incluant les honoraires professionnels, les coûts de déplacements (Section A.3.12) et les taxes.

Calendrier : Durée du contrat attribué jusqu'à un maximum de 28 semaines.

Langue de travail : Anglais Bien que les travaux seront principalement effectués en anglais (y compris les groupes de tests d'utilisabilité au Nouveau-Brunswick et en Colombie-Britannique), les séances de groupes de tests d'utilisabilité au Québec devront être animées en français, et devront être bilingues au Nouveau-Brunswick.

Considérations particulières :

Les travaux doivent être soumis en anglais en format Microsoft Word, et en format PowerPoint lorsqu'il s'agit de présentations. Si l'expert-conseil souhaite soumettre le guide dans un format autre que Microsoft Word, il doit obtenir une approbation écrite du responsable du projet de la GCC.

**APPENDICE « E »
INSTRUCTIONS AUX SOUMISSIONNAIRES**

1. DÉFINITIONS

Dans l'appel d'offres

- 1.1.** Les mots offre, soumission et proposition sont interchangeables.
- 1.2.** “Ministre” comprend une personne agissant pour le Ministre ou ses successeurs, ou à titre de Ministre des Pêches et Océans si le poste est sans titulaire, et toute personne qu'ils ont désignée pour les représenter aux fins d'appel d'offres, de même que leurs fondés de pouvoir.
- 1.3.** “Heure de fermeture” désigne l'heure et le nombre de minutes représentant l'heure locale où se trouve le bureau des soumissions et après laquelle aucune autre soumission ne sera acceptée.

2. HEURE DE FERMETURE

- 2.1.** Le bureau des soumissions recevra les soumissions scellées jusqu'à l'heure de fermeture précisée dans la lettre d'invitation. Les soumissions reçues après l'heure de fermeture ne seront pas prises en considération et seront renvoyées non ouvertes.
- 2.2.** Nonobstant ce qui précède, le ministère des Pêches et Océans se réserve le droit de retarder l'heure de fermeture, et tous les soumissionnaires seront alors informés en bonne et due forme des nouvelles date et heure.
- 2.3.** Un gabarit d'enveloppe de soumission est fourni, le soumissionnaire doit fournir sa propre enveloppe.

3. OUVERTURE DES SOUMISSIONS

S'il y a ouverture publique

- 3.1.** Les soumissions seront publiquement ouvertes dans un endroit précisé dans l'appel d'offres dès que possible après l'heure de fermeture, sauf si l'appel d'offres comporte un avis contraire à l'égard de l'ouverture des soumissions.
- 3.2.** Au cas où le Ministère ne recevrait qu'une soumission, il se réserve le droit de ne pas divulguer le montant lors de l'ouverture publique. Le montant de la soumission sera rendu public si le contrat est adjugé.

4. DISPOSITION DES SOUMISSIONS OFFICIELLES

- 4.1.** Les soumissions doivent suivre la disposition fournie et être bien remplies et présentées selon

les instructions. Les soumissions non disposées sous la forme voulue ne seront pas prises en considération.

5. RÉVISION DE SOUMISSION

- 5.1** Les soumissions pourront être révisées au moyen d'une lettre ou d'un télémessagerie imprimé, pourvu que les révisions soient reçues avant l'heure de fermeture. Toute modification ayant pour effet d'augmenter le prix de la soumission doit être appuyée d'une augmentation appropriée de la garantie, si nécessaire.

6. GARANTIE DE SOUMISSION

- 6.1.** Si l'appel d'offres l'exige, le soumissionnaire fournira une garantie de soumission, à ses propres frais, selon le document intitulé "Conditions de garantie de soumission".
- 6.2.** Les dépôts de garantie accompagnant les soumissions seront retournés, à l'exception de celui de l'adjudicataire dont le dépôt sera conservé jusqu'au versement de la garantie de contrat selon l'Article 7 ci-dessous.

7. GARANTIE DE CONTRAT

- 7.1.** Si l'appel d'offres l'exige, l'adjudicataire fournira une garantie de contrat, à ses propres frais, dans les quatorze (14) jours suivant la date d'adjudication selon le document intitulé Conditions de garantie du contrat.
- 7.2.** S'il faut une garantie de contrat, toutes les soumissions doivent être accompagnées d'une preuve d'une banque, d'une institution financière ou d'une compagnie de cautionnement assurant que la garantie de contrat sera fournie après avis d'adjudication du contrat.

8. ASSURANCE

- 8.1.** Si l'appel d'offres l'exige, l'adjudicataire fournira les assurances contractuelles, à ses propres frais, dans les quatorze (14) jours suivant la date d'adjudication selon le document intitulé "Conditions d'assurance".
- 8.2.** S'il faut une assurance, toutes les soumissions doivent être accompagnées d'une déclaration de la compagnie d'assurance du soumissionnaire confirmant que l'assurance requise sera fournie dès l'adjudication du contrat.

9. PROGRAMME DE CONTRATS FÉDÉRAUX POUR L'ÉQUITÉ EN MATIÈRE D'EMPLOI

- 9.1.** Le Programme de contrats fédéraux pour l'équité en matière d'emploi s'applique aux contrats visant la fourniture de tous biens et prestations de services, mais non aux contrats d'achat ou de location à bail de biens immobiliers ni aux contrats de construction. Si une soumission pour la fourniture de biens et de services se chiffre à 200 000\$ ou plus et que l'entreprise du soumissionnaire emploie au moins 100 employés permanents à temps plein ou permanents à temps partiel, il est obligatoire de respecter les conditions énoncées dans la documentation ci-jointe sur le Programme de contrats fédéraux pour l'équité en matière d'emploi, sans quoi la

soumission ne sera pas prise en considération.

10. PÉRIODE DE VALIDITÉ DE SOUMISSION

- 10.1** A moins d'avis contraire dans l'appel d'offres, les soumissions doivent demeurer fermes et en vigueur cent vingt (120) jours suivant l'heure de fermeture.
- 10.2** Nonobstant l'Article 10.1, si le Ministre juge nécessaire de proroger de soixante (60) jours la période de vigueur cent vingt (120) jours fixée pour l'acceptation des soumissions, il en avisera le soumissionnaire par écrit avant l'expiration de la période, et le soumissionnaire aura quinze (15) jours suivant la date de réception de l'avis pour accepter par écrit la prorogation demandée dans celui-ci ou retirer sa soumission.
- 10.3** Si une garantie a été fournie et qu'il y a retrait de la soumission selon ce qui est prévu ci-dessus, le dépôt de garantie sera remboursé ou retourné sans pénalité ni intérêt. Si le soumissionnaire accepte la prorogation demandée, la période d'acceptation des soumissions sera prorogée selon ce qui est indiqué dans l'avis du Ministre. Si le soumissionnaire ne répond pas à l'avis en question, il sera considéré comme ayant accepté la prorogation indiquée dans l'avis.

11. SOUMISSIONS INCOMPLÈTES

- 11.1.** Les soumissions incomplètes ou conditionnelles seront rejetées.
- 11.2.** Les soumissions ne comportant pas les éléments obligatoires selon l'appel d'offres seront rejetées.
- 11.3.** Si une garantie de soumission est exigée, mais n'est pas jointe à la soumission, cette dernière sera rejetée.

12. RÉFÉRENCES

- 12.1.** Le Ministère des Pêches et Océans se réserve le droit, avant d'adjuger le contrat, d'exiger que le soumissionnaire lui soumette la preuve de certaines qualifications qu'il pourrait juger nécessaire; il prendra en considération les qualifications et compétences financières, techniques et autres du soumissionnaire.

13. CONDITION D'ADJUDICATION

- 13.1.** Le Ministère n'est tenu d'accepter ni la plus basse ni aucune autre des soumissions

14. DROITS DU CANADA

14.1 Le Canada se réserve le droit :

- a)** de rejeter l'une quelconque ou la totalité des soumissions reçues en réponse à la demande de soumissions;
- b)** de négocier avec les soumissionnaires n'importe quel aspect de leur soumission;

- c) d'accepter une soumission en totalité ou en partie, sans négociation;
- d) d'annuler la demande de soumissions à n'importe quel moment;
- e) d'émettre de nouveau la demande de soumissions;
- f) si aucune soumission recevable n'est reçue et que le besoin n'est pas modifié substantiellement, d'émettre de nouveau la demande de soumissions en invitant uniquement les soumissionnaires qui ont soumissionné, à soumissionner de nouveau dans un délai indiqué par le Canada; et
- g) de négocier avec le seul soumissionnaire qui a déposé une soumission recevable pour s'assurer que le Canada profitera du meilleur rapport qualité/prix.

APPENDICE « F »

**TITULAIRES DES DROITS DE PROPRIÉTÉ INTELLECTUELLE ET AUTRES DROITS, Y
COMPRIS LE DROIT D'AUTEUR**

I 10.0 L'entrepreneur détient les droits de propriété intellectuelle sur les renseignements originaux

1. Interprétation
2. Divulcation des renseignements originaux
3. L'entrepreneur détient les droits de propriété intellectuelle sur les renseignements originaux
4. Licence concernant les droits de propriété intellectuelle sur les renseignements originaux
5. Licence concernant les droits de propriété intellectuelle sur les renseignements de base
6. Droit d'accorder une licence
7. Transfert des droits de propriété intellectuelle sur les renseignements originaux
8. Vente, cession, transfert ou octroi de licence concernant les droits de propriété intellectuelle sur les renseignements originaux
9. Accès à l'information; exception aux droits de l'entrepreneur
10. Renonciation aux droits moraux

I 10.1 *Interprétation*

Les définitions qui suivent s'appliquent au présent contrat.

I 10.1.1 « renseignements de base » Les renseignements techniques autres que les renseignements originaux, qui sont la propriété de l'entrepreneur, de ses sous-traitants ou de tout autre fournisseur de l'entrepreneur, ou qui sont tenus secrets par eux.

I 10.1.2 « exploitation commerciale en concurrence avec l'entrepreneur » Ne comprend pas une exploitation par le Canada ou par tout entrepreneur lorsque le bien ou le service résultant de cette exploitation est destiné à être utilisé ultimement par le Canada, et ne comprend pas non plus la diffusion ou la distribution par le Canada à d'autres gouvernements ou à quiconque, au prix coûtant ou à un prix inférieur au prix coûtant, de tout bien ou service livré aux termes du contrat ou produit par suite d'une telle exploitation.

I 10.1.3 « microprogramme » Tout programme informatique entreposé dans des circuits intégrés, la mémoire fixe et tout autre moyen semblable.

I 10.1.4 « renseignements originaux » Les inventions conçues, développées ou mises en application pour la première fois dans le cadre des travaux effectués aux termes du contrat, de même que tous les renseignements techniques conçus, élaborés ou produits dans le cadre des travaux effectués en vertu du contrat.

I 10.1.5 « droit de propriété intellectuelle » Tout droit de propriété intellectuelle reconnu par la

loi et par les règles de droit, notamment tout droit de propriété intellectuelle protégé par la loi (par exemple, les lois qui régissent les brevets, les droits d'auteur, les dessins industriels, les topographies de circuits intégrés ou les droits d'obtentions végétales) ou découlant d'une protection de l'information en tant que secret industriel ou renseignement confidentiel.

I10.1.6 « invention » Toute réalisation, tout procédé, toute machine, fabrication ou composition de matières, ainsi que tout perfectionnement de l'un d'eux, présentant le caractère de la nouveauté et de l'utilité, brevetable ou non.

I10.1.7 « logiciel » Tout programme informatique, en code source ou en code objet (incluant les microprogrammes), toute documentation des programmes informatiques enregistrée sous quelque forme ou sur quelque support que ce soit, et toute base de données informatisées, et comprend les modifications apportées à tous ces éléments.

I10.1.8 « renseignements techniques » L'information de nature technique, scientifique ou artistique relative aux travaux, présentée oralement ou consignée sous une forme ou une autre ou par quelque moyen que ce soit, protégée ou non par des droits d'auteur, y compris mais sans s'y restreindre les inventions, les concepts, les méthodes, les procédés, les techniques, le savoir-faire, les modèles, les prototypes, les maquettes, les échantillons, les schémas, les données provenant d'expériences ou d'essais, les rapports, les dessins, les plans, les spécifications, les photographies, les données colligées, les manuels et autres documents et les logiciels. Les renseignements techniques ne comprennent pas les données qui concernent l'administration du contrat par le Canada ou par l'entrepreneur, par exemple l'information financière interne ou l'information de gestion interne, à moins qu'elle ne constitue un bien livrable en vertu du contrat.

I10.2 *Divulcation des renseignements originaux*

I10.2.1 L'entrepreneur signale promptement et divulgue pleinement au Ministre les renseignements originaux susceptibles de constituer des inventions, en outre, il lui signale et divulgue pleinement tous les autres renseignements originaux, au plus tard à la date de la fin des travaux ou plus tôt conformément aux exigences du Ministre ou du contrat.

I10.2.2 L'entrepreneur indique, lors de chaque divulgation en vertu du présent article, le nom de tous les sous-traitants à quelque échelon qu'ils soient, le cas échéant, à qui des droits de propriété intellectuelle à l'égard des renseignements originaux sont ou seront dévolus.

I10.2.3 Avant et après le paiement final à l'entrepreneur, le Ministre peut examiner tous les dossiers de l'entrepreneur et les données à l'appui que le Ministre juge raisonnablement pertinents pour permettre l'identification des renseignements originaux.

I10.3 *L'entrepreneur détient les droits de propriété intellectuelle sur les renseignements originaux*

I10.3.1 Sous réserve du sous-paragraphe I 10.3.3 et du paragraphe I 10.7 (*Transfert des droits de*

propriété intellectuelle sur les renseignements originaux), et sans préjudice des droits de propriété intellectuelle, ou des intérêts s'y rapportant, qui sont nés avant le contrat ou qui concernent l'information ou les données fournies par le Canada aux fins du contrat, tous les droits de propriété intellectuelle sur les renseignements originaux seront, dès leur naissance, dévolus à l'entrepreneur et lui appartiendront.

I10.3.2 Bien que l'entrepreneur détienne les droits de propriété intellectuelle sur les renseignements originaux relatifs à tout prototype, tout modèle ou tout système ou tout équipement fabriqué ou modifié sur mesure livré en vertu du contrat avec les manuels s'y rapportant et les autres documents et outils d'exploitation et de maintenance, le Canada possède des droits illimités de propriété sur ces biens livrables, y compris le droit de les mettre à la disposition du public pour son usage contre rémunération ou autrement, et, sauf dans le cas de logiciels qui ne sont pas nécessaires pour le fonctionnement du prototype, du modèle ou du système ou de l'équipement, le droit de les vendre.

I10.3.3 (i) Si les travaux visés par le contrat comportent l'élaboration d'une base de données ou autre compilation de renseignements utilisant l'information ou des données fournies par le Canada ou des renseignements personnels mentionnés à l'alinéa (ii), alors les droits de propriété intellectuelle, qui sont dévolus en vertu du sous-paragraphe 10.3.1, se limitent aux droits de propriété intellectuelle sur les renseignements originaux qui peuvent faire l'objet d'une exploitation sans l'utilisation de l'information ou des données fournies par le Canada ou desdits renseignements personnels. Si les renseignements originaux relatifs à une base de données ou à une autre compilation ne peuvent être exploités sans l'utilisation de tels informations, données ou renseignements personnels, alors les droits de propriété intellectuelle sur cette base de données ou compilation sont dévolus au Canada. L'entrepreneur convient de n'utiliser ou de ne divulguer ces informations, données ou renseignements personnels que pour l'achèvement des travaux visés par le contrat, et convient de ne procéder à aucun retrait de ces informations, données ou renseignements personnels, à l'exception de leur remise au Canada. L'entrepreneur doit se conformer aux Conditions générales du contrat en ce qui concerne l'obligation de garder secret ces informations, données ou renseignements personnels. Dès l'achèvement ou la résiliation du contrat ou dès que le Ministre l'exige, l'entrepreneur doit remettre au Canada, à moins de stipulation contraire expresse dans le contrat, ces informations, données ou renseignements personnels ainsi que toute copie, ébauche, document de travail et note qui contiennent ces informations, données ou renseignements personnels.

(ii) Nonobstant le sous-paragraphe 10.3.1, si les travaux visés par le contrat comportent la collecte de renseignements personnels au sens de la *Loi sur la protection des renseignements personnels*, (L.R.C. (1985), ch. P-21), alors tous les droits de propriété intellectuelle et le droit de propriété sur ces renseignements personnels sont, dès la collecte de ceux-ci par l'entrepreneur, dévolus au Canada, et l'entrepreneur n'a aucun droit ou intérêt sur ceux-ci.

I10.4 *Licence concernant les droits de propriété intellectuelle sur les renseignements originaux*

I10.4.1 En contrepartie de la contribution du Canada dans les frais de développement des renseignements originaux, l'entrepreneur accorde par les présentes au Canada une

licence non exclusive, perpétuelle, irrévocable, mondiale, entièrement payée et libre de redevances, qui autorise le Canada à exercer tous les droits de propriété intellectuelle sur les renseignements originaux qui sont ou seront dévolus à l'entrepreneur en vertu du paragraphe 10.3, à toute fin publique, sauf à des fins d'exploitation commerciale en concurrence avec l'entrepreneur. Cette licence accordée au Canada ayant pour objet les droits de propriété intellectuelle sur les renseignements originaux comprend aussi le droit de divulguer les renseignements originaux à d'autres gouvernements, pour les fins d'information uniquement. Les droits de propriété intellectuelle découlant de toute modification, amélioration, développement ou traduction des renseignements originaux qui sera effectuée par ou pour le Canada dans l'exercice de cette licence seront dévolus au Canada ou à toute personne désignée par le Canada.

I10.4.2 L'entrepreneur reconnaît que le Canada peut vouloir attribuer des contrats pour l'une quelconque des fins prévues par le sous-paragraphe 10.4.1 et que telles attributions pourraient résulter d'un processus compétitif. L'entrepreneur convient que la licence du Canada concernant les droits de propriété intellectuelle sur les renseignements originaux dévolus à l'entrepreneur en vertu du paragraphe I 10.3 comprend le droit de divulguer les renseignements originaux aux soumissionnaires intéressés par tels contrats, et le droit d'autoriser, par sous-licence ou autrement, tout entrepreneur retenu par le Canada à utiliser ces renseignements, uniquement pour permettre l'exécution du contrat. Le Canada exigera du soumissionnaire ou de l'entrepreneur de n'utiliser ou ne divulguer aucun renseignement original, sauf dans la mesure nécessaire pour soumissionner ou exécuter le contrat.

I10.4.3 Sans que soit restreinte la généralité des sous-paragraphe I 10.4.1 et I 10.4.2, il est entendu que le droit du Canada de modifier, d'améliorer, de traduire, de reproduire ou de développer davantage tout renseignement original aux termes des sous-paragraphe I 10.4.1 et I 10.4.2 :

- a) s'applique aux renseignements originaux qui consistent en logiciels, nonobstant toute modalité ou condition contraire jointe par l'entrepreneur à un bien livrable, y compris le texte apparaissant sur une licence d'adhésion par déballage et accompagnant un bien livrable;
- b) comprend le droit de reproduire et d'utiliser les renseignements originaux qui consistent en logiciels, ou toute forme modifiée ou améliorée ou traduite ou plus développée de logiciels, sur tout système informatique que le Canada loue, exploite ou dont il est propriétaire à travers le monde.

I10.4.4 Nonobstant les sous-paragraphe I 10.4.1, I 10.4.2 et I 10.4.3, lorsque les renseignements originaux découlent uniquement de la correction, par l'entrepreneur, d'erreurs apparaissant dans des renseignements de base qui consistent en logiciels, ou résultent uniquement de modifications mineures apportées par l'entrepreneur à tels logiciels, alors la licence mentionnée dans les sous-paragraphe I 10.4.1, I 10.4.2 et I 10.4.3 ne s'appliquera pas à ces renseignements originaux et, sauf entente contraire, la licence qui s'applique à ces renseignements de base s'appliquera à ces renseignements originaux.

- I10.4.5 Lorsque les droits de propriété intellectuelle sur des renseignements originaux appartiennent ou appartiendront à un sous-traitant de quelque échelon que ce soit, l'entrepreneur soit obtiendra de ce sous-traitant une licence permettant la conformité avec les sous-paragraphes I 10.4.1, I 10.4.2 et I 10.4.3, soit demandera au sous-traitant de concéder directement au Canada les mêmes droits, en signant la formule fournie à cette fin par le Ministre, auquel cas l'entrepreneur remettra cette formule au Ministre, dûment remplie et signée par le sous-traitant, au plus tard à la date de la divulgation au Canada de ces renseignements originaux.
- I10.4.6 Si l'entrepreneur souhaite faire usage de renseignements appartenant au Canada, qui ont été fournis dans le cadre du contrat, pour l'exploitation commerciale ou le développement ultérieur d'une partie quelconque des renseignements originaux, alors l'entrepreneur peut présenter au ministre responsable du ministère ou organisme pour lequel les travaux sont ou ont été exécutés une demande écrite en vue d'être autorisé à exercer les droits nécessaires de propriété intellectuelle sur ces renseignements dont le Canada est propriétaire. L'entrepreneur expliquera à ce ministre les raisons pour lesquelles une telle licence est requise. Ledit ministre répondra par écrit à la demande dans un délai raisonnable. Si la demande est refusée, la réponse indiquera les motifs du refus. Si le ministre accepte d'accorder une telle licence, la licence sera accordée selon des modalités que négocieront l'entrepreneur et le ministre. Il est entendu que ces modalités peuvent prévoir le paiement d'une indemnité au Canada.
- I10.4.7 L'entrepreneur peut demander au ministre responsable du ministère ou organisme pour lequel les travaux sont ou ont été exécutés une licence l'autorisant à exploiter commercialement une traduction des renseignements originaux qui est effectuée par ou pour le Canada, sous réserve des mêmes restrictions et obligations que celles qui s'appliquent en vertu du contrat à l'exploitation commerciale des renseignements originaux qui ont été traduits. Toute licence de cette nature sera concédée selon des modalités qui seront négociées entre l'entrepreneur et ce ministre. Il est entendu que ces modalités peuvent prévoir le paiement d'une indemnité au Canada.
- I10.5 *Licence concernant des droits de propriété intellectuelle sur les renseignements de base (voir la clause de rechange 10.5 ci-dessous pour la licence élargie concernant les DPI sur les renseignements de base)*
- I10.5.1 Sans restreindre la portée de toute licence que le Canada pourrait autrement détenir lui permettant d'exercer des droits de propriété intellectuelle sur les renseignements de base, l'entrepreneur accorde par les présentes au Canada une licence non exclusive, perpétuelle, irrévocable, mondiale, entièrement payée et libre de redevances, qui autorise le Canada à exercer, parmi les droits de propriété intellectuelle sur tout renseignement de base intégré dans les travaux ou nécessaire pour l'exécution des travaux, ceux qui peuvent être requis pour les fins suivantes :
- a) l'utilisation, le fonctionnement, l'entretien, la réparation ou la réfection des travaux;
 - b) la fabrication de pièces de rechange destinées à l'entretien, à la réparation ou à la réfection, par le Canada, de toute partie des travaux fabriquée sur mesure, si ces pièces ne peuvent être raisonnablement obtenues pour permettre l'entretien, la réparation ou la réfection en temps opportun;

c) la divulgation de l'information à tout autre entrepreneur engagé par le Canada (ou à toute personne qui soumissionne un tel contrat) en vue de son utilisation uniquement pour une fin énoncée aux alinéas a) ou b), mais seulement si l'entrepreneur ne peut pas ou ne veut pas se charger de l'entretien, de la réparation ou de la réfection ou fournir les pièces de rechange aux conditions commerciales raisonnables et à l'intérieur de délais de livraison raisonnables.

L'entrepreneur s'engage à mettre promptement à la disposition du Canada, pour l'une quelconque de ces fins, tout renseignement de base de cette nature (y compris, dans le cas de logiciels, le code source).

I10.5.2 Sans restreindre la portée de toute licence que le Canada pourrait autrement détenir lui permettant d'exercer des droits de propriété intellectuelle sur les renseignements de base, l'entrepreneur accorde aussi par les présentes au Canada une licence non exclusive, perpétuelle, irrévocable, mondiale, entièrement payée et libre de redevances, qui autorise le Canada à exercer, parmi les droits de propriété intellectuelle sur les renseignements de base intégrés dans les travaux ou nécessaires pour l'exécution des travaux, ceux qui sont nécessaires pour que le Canada puisse modifier, améliorer ou développer davantage les renseignements originaux. Les droits du Canada selon le présent sous-paragraphe 10.5.2 ne comprennent pas le droit de reproduire, en totalité ou en partie, un bien livrable aux termes du contrat qui n'englobe pas un renseignement original, sauf que le Canada peut reproduire une épure, un plan, un dessin ou autre renseignement de base qui fait l'objet d'une protection par droit d'auteur ou comme dessin industriel, à des fins de modification, d'amélioration ou de développement ultérieur des renseignements originaux par ou pour le Canada. L'entrepreneur s'engage à mettre promptement à la disposition du Canada, pour l'une quelconque de ces fins, tout renseignement de base de cette nature (y compris, dans le cas de logiciels, le code source).

I10.5.3 Nonobstant les paragraphes I 10.5.1 et I 10.5.2, la licence mentionnée dans ces paragraphes ne s'appliquera pas à un logiciel faisant l'objet de conditions de licence détaillées qui sont énoncées ailleurs dans le contrat.

I10.5.4 L'entrepreneur reconnaît que, sous réserve de l'alinéa (c) du paragraphe I 10.5.1, le Canada peut vouloir attribuer des contrats pour l'une quelconque des fins prévues par les paragraphes I 10.5.1 et I 10.5.2 et que telles attributions pourraient résulter d'un processus compétitif. L'entrepreneur convient que la licence du Canada se rapportant aux droits de propriété intellectuelle sur les renseignements de base comprend le droit de divulguer les renseignements de base aux soumissionnaires intéressés par tels contrats et le droit d'autoriser, par sous-licence ou autrement, tout entrepreneur engagé par le Canada à utiliser ces renseignements, uniquement pour permettre l'exécution du contrat. Le Canada exigera du soumissionnaire ou de l'entrepreneur de n'utiliser ou ne divulguer aucun renseignement original, sauf dans la mesure nécessaire pour soumissionner ou exécuter le contrat.

I10.5.5 Lorsque les droits de propriété intellectuelle sur les renseignements de base appartiennent à un sous-traitant de quelque échelon que ce soit, l'entrepreneur soit obtiendra de ce sous-traitant une licence permettant la conformité avec les paragraphes I G10.5.1 et I 10.5.2, soit demandera au sous-traitant d'accorder

directement au Canada les mêmes droits, en signant la formule fournie à cette fin par le Ministre, auquel cas l'entrepreneur remettra cette formule au Ministre, dûment remplie et signée par le sous-traitant, au plus tard à la date de la divulgation au Canada de ces renseignements de base.

Remarques : La clause de rechange pour I 10.5 peut être utilisée lorsque l'entrepreneur est engagé pour, essentiellement, produire un nouveau produit et lorsque Santé Canada a décidé qu'il souhaite avoir une licence élargie concernant les DPI sur les renseignements de base de l'entrepreneur afin de permettre le développement ultérieur de ce produit, y compris la possibilité de la production de ce produit aux fins d'utilisation par le Canada.

I10.5 Licence concernant des droits de propriété intellectuelle sur les renseignements de base

- I10.5.1 Sans restreindre la portée de toute licence que le Canada pourrait autrement détenir lui permettant d'exercer des droits de propriété intellectuelle sur les renseignements de base, l'entrepreneur accorde par les présentes au Canada une licence non exclusive, perpétuelle, irrévocable, mondiale, entièrement payée et libre de redevances, qui autorise le Canada à exercer, parmi les droits de propriété intellectuelle sur les renseignements de base intégrés dans les travaux ou nécessaires pour l'exécution des travaux, ceux qui sont nécessaires pour que le Canada puisse exercer sa licence concernant les droits de propriété intellectuelle sur les renseignements originaux. L'entrepreneur s'engage à mettre promptement à la disposition du Canada, pour l'une quelconque de ces fins, tout renseignement de base de cette nature (y compris, dans le cas de logiciels, le code source).
- I10.5.2 L'entrepreneur reconnaît que le Canada peut vouloir attribuer des contrats pour l'une quelconque des fins prévues par le paragraphe I 10.5.1 et que telles attributions pourraient résulter d'un processus compétitif. L'entrepreneur convient que la licence du Canada se rapportant aux droits de propriété intellectuelle sur les renseignements de base comprend le droit de divulguer les renseignements de base aux soumissionnaires intéressés par tels contrats et le droit d'autoriser, par sous-licence ou autrement, tout entrepreneur engagé par le Canada à utiliser ces renseignements, uniquement pour permettre l'exécution du contrat. Le Canada exigera du soumissionnaire ou de l'entrepreneur de n'utiliser ou ne divulguer aucun renseignement original, sauf dans la mesure nécessaire pour soumissionner ou exécuter le contrat.
- I10.5.3 Lorsque les droits de propriété intellectuelle sur les renseignements de base appartiennent à un sous-traitant de quelque échelon que ce soit, l'entrepreneur soit obtiendra de ce sous-traitant une licence permettant la conformité avec les paragraphes I 10.5.1 et I 10.5.2, soit demandera au sous-traitant de concéder directement au Canada les mêmes droits, en signant la formule fournie à cette fin par le Ministre, auquel cas l'entrepreneur remettra cette formule au Ministre, dûment remplie et signée par le sous-traitant, au plus tard à la date de la divulgation au Canada de ces renseignements de base.
- I10.5.4 Nonobstant le paragraphe I 10.5.1, la licence mentionnée dans ces paragraphes ne s'appliquera pas à un logiciel faisant l'objet de conditions de licence détaillées qui sont énoncées ailleurs dans le contrat.

I10.6 *Droit d'accorder une licence*

I10.6.1 L'entrepreneur déclare et garantit qu'il a, ou l'entrepreneur s'engage à obtenir, le droit d'accorder au Canada la licence qui autorise le Canada à exercer les droits de propriété intellectuelle sur les renseignements originaux et les renseignements de base selon ce que requiert le contrat.

I10.7 *Transfert des droits de propriété intellectuelle sur les renseignements originaux*

I10.7.1 Avant d'avoir terminé les travaux et divulgué la totalité des renseignements originaux en conformité avec l'article I 10.2 (*Divulgation des renseignements originaux*), l'entrepreneur, sans avoir obtenu au préalable l'autorisation écrite du Ministre, ne vend, ne cède ni ne transfère par ailleurs le titre concernant les droits de propriété intellectuelle sur tout renseignement original, ni ne concède une licence à leur égard ni n'en permet par ailleurs l'utilisation par quiconque.

I 10.7.2 Si le Canada met fin au contrat, en totalité ou en partie, pour manquement, ou si l'entrepreneur ne divulgue pas les renseignements originaux en conformité avec l'article I 10.2, le Ministre peut, par avis écrit donné dans les 90 jours de la date de résiliation du contrat ou du jour où le Canada prend connaissance du manquement de l'entrepreneur à son obligation de divulguer, selon le cas, exiger que l'entrepreneur lui cède tous les droits de propriété intellectuelle afférents à la totalité des renseignements originaux ou, s'il s'agit d'un avis fondé sur son manquement à son obligation de divulguer, tous les droits de propriété intellectuelle afférents à l'ensemble des renseignements originaux non divulgués. Dans les deux cas, les droits à céder comprennent les droits de propriété intellectuelle sur les renseignements originaux détenus ou devant être détenus par un sous-traitant de quelque échelon que ce soit. Advenant la vente ou la cession des droits de propriété intellectuelle sur les renseignements originaux à une partie autre qu'un sous-traitant de quelque échelon que ce soit, l'entrepreneur n'est pas tenu de céder au Canada le droit de propriété en conformité avec le présent article, mais lui paie sur demande un montant égal à la contrepartie que la vente ou la cession de ces droits de propriété intellectuelle sur les renseignements originaux a rapporté à l'entrepreneur ou, s'il s'agit d'une vente ou d'une cession conclue entre personnes ayant un lien de dépendance, à la juste valeur marchande de ces droits de propriété intellectuelle sur les renseignements originaux, incluant la valeur de redevances futures ou de droits de licence.

I10.7.3 Advenant la délivrance par le Ministre d'un avis en vertu du paragraphe I 10.7.2, l'entrepreneur signe, à ses frais et promptement, les actes de cession ou les autres documents relatifs aux droits de propriété intellectuelle exigés par le Ministre responsable du ministère ou de l'organisme pour lequel les travaux sont exécutés; l'entrepreneur fournit à ce Ministre, aux frais du Canada, toute l'aide raisonnable dans la préparation et l'acheminement de toute demande d'enregistrement de droits de propriété intellectuelle dans toute juridiction, y compris l'aide de l'inventeur s'il s'agit d'inventions.

I10.8 *Vente, cession, transfert ou octroi de licence concernant les droits de propriété intellectuelle sur les renseignements originaux*

- I10.8.1 Lorsque les droits de propriété intellectuelle sur les renseignements originaux font l'objet d'une vente, d'une cession, d'un transfert de propriété par l'entrepreneur, ou de l'octroi d'une licence, sauf la vente ou l'octroi d'une licence relativement à l'utilisation finale d'un produit découlant des renseignements originaux, l'entrepreneur impose à l'autre partie toutes ses obligations envers le Canada à l'égard des droits de propriété intellectuelle sur les renseignements originaux prévus à ce contrat de même que les restrictions sur l'utilisation et la disposition des droits de propriété intellectuelle sur les renseignements originaux, (et, le cas échéant, les renseignements originaux), y compris l'obligation d'imposer les mêmes obligations et restrictions à tout bénéficiaire de transfert, cessionnaire ou détenteur de licence subséquents.
- I10.8.2 L'entrepreneur fait part sans délai au Canada du nom et de l'adresse de tout bénéficiaire d'un transfert, cessionnaire ou détenteur de licence mentionnés au paragraphe I 10.8.1, ainsi que de tout autre renseignement pertinent les concernant et il s'assure qu'une telle partie est tenue d'en faire autant en ce qui a trait au bénéficiaire d'un transfert, au cessionnaire ou au détenteur de licence subséquents.
- I10.8.3 L'entrepreneur ne perçoit ni ne permet à quiconque de percevoir une redevance ou autre droit du Canada quant à des droits de propriété intellectuelle sur les renseignements originaux aux fins d'exécution d'un contrat ou d'une autre entente avec le Canada. Si le contrat ou l'entente porte sur un produit découlant de ces renseignements originaux, de leur modification ou de leur perfectionnement, l'entrepreneur accorde un crédit raisonnable au Canada sur le prix commercial du produit afin de tenir compte de l'apport financier du Canada au développement du produit; s'il s'agit d'un produit qui appartient au bénéficiaire d'un transfert, au cessionnaire des renseignements originaux ou au détenteur de licence, l'entrepreneur s'assure que cette partie est tenue d'en faire autant.

I10.9 *Accès à l'information; exception aux droits de l'entrepreneur*

- I10.9.1 Sous réserve de la Loi sur l'accès à l'information, L.R.C. 1985, ch. A-1, et sous réserve des droits du Canada selon le contrat, le Canada ne pourra communiquer ou divulguer en dehors du Gouvernement du Canada aucune information livrée au Canada en vertu du contrat et qui constitue une information confidentielle ou un secret industriel de l'entrepreneur ou d'un sous-traitant.
- I10.9.2 Nonobstant le paragraphe I 10.9.1, les présentes modalités n'ont pas pour effet de limiter le droit du Canada d'exercer les droits de propriété intellectuelle sur des renseignements originaux ou sur des renseignements de base, ou de divulguer des renseignements originaux ou des renseignements de base, dans la mesure où ces renseignements :
- a) font partie ou viennent à faire partie du domaine public, ou dans la mesure où l'entrepreneur ne bénéficie pas ou cesse de bénéficier d'une protection conférée à cette information par des droits de propriété intellectuelle, en vertu des dispositions législatives ou des règles de droit (mais autrement qu'en vertu des modalités du contrat), pour toute raison, notamment parce que le Canada a utilisé ou divulgué des biens livrables selon le contrat à une fin quelconque qui n'est pas expressément exclue par le contrat;

- b) est ou devient connue du Canada d'une source autre que l'entrepreneur, sauf d'une source dont le Canada sait qu'elle est tenue envers l'entrepreneur de ne pas divulguer l'information;
- c) est développée indépendamment par ou pour le Canada;
- d) est divulguée en raison d'une exigence législative ou d'une ordonnance rendue par une cour de justice ou un autre tribunal compétent.

I10.10 *Renonciation aux droits moraux*

I10.10.1 L'entrepreneur obtiendra une renonciation écrite permanente aux droits moraux (expression définie dans la Loi sur le droit d'auteur, L.R.C. 1985, ch. C-42), dans une forme acceptable pour le Ministre, de la part de chaque auteur qui contribue aux renseignements originaux qui font l'objet d'une protection par droit d'auteur et qui doivent être livrés au Canada en vertu des modalités du contrat. À la demande du Ministre, (soit à l'achèvement des travaux, soit à telle autre date que pourra indiquer le Ministre), l'entrepreneur fournira au Ministre la ou les renonciation(s) écrite(s) permanente(s) aux droits moraux.

Remarques : La clause de rechange pour I10.10.1 peut être utilisée lorsque l'entrepreneur est engagé pour, essentiellement, produire un nouveau produit et lorsque Santé Canada a décidé qu'il souhaite avoir une licence élargie concernant les DPI sur les renseignements de base de l'entrepreneur afin de permettre le développement ultérieur de ce produit, y compris la possibilité de la production de ce produit aux fins d'utilisation par le Canada. Utiliser I10.10.2 dans les deux cases.

I10.10.1 L'entrepreneur fournira au Canada, soit à l'achèvement des travaux soit à telle autre date que pourra indiquer le Ministre, une renonciation écrite permanente aux droits moraux (expression définie dans la Loi sur le droit d'auteur, L.R.C. 1985, ch. C-42), dans une forme acceptable pour le Ministre, de la part de chaque auteur qui contribue aux renseignements originaux qui font l'objet d'une protection par droit d'auteur et qui doivent être livrés au Canada en vertu des modalités du contrat.

I 10.10.2 Si l'entrepreneur est un auteur des renseignements originaux dont il est question au paragraphe I 10.10.1, il renonce par les présentes en permanence à ses droits moraux sur ces renseignements originaux.

I 2 La Couronne détient les droits de propriété intellectuelle

Remarques : Cet ensemble de modalités est utilisé lorsque Santé Canada a décidé de détenir les droits de propriété intellectuelle et qu'il a invoqué une exception valable fondée sur l'article 6 de la politique du Secrétariat du Conseil du Trésor intitulée Titre de propriété intellectuelle découlant des marchés d'acquisition de l'État.

I 10.0 Le Canada détient les droits de propriété intellectuelle sur les renseignements originaux

1. Interprétation
2. Divulgence des renseignements originaux
3. Le Canada détient les droits de propriété intellectuelle sur les renseignements originaux
4. Licence concernant les droits de propriété intellectuelle sur les renseignements de base
5. Droit d'accorder une licence
6. Accès à l'information; exception aux droits de l'entrepreneur
7. Renonciation aux droits moraux

I 10.1 *Interprétation*

Les définitions qui suivent s'appliquent au présent contrat.

I10.1.1 « renseignements de base » Les renseignements techniques autres que les renseignements originaux, qui sont la propriété de l'entrepreneur, de ses sous-traitants ou de tout autre fournisseur de l'entrepreneur, ou qui sont tenus secrets par eux.

I10.1.2 « microprogramme » Tout programme informatique entreposé dans des circuits intégrés, la mémoire fixe et tout autre moyen semblable.

I10.1.3 « renseignements originaux » Les inventions conçues, développées ou mises en application pour la première fois dans le cadre des travaux effectués aux termes du contrat, de même que tous les renseignements techniques conçus, élaborés ou produits dans le cadre des travaux effectués en vertu du contrat.

I10.1.4 « droit de propriété intellectuelle » Tout droit de propriété intellectuelle reconnu par la loi et par les règles de droit, notamment tout droit de propriété intellectuelle protégé par la loi (par exemple, les lois qui régissent les brevets, les droits d'auteur, les dessins industriels, les topographies de circuits intégrés ou les droits d'obtentions végétales) ou découlant d'une protection de l'information en tant que secret industriel ou renseignement confidentiel.

I10.1.5 « invention » Toute réalisation, tout procédé, toute machine, fabrication ou composition de matières, ainsi que tout perfectionnement de l'un d'eux, présentant le caractère de la nouveauté et de l'utilité, brevetable ou non.

- I10.1.6 « logiciel » Tout programme informatique, en code source ou en code objet (incluant les microprogrammes), toute documentation des programmes informatiques enregistrée sous quelque forme ou sur quelque support que ce soit, et toute base de données informatisées, et comprend les modifications apportées à tous ces éléments.
- I10.1.7 « renseignements techniques » : L'information de nature technique, scientifique ou artistique relative aux travaux, présentée oralement ou consignée sous une forme ou une autre ou par quelque moyen que ce soit, protégée ou non par des droits d'auteur, y compris mais sans s'y restreindre les inventions, les concepts, les méthodes, les procédés, les techniques, le savoir-faire, les modèles, les prototypes, les maquettes, les échantillons, les schémas, les données provenant d'expériences ou d'essais, les rapports, les dessins, les plans, les spécifications, les photographies, les données colligées, les manuels et autres documents et les logiciels. Les renseignements techniques ne comprennent pas les données qui concernent l'administration du contrat par le Canada ou par l'entrepreneur, par exemple l'information financière interne ou l'information de gestion interne, à moins qu'elle ne constitue un bien livrable en vertu du contrat.

I10.2 *Divulcation des renseignements originaux*

- I10.2.1 L'entrepreneur signale promptement et divulgue pleinement au Ministre les renseignements originaux susceptibles de constituer des inventions, en outre, il lui signale et divulgue pleinement tous les autres renseignements originaux, au plus tard à la date de la fin des travaux ou plus tôt conformément aux exigences du Ministre ou du contrat.
- I10.2.2 Avant et après le paiement final à l'entrepreneur, le Ministre peut examiner tous les dossiers de l'entrepreneur et les données à l'appui que le Ministre juge raisonnablement pertinents pour permettre l'identification des renseignements originaux.

I10.3 *Le Canada détient les droits de propriété intellectuelle sur les renseignements originaux*

- I10.3.1 Sans préjudice des droits de propriété intellectuelle, ou des intérêts dans de tels droits, qui sont nés avant le contrat, tous les droits de propriété intellectuelle sur les renseignements originaux seront, dès leur naissance, dévolus au Canada et lui appartiendront. L'entrepreneur n'aura aucun droit à de tels droits de propriété intellectuelle sur les renseignements originaux, sauf tout droit qui pourra lui être conféré par écrit par le Canada.
- I10.3.2 L'entrepreneur intégrera dans tout renseignement original qui fait l'objet d'un droit d'auteur, quelle que soit la forme dans lequel il est consigné ou le support sur lequel il est consigné, l'un ou l'autre du symbole de droit d'auteur et de l'avis de droit d'auteur suivant :

© SA MAJESTÉ LA REINE DU CHEF DU CANADA (année)

ou

© HER MAJESTY THE QUEEN IN RIGHT OF CANADA (year)

I 10.3.3 (i) Il est entendu que si les travaux visés par le contrat comportent l'élaboration d'une base de données ou autre compilation de renseignements utilisent de l'information ou des données fournies par le Canada ou des renseignements personnels mentionnés à l'alinéa (ii), alors l'entrepreneur convient de n'utiliser ou de ne divulguer ces informations, données ou renseignements personnels que pour l'achèvement des travaux visés par le contrat, et convient de ne procéder à aucun retrait de ces informations, données ou renseignements personnels, à l'exception de leur remise au Canada. L'entrepreneur doit se conformer aux Conditions générales du contrat en ce qui concerne l'obligation de garder secret ces informations, données ou renseignements personnels. Dès l'achèvement ou la résiliation du contrat ou dès que le Ministre l'exige, l'entrepreneur doit remettre au Canada, à moins de stipulation contraire expresse dans le contrat, ces informations, données ou renseignements personnels ainsi que toute copie, ébauche, document de travail et note qui contiennent ces informations, données ou renseignements personnels.

(ii) Sans que soit restreinte la généralité du sous-paragraphe I10.3.1, il est entendu que si les travaux visés par le contrat comportent la collecte de renseignements personnels au sens de la Loi sur la protection des renseignements personnels, (L.R.C. (1985), ch. P-21), alors tous les droits de propriété intellectuelle sur ces renseignements personnels et le droit de propriété sur ces renseignements personnels sont, dès la collecte de ceux-ci par l'entrepreneur, dévolus au Canada, et l'entrepreneur n'a aucun droit ou intérêt sur ceux-ci.

I10.3.4. L'entrepreneur signe les actes de cession ou les autres documents se rapportant aux droits de propriété intellectuelle sur les renseignements originaux que le ministre responsable du ministère ou organisme pour lequel les travaux sont exécutés ou ont été exécutés pourra exiger; l'entrepreneur fournit à ce ministre, aux frais du Canada, toute l'aide raisonnable dans la préparation et l'acheminement de toute demande d'enregistrement de droits de propriété intellectuelle, dans toute juridiction, y compris l'aide de l'inventeur s'il s'agit d'inventions.

I10.4 *Licence concernant des droits de propriété intellectuelle sur les renseignements de base de l'entrepreneur* (voir la clause de rechange I10.4 ci-dessous pour la licence élargie)

I10.4.1 Sans restreindre la portée de toute licence que le Canada pourrait autrement détenir lui permettant d'exercer des droits de propriété intellectuelle sur les

renseignements de base, l'entrepreneur accorde par les présentes au Canada une licence non exclusive, perpétuelle, irrévocable, mondiale, entièrement payée et libre de redevances, qui autorise le Canada à exercer, parmi les droits de propriété intellectuelle sur tout renseignement de base intégré dans les travaux ou nécessaire pour l'exécution des travaux, ceux qui peuvent être requis pour les fins suivantes :

- i) l'utilisation, le fonctionnement, l'entretien, la réparation ou la réfection des travaux;
- ii) la fabrication de pièces de rechange destinées à l'entretien, à la réparation ou à la réfection, par le Canada, de toute partie des travaux fabriquée sur mesure, si ces pièces ne peuvent être raisonnablement obtenues pour permettre l'entretien, la réparation ou la réfection en temps opportun;
- iii) la divulgation de l'information à tout autre entrepreneur engagé par le Canada (ou à toute personne qui soumissionne un tel contrat) en vue de son utilisation uniquement pour une fin énoncée aux alinéas a) ou b), mais seulement si l'entrepreneur ne peut pas ou ne veut pas se charger de l'entretien, de la réparation ou de la réfection ou fournir les pièces de rechange aux conditions commerciales raisonnables et à l'intérieur de délais de livraison raisonnables.

L'entrepreneur s'engage à mettre promptement à la disposition du Canada, pour l'une quelconque de ces fins, tout renseignement de base de cette nature (y compris, dans le cas de logiciels, le code source).

I 10.4.2 Sans restreindre la portée de toute licence que le Canada pourrait autrement détenir lui permettant d'exercer des droits de propriété intellectuelle sur les renseignements de base, l'entrepreneur accorde aussi par les présentes au Canada une licence non exclusive, perpétuelle, irrévocable, mondiale, entièrement payée et libre de redevances, qui autorise le Canada à exercer, parmi les droits de propriété intellectuelle sur les renseignements de base intégrés dans les travaux ou nécessaires pour l'exécution des travaux, ceux qui sont nécessaires pour que le Canada puisse modifier, améliorer ou développer davantage les renseignements originaux. Les droits du Canada selon le présent sous-paragraphe I 10.4.2 ne comprennent pas le droit de reproduire, en totalité ou en partie, un bien livrable aux termes du contrat qui n'englobe pas un renseignement original, sauf que le Canada peut reproduire une épure, un plan, un dessin ou autre renseignement de base qui fait l'objet d'une protection par droit d'auteur ou comme dessin industriel, à des fins de modification, d'amélioration ou de développement ultérieur des renseignements originaux par ou pour le Canada. L'entrepreneur s'engage à mettre promptement à la disposition du Canada, pour l'une quelconque de ces fins, tout renseignement de base de cette nature (y compris, dans le cas de logiciels, le code source).

I10.4.3 Nonobstant les sous-paragraphe I10.4.1 et I10.4.2, la licence mentionnée

dans ces sous-paragraphes ne s'appliquera pas à un logiciel faisant l'objet de conditions de licence détaillées qui sont énoncées ailleurs dans le contrat.

I10.4.4 L'entrepreneur reconnaît que, sous réserve de l'alinéa c) du sous-paragraph I10.4.1, le Canada peut vouloir attribuer des contrats pour l'une quelconque des fins prévues par les sous-paragraphes I 10.4.1 et I 10.4.2 et que telles attributions pourraient résulter d'un processus compétitif. L'entrepreneur convient que la licence du Canada se rapportant aux droits de propriété intellectuelle sur les renseignements de base comprend le droit de divulguer les renseignements de base aux soumissionnaires intéressés par tels contrats et le droit d'autoriser, par sous-licence ou autrement, tout entrepreneur engagé par le Canada à utiliser ces renseignements, uniquement pour permettre l'exécution du contrat. Le Canada exigera du soumissionnaire ou de l'entrepreneur de n'utiliser ou ne divulguer aucun renseignement original, sauf dans la mesure nécessaire pour soumissionner ou exécuter le contrat.

I10.4.5 Lorsque les droits de propriété intellectuelle sur les renseignements de base appartiennent à un sous-traitant de quelque échelon que ce soit, l'entrepreneur soit obtiendra de ce sous-traitant une licence permettant la conformité avec les sous-paragraphes I10.4.1 et I 10.4.2, soit demandera au sous-traitant d'accorder directement au Canada les mêmes droits, en signant la formule fournie à cette fin par le Ministre, auquel cas l'entrepreneur remettra cette formule au Ministre, dûment remplie et signée par le sous-traitant, au plus tard à la date de la divulgation au Canada de ces renseignements de base.

Remarques : La clause de rechange suivante I 10.4 peut être utilisée lorsque l'entrepreneur est engagé pour, essentiellement, produire un nouveau produit et lorsque Santé Canada a décidé qu'il souhaite avoir une licence élargie concernant les DPI sur les renseignements de base de l'entrepreneur afin de permettre le développement ultérieur de ce produit, y compris la possibilité de la production de ce produit aux fins d'utilisation par le Canada.

I10.4 *Licence concernant les droits de propriété intellectuelle sur les renseignements de base de l'entrepreneur*

I10.4.1 Sans restreindre la portée de toute licence que le Canada pourrait autrement détenir lui permettant d'exercer des droits de propriété intellectuelle sur les renseignements de base, l'entrepreneur accorde par les présentes au Canada une licence non exclusive, perpétuelle, irrévocable, mondiale, entièrement payée et libre de redevances, qui autorise le Canada à exercer, parmi les droits de propriété intellectuelle sur les renseignements de base intégrés dans les travaux ou nécessaires pour l'exécution des travaux, ceux qui sont nécessaires pour que le Canada puisse exercer ses droits de propriété intellectuelle sur les renseignements originaux. L'entrepreneur s'engage à mettre promptement à la disposition du Canada, pour l'une quelconque de ces fins, tout renseignement de base de cette nature (y compris, dans le cas de logiciels, le code source).

I10.4.2 L'entrepreneur reconnaît que le Canada peut vouloir attribuer des contrats

pour l'une quelconque des fins prévues par le sous-paragraphe I10.4.1 et que telles attributions pourraient résulter d'un processus compétitif. L'entrepreneur convient que la licence du Canada se rapportant aux droits de propriété intellectuelle sur les renseignements de base comprend le droit de divulguer les renseignements de base aux soumissionnaires intéressés par tels contrats et le droit d'autoriser, par sous-licence ou autrement, tout entrepreneur engagé par le Canada à utiliser ces renseignements, uniquement pour permettre l'exécution du contrat. Le Canada exigera du soumissionnaire ou de l'entrepreneur de n'utiliser ou ne divulguer aucun renseignement original, sauf dans la mesure nécessaire pour soumissionner ou exécuter le contrat.

I10.4.3 Lorsque les droits de propriété intellectuelle sur les renseignements de base appartiennent à un sous-traitant de quelque échelon que ce soit, l'entrepreneur soit obtiendra de ce sous-traitant une licence permettant la conformité avec les sous-paragraphe I10.4.1 et I10.4.2, soit demandera au sous-traitant d'accorder directement au Canada les mêmes droits, en signant la formule fournie à cette fin par le Ministre, auquel cas l'entrepreneur remettra cette formule au Ministre, dûment remplie et signée par le sous-traitant, au plus tard à la date de la divulgation au Canada de ces renseignements de base.

I10.4.4 Nonobstant le sous-paragraphe 10.4.1, la licence mentionnée dans ces sous-paragraphe ne s'appliquera pas à un logiciel faisant l'objet de conditions de licence détaillées qui sont énoncées ailleurs dans le contrat.

I10.5 *Droit d'accorder une licence*

I10.5.1 L'entrepreneur déclare et garantit qu'il a, ou l'entrepreneur s'engage à obtenir, le droit d'accorder au Canada la licence qui autorise le Canada à exercer les droits de propriété intellectuelle sur les renseignements de base selon ce que requiert le contrat.

I10.6 *Accès à l'information; exception aux droits de l'entrepreneur*

I10.6.1 Sous réserve de la *Loi sur l'accès à l'information*, L.R.C. 1985, ch. A-1, et sous réserve des droits du Canada selon le contrat, le Canada ne pourra communiquer ou divulguer en dehors du Gouvernement du Canada un renseignement de base livré au Canada en vertu du contrat et qui constitue une information confidentielle ou un secret industriel de l'entrepreneur ou d'un sous-traitant.

I10.6.2 Les présentes modalités n'ont pas pour effet de limiter le droit du Canada d'exercer les droits de propriété intellectuelle sur des renseignements de base, ou de divulguer des renseignements de base, dans la mesure où ces renseignements :

a) font partie ou viennent à faire partie du domaine public, ou dans la mesure où l'entrepreneur ne bénéficie pas ou cesse de bénéficier d'une protection

conférée à cette information par des droits de propriété intellectuelle, en vertu des dispositions législatives ou des règles de droit (mais autrement qu'en vertu des modalités du contrat), pour toute raison, notamment parce que le Canada a utilisé ou divulgué des biens livrables selon le contrat à une fin quelconque qui n'est pas expressément exclue par le contrat;

b) est ou devient connue du Canada d'une source autre que l'entrepreneur, sauf d'une source dont le Canada sait qu'elle est tenue envers l'entrepreneur de ne pas divulguer l'information;

c) est développée indépendamment par ou pour le Canada;

d) est divulguée en raison d'une exigence législative ou d'une ordonnance rendue par une cour de justice ou un autre tribunal compétent.

I 10.7 *Renonciation aux droits moraux*

I 0.7.1 L'entrepreneur fournira au Canada, soit à l'achèvement des travaux soit à telle autre date que pourra indiquer le Ministre, une renonciation écrite permanente aux droits moraux (expression définie dans la *Loi sur le droit d'auteur*, L.R.C. 1985, ch. C-42), dans une forme acceptable pour le Ministre, de la part de chaque auteur qui contribue aux renseignements originaux qui font l'objet d'une protection par droit d'auteur et qui doivent être livrés au Canada en vertu des modalités du contrat.

I 10.7.2 Si l'entrepreneur est un auteur des renseignements originaux dont il est question au sous-paragraphe I 10.7.1, il renonce par les présentes en permanence à ses droits moraux sur ces renseignements originaux.